



RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DE L'HABITAT
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction Générale des Ponts et des Chaussées

**Plan d'Action de Réinstallation
du projet de la pénétrante Nord-Sud dans la ville de Sfax**



29 Mai 2018



Bureau d'études : CETA

Adresse du siège : 3, Rue 8609 - Charguia 1 -
2035 Ariana, Tunisie Tél : (+216) 71773800
Fax : (+216) 71773833

SOMMAIRE

1. Introduction	12
2. Description du projet, zone du projet et zone d'influence	16
2.1. Description du projet.....	16
2.1.1. Description des aménagements projetés.....	16
2.1.2. Géométrie et conception des ouvrages	18
2.1.3. Éclairage public.....	19
2.1.4. Cout du projet.....	19
2.2. Justification du projet.....	19
2.2.1. Justification socioéconomique	19
2.2.2. Justification environnementale	19
2.3. Caractéristiquessocioéconomiques de la zone du projet.....	20
2.3.1. Population	20
2.3.2. Infrastructure.....	21
2.3.3. Principales activités économiques.....	22
2.4. Zones d'influence.....	23
3. Impacts potentiels et mesures d'atténuation/ d'amélioration.....	23
4. Cadre institutionnel et organisationnel du PAR	26
4.1. Cadre institutionnel.....	26
4.1.1. Ministère de l'Équipement, de l'Habitat et de l'aménagement du territoire	26
4.1.2. Ministère des domaines de l'état et des affaires foncières (Chef de file)	32
4.1.3. Ministère des finances.....	33
4.1.4. Le gouvernorat, la municipalité, la délégation et Imada	33
4.1.5. Les ONGs et la Société civile	33
4.2. Procédure d'expropriation selon les dispositions la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016	36
4.3. La participation communautaire.....	38
4.3.1. Vue générale.....	38
4.3.2. Identification des organismes responsables de la réinstallation, et des ONGs qui pourraient avoir un rôle dans la mise en œuvre	39
4.4. Pas de recours à la Commission du Cadre social	39
4.5. Évaluation de la capacité institutionnelle de ces organismes et ONGs.....	39
5. Participation communautaire et consultation des PAPs.....	43
6. Étude socio-économiques et recensement des personnes, des biens et des moyens d'existence affectés.....	44
6.1. Résultats du recensement couvrant les occupants actuels de la zone affectée	44
6.2. Niveau d'instruction.....	45

6.3.	Caractéristiques des PAPs	45
6.4.	Accès aux services communs	46
6.5.	Activités socio-économiques	46
6.6.	Groupes vulnérables.....	47
7.	<i>Cadre juridique</i>	47
7.1.	Cadre normatif de l'expropriation pour cause d'utilité publique	47
7.2.	Indemnisation des personnes affectées par les projets déclarés d'utilité publique	48
7.3.	Conditions d'éligibilité à l'indemnisation et les dispositions générales.....	48
7.4.	Évaluation des dommages.....	49
7.5.	Paieement de l'indemnité /compensation	50
8.	<i>Principes directeurs d'indemnisation /compensation</i>	50
9.	<i>Référence au manuel environnemental et social de la BEI publié en 2013</i>	50
10.	<i>Cohérence/conformité et différence entre la loi tunisienne et Les exigences de la BEI</i>	51
11.	<i>Critères d'identification et d'éligibilités des personnes affectées par le projet « PAPs»</i>	57
11.1.	Date butoir.....	62
12.	<i>Gestion des plaintes</i>	62
12.1.	Objectifs et présentation d'ensemble	62
12.2.	Types de plaintes et conflits liés au PAR.....	62
12.3.	Mécanisme de résolution.....	63
12.4.	Mécanisme opérationnel de gestion des plaintes	64
13.	<i>Suivi et évaluation</i>	80
13.1.	Suivi.....	80
13.2.	Évaluation.....	81
14.	<i>Mise en œuvre du PAR</i>	85
15.	<i>Annexe</i>	86
15.1.	PV de la réunion de démarrage.....	86
15.2.	Fiche d'enquête.....	88
15.3.	Résultats des enquêtes.....	92
15.3.1.	Identifications des PAPs.....	92
15.3.2.	Identification de l'occupation du bien à acquérir et avis du PAPs sur le projet et compensation selon les PAPs.....	98
15.3.3.	Caractéristiques des PAPs (Résident?, Niveau d'instruction et taille de la famille)	103

15.3.4. Accès aux services communs (B: Bonne, M: Moyen et m: mauvaise)	109
15.3.5. Activités et profession des PAPs	114
15.3.6. Qualification de la zone, expropriation et compensation	120
15.4. PV de la consultation publique	126
15.4.1. Introduction	126
15.4.2. Participation communautaire et consultation des PAPs	126
15.4.3. Démarche suivie pour la préparation de la consultation publique	127
15.4.4. Déroulement de la Consultation publique	128
15.4.5. Spécificités locales en matière institutionnelle et organisationnelle	130
15.4.6. Synthèse des plaintes	135
<i>Lors des enquêtes, le bureau d'études a informé chaque PAP de leur dégât.....</i>	138
15.4.7. Brochure de mécanisme de gestion des plaintes	139
15.4.8. Formulaire d'expression d'une plainte (Fr et Ar)	141
15.4.9. Présentation power point de la consultation publique	143

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Localisation du projet.....	16
---------------------------------------	----

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Localisation et caractéristiques des zones influencées par l'expropriation.	23
Tableau 2: Liste des ONGs identifiées à Sfax.	41
Tableau 3 : Analyse de conformités et de différences entre la loi tunisienne et les standards de la BEI.....	52
Tableau 4 : Matrice d'éligibilité des PAPs.	59
Tableau 8: Chronogramme de compensation (indicatif).	84

Résumé non exécutif

Le projet de la pénétrante Nord-Sud de la ville de Sfax fait partie d'un vaste programme entrepris par le Ministère sur le réseau primaire de la ville de Sfax dont l'objectif est d'améliorer les conditions de déplacement et la sécurité des citoyens dans le gouvernorat de Sfax et d'assurer une meilleure fluidité du trafic sur les axes structurants du gouvernorat. Ce projet est cofinancé par la Banque Européenne d'Investissement (BEI) dans le cadre du Projet de Modernisation Routière II (PMR II).

Le présent document présente donc le plan d'action de réinstallation (PAR) relatif à l'acquisition des parcelles/biens nécessaires pour l'emprise de la pénétrante Nord-Sud de la ville de Sfax et qui consiste en l'acquisition (privé+état) d'une superficie totale de l'ordre **920953 m²**, soit **92,09 hectares**.

Le nombre total de parcelles étatiques ou privées touchées par le projet est de **393 parcelles**.

Le nombre total des personnes affectées par le projet (PAPs) de pénétrante Nord-Sud de la ville de Sfax est de **244**.

La préparation du présent PAR ne s'appuie pas uniquement sur la législation nationale, mais aussi sur les règles identifiées dans le CPR du PMR II à partir de la politique environnementale et sociale de la BEI.

Ce document représente le PAR des personnes affectées par le projet de pénétrante Nord-Sud et vise les objectifs spécifiques suivants :

- recenser les occupants de la zone d'intervention du projet, en vue d'établir la base de la conception du programme de déplacement/ réinstallation ;
- définir les caractéristiques socioéconomiques des ménages réinstallés ;
- évaluer l'ampleur des pertes totales ou partielles de biens, et l'ampleur de la réinstallation physique et économique ;
- collecter les informations sur les groupes ou les personnes vulnérables pour lesquels des mesures/dispositions spécifiques doivent être prises ;
- aider les personnes déplacées dans leurs efforts du moins de rétablissement, de leurs moyens d'existence et de leur niveau de vie, ceux-ci étant considérés, en termes réels, aux niveaux qui prévalaient au moment de la phase précédant le déplacement ou celle de la mise en œuvre du projet, selon la formule la plus avantageuse ;
- avoir des dispositions relatives à l'actualisation de l'information sur les personnes réinstallées, leurs moyens d'existence, leur niveau de vie, etc.;
- prêter une attention particulière aux besoins des groupes vulnérables au sein des populations affectées, notamment les personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté, les femmes et les enfants et toutes les autres personnes risquant de ne pas être

protégées par la législation nationale relative à la compensation foncière ou d'être affectées de manière négative par le projet ;

- avoir un aperçu sur les infrastructures et services publics susceptibles d'être affectés ;
- connaître l'interaction sociale dans les communautés affectées, comprenant les réseaux de solidarité, et comment ils seront affectés par la réinstallation

Le document détermine aussi la responsabilité organisationnelle pour la mise en œuvre du PAR, il présente les différents acteurs institutionnels ayant la responsabilité organisationnelle pour la mise en œuvre du PAR.

Pour la conception de ce PAR, une mission spécifique de campagne d'information et de communication était réalisée en deux volets. L'objet de cette mission était de présenter le projet, les objectifs et la concertation du calendrier d'intervention sur terrain pour réaliser l'enquête socio-économique.

Conformément à la méthodologie du PAR un mécanisme de gestion des conflits est mis en place. Jusque-là les types de plainte qui apparaissent en cours de l'enquête sont les suivants :

- refus catégorique du principe de cession des terrains sans une indemnisation qui se base sur des valeurs réelle ;
- la situation foncière non apurée et les anciens titres de propriété ;
- conflits entre les propriétaires ;
- faire recours si les indemnisations ne respectent pas les valeurs réelles.

تقديم

تمثل هذه الوثيقة خطة عمل لإعادة إسكان الأشخاص الموجودين في حوزة المشروع في إطار مشروع تهيئة المدخل الشمالي الجنوبي لمدينة صفاقس، والذي سيتم بتمويل من الدولة التونسية مع قرض من البنك الأوروبي للاستثمار.

وتقتضي سياسة البنك الأوروبي للاستثمار وقوانين الدولة التونسية الجاري العمل بها تعويض الأشخاص المتضررين من المشروع. وتبين هذه الوثيقة طريقة التعويض للمتضررين من المشروع بحيث تنص على القوانين والتشريعات التونسية وتسرد مقتضيات سياسة البنك الأوروبي للاستثمار في هذا المجال. ويتطلب تنفيذ هذا المشروع اقتناء العقارات للمصلحة العامة. وتماشيا مع سياسة البنك والتشريعات التونسية، قامت وزارة التجهيز والإسكان والتهيئة الترابية بإعداد خطة عمل لإعادة إسكان الأشخاص الموجودين في حوزة المشروع. وتتمثل أهدافها في:

(أ) التقليل قدر الإمكان من حالات الانتزاع؛

(ب) تقادي قدر المستطاع هدم الممتلكات؛

(ت) تعويض الأشخاص المتضررين على خسارة الأراضي الزراعية والبنائيات والتجهيزات و الموارد الرزق؛

وحددت هذه الدراسة للأشخاص المعنيين بالعملية بالاعتماد على قيمة الممتلكات وموارد الرزق وكيفيات التعويض والمسؤوليات المؤسسية عند التنفيذ وذلك ضمن جدول زمني والميزانية المرسودة للتنفيذ. ويتعلق الأمر بما يلي:

(أ) تعويض الأشخاص الذين يمارسون أنشطة فلاحية أو تجارية أو أنشطة أخرى مدرة للدخل على الطريق المزمع انشاءها، وتمكينهم من سبل العيش الكريم طيلة فترة الأشغال؛

(ب) حثهم على المساهمة في التخطيط وتنفيذ عملية إعادة إسكان الأشخاص بصفة تشاركية (من خلال الاستشارة العمومية).

كلف مكتب الدراسات الخبير الاجتماعي والبيئي عبد اللطيف المعالج بإعداد هذه الدراسة المرجعية.

وقد بينت هذه الدراسة النتائج التالية:

- عدد الأشخاص المتضررين من المشروع : 220
- المساحة التي سيتم اقتنائها للمشروع من الخواص تبلغ 270113 متر مربع والموزعة على 244 قطعة.
- المستوى العلمي المهيمن للسكان المتضررين هو الثانوي والجامعي.
- 33 % من السكان المتضررين قاطنين بالمنطقة.
- 88 % من السكان المتضررين يبلغ عدد عائلاتهم بين فردين وستة أفراد.
- الخدمات هو النشاط الاقتصادي المهيمن للسكان المتضررين.
- لا يوجد فيات هشة.

نذكر أيضاً أن الاستشارة العامة والاستثمارات والاجتماعات المصغرة التي قام بها مكتب دراسة مع السكان المتضررين قد بينت أن جل السكان موافقون على إنجاز المشروع باستثناء البعض من المقيمين بالمنطقة السكنية المحاذية للمعهد الوطني للبيوتكنولوجي أو على امتداد 0,5 كم والذين يقترحون بتقليص

عرض الطريق او توسعته من الجانب الأيمن (ارض خالية من البنايات) لتجنب هدم ممتلكاتهم خاصة وانهم قد حصلوا على رخص للبناء من السلطات المحلية وذلك بعد احترامهم لمثال التهيئة. هذا وقد استجابت الجهات الفنية المسؤولة عن دراسة المشروع وقامت بالتغييرات الفنية اللازمة لتفادي اكبر عد دممكن من الممتلكات الخاصة.

وقد تمالتطرق في هذه الدراسة الى القوانين التونسية وسياسة البنك الأوروبي للتنمية والفرق بينهما. كما تم وضع مخطط للتصرف في الشكاوى إضافة إلى ذكر الأطراف الإدارية المتدخلة في مخطط إعادة التوطين.

LISTE DES ABRÉVIATIONS

MEHAT	Ministère de l'Équipement, de l'habitat et de l'aménagement du territoire
MDEAF	Ministère des Domaines de l'État et des Affaires Foncières
MF	Ministère des finances
MJ	Ministère des justices
DGPC	Direction Générale des Ponts et Chaussées
DGAJFC	Direction générale des affaires foncières, juridiques et du contentieux
DGAF	Direction des affaires foncières
CPR	Cadre de Politique de réinstallation
PAR	Plan d'Action de Réinstallation
OTC	Office de la Topographie et du Cadastre
COC	Code des obligations et des contrats
CDR	Code des droits réels
CPF	Conservation de la propriété foncière
PAPs	Personnes affectées par le projet
ONG	Organisation non gouvernementale
DAO	Dossier d'appel d'offres
APS	Avant-projet sommaire
CCAP	Cahier des Clauses administratives particulières
CCTP	Cahier des clauses techniques particulières
TPD	Travaux particuliers divers
RL	Route Locale
TGET	Trésorerie Générale de l'État Tunisien
RGPH	Recensement Général de la population et de l'Habitat
INS	Institut National de la Statistique
CM	Chef de Ménage
EA	Exploitant Agricole
ZI	Zone d'Intervention
TR	Titre Foncier
OPA	Occupant d'une parcelle agricole
CRDA	Commissariats Régionaux au Développement Agricole

DÉFINITION

Gouvernorat	C'est une subdivision territoriale administrative du territoire global tunisien. La Tunisie est divisée en 24 gouvernorats.
Délégation	C'est une division territoriale administrative du gouvernorat. Chaque gouvernorat est divisé en plusieurs délégations.
Imada	Une subdivision territoriale administrative de la délégation. Chaque délégation est divisée en plusieurs Imadas. (Secteur Administratif)
Omda	Le représentant de l'Imada. L'Omda est nommé par arrêté du ministre de l'intérieur sur proposition du gouverneur de la région. L'Omda apporte son concours, sous l'autorité du délégué, aux différents services administratifs, judiciaires et financiers à l'effet de les aider dans l'accomplissement de leurs missions. En outre, il est chargé de se préoccuper des intérêts des citoyens de sa circonscription, de les aider dans leurs relations avec l'administration et les orienter suivant le lois et les règlements en vigueur. Il a aussi la qualité d'officier d'état civil.
Vulnérable	Il s'agit des populations autochtones, des minorités ethniques, des femmes, des migrants, les plus jeunes et les plus âgés. Il peut aussi désigner toutes les personnes vivant en deçà du seuil de pauvreté, les travailleurs sans terre, les femmes et les enfants et toutes les autres personnes déplacées risquant de ne pas être protégées par la législation nationale relative à la compensation foncière.
Acquisition de terre (temporaire et permanente)	Processus par lequel une administration publique, généralement en échange d'une indemnisation, amène un individu, un ménage ou un groupe communautaire à renoncer aux droits sur la terre qu'il occupe ou utilise d'une autre façon.
Assistance à la réinstallation	Appui fourni aux personnes dont un projet entraîne le déplacement physique. Cela peut englober le transport, l'alimentation, le logement, les services, etc.
Bâtiment	Ce sont les équipements identifiés sur l'emprise qui concernent les boutiques exerçant une activité de commerce.
Bénéficiaire	Personne qui profite d'un avantage de quelque chose
Cadre de Politique de Réinstallation	Ce cadre comporte, autant que faire se peut, une estimation de la population totale à déplacer, ainsi que les coûts d'ensemble de la réinstallation
Compensation (indemnisation)	C'est en raison de toutes les privations que la mise en œuvre de certaines mesures pourrait entraîner que les personnes affectées par le Projet (PAP) seront correctement compensées pour leur perte (de terre, propriété ou accès) soit en nature, soit en espèces, la première étant la forme préférée. Cette compensation se fera dans le respect des principes du droit et d'équité : en effet, toute personne affectée a droit à une pleine et entière compensation et/ou assistance quelque soit son statut socio-économique ou la gravité de l'impact subi.
Date butoir	Date d'achèvement du recensement et de l'inventaire des biens des personnes touchées par le projet. Les personnes qui occupent la zone du projet après la date butoir n'ont pas droit à une indemnisation et/ou une aide à la réinstallation. De même, les actifs fixes (constructions, cultures, arbres fruitiers, parcelles boisées, etc.) établis après la date d'achèvement de l'inventaire des biens, ou une autre date fixée d'un commun accord, ne donneront pas lieu à indemnisation.
Groupes vulnérables	Personnes qui, de par leur sexe, appartenance ethnique ou âge, du fait d'un handicap physique ou mental, parce qu'elles sont économiquement défavorisées ou encore en raison de leur statut social, risquent d'être plus affectées que d'autres par une réinstallation et de ne pas être pleinement à même de se prévaloir ou de bénéficier d'une aide à la réinstallation et des avantages connexes en termes de développement.
Ménage	Le ménage peut être défini comme un groupe de personnes, apparentées ou non, vivant ensemble dans le même logement et mettant en commun tout ou partie de leurs ressources pour subvenir à leurs besoins essentiels, notamment le logement et la nourriture.

AMEHAT/DGPC - BEI
PAR du projet de la pénétrante Nord-Sud de la ville de Sfax

Chef de ménage	C'est la tutelle d'un groupe de personnes/ ménage.
Parties prenantes	Toute entité (personne, groupe, organisation, institution) concernée et potentiellement affectée par un projet ou en mesure d'influer sur un projet.
Personne Affectée par le Projet (PAP)	Toute personne qui, du fait de la mise en œuvre d'un projet, perd le droit de posséder, d'utiliser ou de tirer autrement avantage d'une construction, d'un terrain (résidentiel, agricole ou de pâturage), de cultures arbustives et autres annuelles ou pérennes, ou de tout autre bien fixe ou meuble, que ce soit en totalité ou en partie, à titre permanent ou temporaire.
Personne vulnérable	Handicapés, enfants orphelins, personnes âgées sans revenus, ainsi que les personnes qui ont perdu une grande partie de leurs revenus ou de leurs terrains.
Plan d'Action de Réinstallation (PAR)	Document dans lequel un promoteur de projet ou une autre entité responsable définit les procédures et mesures qu'il ou elle entend suivre et prendre en vue d'atténuer les effets négatifs, d'indemniser les pertes et de procurer des avantages en termes de développement aux personnes et communautés affectées par son projet d'investissement.
Recensement	Opération empirique qui consiste à faire le dénombrement d'une population cible
Réinstallation involontaire	Réinstallation qui intervient sans le consentement éclairé des personnes déplacées ou sans que ces personnes, à supposer qu'elles donnent leur consentement, aient la possibilité de refuser d'être réinstallées.
Valeur intégrale de remplacement	C'est une indemnité due par la personne responsable d'un dommage, tenue à la réparation intégrale du préjudice.
Valeur de remplacement	Montant nécessaire pour racheter un bien similaire à celui que l'on souhaite remplacer

1. Introduction

La Direction Générale des Ponts et Chaussées du Ministère de l'Équipement, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire a confié au bureau d'études CETA l'élaboration du Plan d'Action de Réinstallation du projet de la pénétrante Nord-Sud de la ville de Sfax.

Ce projet fait partie d'un vaste programme entrepris par le Ministère sur le réseau primaire de la ville de Sfax dont l'objectif est d'améliorer les conditions de déplacement et la sécurité des citoyens dans le gouvernorat de Sfax et d'assurer une meilleure fluidité du trafic sur les axes structurants du gouvernorat. Ce projet est cofinancé par la Banque Européenne d'Investissement (BEI) dans le cadre du Prêt Modernisation Routière II (PMR II).

❖ Contexte et objectifs de réalisation des plans d'action de réinstallation

Les critères permettant de déterminer la nécessité du PAR pour un projet sont les suivants :

1. Un PAR n'est pas exigé si le terrain doit être acquis et sera versé volontairement ou acheté sur la base d'un accord "acheteur consentant, vendeur consentant". Les conditions d'acquisition de terres doivent être documentées dans l'application des sous-projets. Tous les dons volontaires et les achats seront évalués afin de s'assurer que les propriétaires et les utilisateurs ne sont pas contraints de fournir des terres.
2. Un PAR, ou un plan abrégé de réinstallation (PARA), est requis, sauf exception pour toutes les opérations impliquant une réinstallation non-volontaire, telles que pour les personnes qui sont déplacées de terre ou des ressources productives et subissant les conséquences suivantes :
 - a. déménagement, la perte d'un abri, la perte de biens ou d'accès à des atouts importants pour la production ;
 - b. la perte de sources de revenus ou de moyens de subsistance ; ou
 - c. la perte d'accès à des endroits qui offrent des revenus plus élevés ou des plus faibles dépenses pour les entreprises ou personnes.

Un PAR complet est requis dans les cas où plus de 200 personnes sont touchées. Si l'échelle et la gravité des impacts sont limités ou bien lorsque moins de 200 personnes sont déplacées, un plan succinct de réinstallation peut répondre à ces exigences.

Tous les projets sont évalués afin d'identifier les impacts liés à l'expropriation et la réinstallation. Les visites de site font donc partie des critères déterminant si oui ou non il est nécessaire de rédiger et de mettre en œuvre un PAR.

Il est important de noter que, comme le processus identifiant le besoin pour l'élaboration d'un PAR pour chaque projet a été fait sans connaître le nombre réel de PAP, la décision est fondée sur les informations disponibles. La décision est basée sur une approche de précaution vis-à-vis

des informations sur les parcelles expropriées / propriétaires.

En pratique, cela signifie que le nombre de parcelles doivent être au minimum multipliées par la taille moyenne des ménages dans le contexte tunisien, et ceci afin d'inclure les personnes touchées appartenant au ménage. De plus, les sites ont été évalués en tenant compte des PAP supplémentaires (ex. les locataires d'immeubles d'habitation, les emplois liés au besoin de l'exploitation ou encore les grandes zones commerciales où l'on peut s'attendre à trouver des employés).

La nécessité de l'élaboration d'un PAR complet a été identifiée pour le présent projet.

Ce plan vise essentiellement à concevoir et à planifier, sur la base d'une connaissance approfondie de la situation des personnes affectées par le projet et d'une concertation continue avec elles, les actions qui leur permettent d'échapper aux risques d'appauvrissement qu'il est susceptible de leur fait encourir et qui leur permettent d'en faire une opportunité pour améliorer leur niveau de vie et leurs moyens d'existence.

Ce PAR est préparée, planifiée et mise en œuvre selon le modèle type du PAR et selon les dispositions décrites dans le CPR.

Le CPR décrit les politiques et les procédures devant guider le processus de préparation des PARs ou PARAs nécessaires pour cette composante. Plus spécifiquement, ce CPR décrit les politiques et les procédures devant guider le processus pour l'indemnisation et la compensation des personnes affectées par les différents projets, avec et sans titre juridique, dont les terrains, propriétés ou les entreprises/commerces seront acquis pour ou affectés par l'exécution des projets routiers. Il servira à comprendre et à simplifier la réglementation tunisienne liée à la compensation et à l'indemnisation des immeubles à exproprier pour cause d'utilité publique, à identifier les différences entre la législation nationale et les normes de la BEI, ainsi que les mesures prises pour combler ces différences.

Afin de satisfaire le besoin du PAP et d'améliorer leurs conditions d'existence, les objectifs suivants sont poursuivis :

- ✓ Aider les personnes déplacées dans leurs efforts d'amélioration, ou du moins de rétablissement, de leurs moyens d'existence et de leur niveau de vie, ceux-ci étant considérés, en termes réels, aux niveaux qui prévalaient au moment de la phase précédente le déplacement ou celle de la mise en œuvre du projet, selon la formule la plus avantageuse.
- ✓ Accorder une importance capitale à la consultation des PAPs et à leur participation dans la préparation du PAR, dans la mise en œuvre et dans l'aboutissement du programme.
- ✓ Prêter une attention particulière aux besoins des groupes vulnérables au sein des populations déplacées, notamment les personnes vivant en deçà du seuil de pauvreté,

les femmes et les enfants et toutes les autres personnes déplacées risquant de ne pas être protégées par la législation nationale relative à la compensation foncière ou d'être affectées de manière négative par le projet.

En effet, le PAR vise à atteindre les objectifs spécifiques suivants dans le but de satisfaire les besoins des Personnes affectées par projet (PAPs) et d'améliorer leurs conditions d'existence :

- ✓ Recenser les occupants de la zone d'intervention du projet, en vue d'établir la base de la conception du programme de déplacement/réinstallation ;
- ✓ Définir les caractéristiques socio-économiques des ménages réinstallés ;
- ✓ Avoir un aperçu sur l'ampleur des pertes totales ou partielles de biens, et sur l'ampleur de la réinstallation physique et économique ;
- ✓ Collecter les informations sur les groupes ou les personnes vulnérables pour lesquels des mesures/dispositions spécifiques doivent être prises ;
- ✓ Aider les personnes déplacées dans leurs efforts d'amélioration, ou du moins de rétablissement, de leurs moyens d'existence et de leur niveau de vie, ceux-ci étant considérés, en termes réels, aux niveaux qui prévalaient au moment de la phase précédente le déplacement ou celle de la mise en œuvre du projet, selon la formule la plus avantageuse ;
- ✓ Avoir des dispositions relatives à l'actualisation de l'information sur les personnes réinstallés, leurs moyens d'existence, leur niveau de vie, etc. ;
- ✓ Décrire le système foncier et les transactions foncières ;
- ✓ Prêter une attention particulière aux besoins des groupes vulnérables au sein des populations affectées, notamment les personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté, les femmes et les enfants et toutes les autres personnes risquant de ne pas être protégées par la législation nationale relative à la compensation foncière ou d'être affectées de manière négative par le projet ;
- ✓ Avoir un aperçu sur les infrastructures et services publics susceptibles d'être affectés ;
- ✓ Connaître l'interaction sociale dans les communautés affectées, comprenant les réseaux de solidarité, et comment ils seront affectés par la réinstallation.

❖ Méthodologie de réalisation du PAR

a- Approche de suivre pour préparer un PAR

Cette section décrit une approche qu'il est recommandé de suivre pour préparer un PAR de manière effective. Les composantes essentielles d'un tel plan d'action sont les suivantes : „
identification des impacts du projet et des populations affectées ; „

- cadre juridique pour l'acquisition de terrains et l'indemnisation ; „

- cadre d'indemnisation ; „
- description de l'aide à la réinstallation et des activités de rétablissement des moyens d'existence ; „
- budget détaillé ; „
- calendrier de mise en œuvre ; „
- description des responsabilités organisationnelles ; „
- cadre applicable aux processus de consultation du public, de participation et de planification du développement ; „
- description des dispositions prévues pour le règlement des plaintes ;
- cadre applicable aux processus de suivi, d'évaluation et de présentation des rapports.

b- Les étapes d'identification des populations affectées et des impacts

L'identification des populations affectées et des impacts se fera par une série d'étapes :

1. l'établissement de cartes thématiques identifiant des caractéristiques telles que les zones de peuplement, les infrastructures, la composition des sols, les zones de végétation naturelle, les ressources en eau et les modes d'occupation des sols ;
2. un recensement permettant de dresser la liste des personnes affectées en fonction de leur lieu d'habitation ; Les communautés hôtes doivent être informées et consultées dans le cadre du processus de planification de la réinstallation.
3. un inventaire des biens perdus et affectés à l'échelon des ménages, des entreprises et de la communauté ;
4. des enquêtes et études socioéconomiques couvrant l'ensemble des personnes affectées (y compris les saisonniers, les migrants et les populations hôtes), selon les besoins ;
5. une analyse des enquêtes et études visant à fixer les paramètres d'indemnisation, à concevoir des initiatives appropriées de rétablissement des revenus et de développement durable, et à définir des indicateurs de référence pour le travail de suivi ;
6. des consultations avec les populations affectées en ce qui concerne l'atténuation des effets du projet et les possibilités de développement.

c- Définition des objectifs de l'enquête

Cette étape est une base pour identifier les informations à collecter et élaborer le questionnaire.

Les objectifs de l'enquête socio-économiques dans le cadre du PAR sont :

- Identifier les impacts sociaux pouvant engendrer les coûts indirects ;
- Établir une base pour l'évaluation financière et l'estimation des coûts.

d- Préparation et validation du questionnaire

Une fois les objectifs fixés, le questionnaire proposé a été reformulé et adapté au contexte

tunisien. Le questionnaire comprend 5 volets :

- ✓ Volet : Données socio-économiques ;
- ✓ Volet : Données sur les biens à exproprier ;
- ✓ Volet : Données sur le niveau de vie ;
- ✓ Volet : Données sur les impacts et le manque à gagner pour la population affectée par le projet ;
- ✓ Volet : Identification des problèmes qui peuvent être engendrés par la réinstallation.

2. Description du projet, zone du projet et zone d'influence

2.1. Description du projet

2.1.1. Description des aménagements projetés

❖ Tracé en plan

La Pénétrante est subdivisée en trois lots qui se résument comme suit :

- ✓ Lot 1 : du PK0+000 au Pk7+430 (Origine du projet/rocade km11 – Théâtre municipal)
- ✓ Lot 2 : du PK7+430 au Pk19+480 (Théâtre municipal – Sidi Salem)
- ✓ Lot 3 : du PK19+480 au Pk 27+940 (Sidi Salem – Fin du projet/Zone industrielle Thyna)

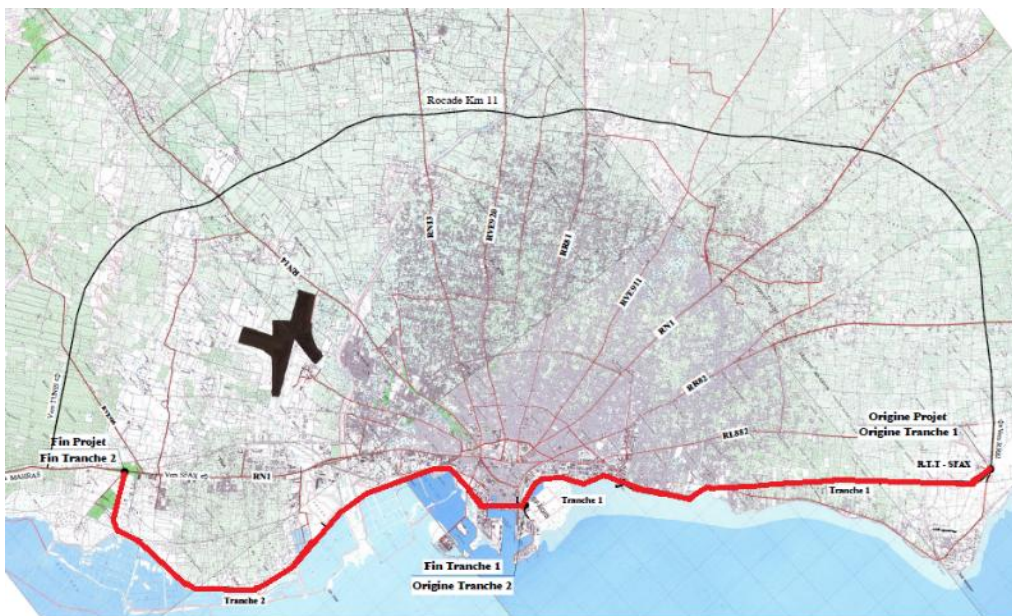


Figure 1: Localisation du projet

• Lot 1 : du PK0+000 au Pk7+430

Pour cette section l'étude prévoit l'aménagement de deux tronçons d'abord le recalibrage de la route de Sidi Mansour en 2x2 voies ensuite l'aménagement de la piste de Habbana, les deux tronçons vont se rejoindre en face du théâtre municipal Sidi Mansour.

- **Lot 2 : du PK7+430 au Pk19+480 (Théâtre municipal – Sidi Salem)**

Cette section est commune pour toutes les variantes, elle prend origine au niveau du carrefour qui sera aménagé devant l'amphithéâtre.

Ensuite le tracé traverse l'oued Ezzit où un ouvrage d'art de type pont dalle existant qui est récemment doublé, la route est aménagée en 2x2 voies avec un TPC et deux trottoirs de part et d'autre. Ce tronçon sera conservé y compris l'ouvrage.

Ensuite le tracé suit l'emprise actuelle de la route RL924 sur environ 1,5 Km, la route est actuellement aménagée en 2x2 voies sans séparateur, elle sera réaménagée en 2x2 voies avec un TPC et des trottoirs de part et d'autre.

Au niveau de la SEREPT, au PK 9, un carrefour sera projeté et l'axe quitte la route RL924 et se dirige vers l'Est en entrant dans l'emprise de Taparura.

A environ 1,100Km l'axe intersecte la rocade Km4 où un carrefour sera aménagé.

Ensuite l'axe est confondu avec l'axe du boulevard principal du PAD de Taparura où un canal trapézoïdal est aménagé au TPC du boulevard prévu.

Vers la fin du boulevard ce canal devient enterré et se jette dans le port de commerce.

À ce niveau l'axe intersecte la route d'accès au port et les voies ferrées desservant la zone portuaire. Ce nœud constitue l'accès sud à la zone Taparura.

La variante retenue au niveau de ce nœud consiste en l'aménagement d'un grand giratoire oval qui relie la pénétrante à la rue de Tazerka et la desserte de la rive nord du port.

Après, l'axe se place à gauche des voies ferrées de la ligne 5, traverse la darse au niveau du pont mobile existant et reste toujours du côté gauche en occupant la route existante desservant la zone portuaire.

Cette section d'environ 800m présente des emprises très réduites et des contraintes physiques de part et d'autres (voies ferrées à gauche et immeubles à droite) outre la traversée de la darse qui est actuellement assurée par un pont mobile à chaussée bidirectionnelle de largeur 7m.

Pour ce tronçon deux variantes ont été proposées, la première consiste à garder l'ouvrage existant et projeter un pont à poutres à une travée de 20m du côté gauche de l'ouvrage existant et recalibrer la chaussée existante en 2x2 voies en empiétant sur l'emprise du domaine maritime de 18m.

La deuxième consiste à projeter un ouvrage de type Bailey entre les deux ponts mobiles existants et recalibrer la chaussée existante en 2x2 voies en empiétant sur l'emprise du domaine maritime et celui de la SNCFT.

Ensuite, l'axe traverse l'Avenue Mohamed Hedi Khfacha et continue à évoluer à gauche des voies ferrées dans une emprise occupée par des constructions anarchiques.

Ensuite il traverse le canal existant sur oued Agareb et se place entre les voies ferrées et les salines.

Du Pk 15 au Pk 15+350 le tracé empiète légèrement sur le parc sportif de CSS.

Ensuite il évolue à la limite des salines en empiétant légèrement sur les emprises dessalines où quelques canaux et bassins seront rétablis.

Au Pk 18+500 le tracé traverse oued El Maou.

Le linéaire total de cette section est de l'ordre de 12 Km.

- **Lot 3 : du PK19+480 au Pk 27+940 (Sidi Salem – Fin du projet)**

Pour cette section deux couloirs de tracé ont été étudiés :

Section 3-1 : Route neuve à la limite des salines

Cette section évolue à la limite des salines. Ensuite l'axe du tracé en plan passe entre la station d'épuration des eaux usées et les salines. Et continue à évoluer à la limite des salines, ensuite traverse des terrains non exploités de type Hmadha. Puis il passe à la limite du parc municipal de Thyna en adoptant l'emprise prévue par le plan d'aménagement (voie de 30m). Enfin l'axe se raccorde sur la route nationale 1 juste en face de l'entrée au parc municipal.

Le tracé de cette section développe un linéaire d'environ 8.46 Km et présente l'avantage d'éviter tout impact sur le parc archéologique de Thyna.

Section 3-2 : Route Sidi Salem

Cette section prend origine au niveau du dépôt de phosphogypse, il le contourne et passe à la limite d'une décharge contrôlée existante. Ensuite l'axe en plan emprunte l'emprise de la piste existante de Sidi Salem – Ain Fellat.

La piste existante présente une emprise suffisante pour aménager une route de 2x2 voies avec un TPC moyennant quelques expropriations qui ne touchent pas le bâti. Au Pk 22+900 l'axe traverse le petit village de Sidi Salem. Ensuite l'axe passe à la limite de la zone industrielle de Thyna. Juste après, l'axe de cette variante rejoint l'axe de la section 3-1 et évolue dans la même emprise jusqu'à la fin du projet.

Cette section développe un linéaire d'environ 6 Km.

2.1.2. Géométrie et conception des ouvrages

La liaison présente un axe en plan, de longueur 42,5 Km pour la totalité des tronçons, qui répond aux normes d'aménagement d'une voie rapide urbaine où les rayons en plan sont tous supérieurs à 120m. Le profil adopté est composé de 2x2 voies avec un TPC composé d'une Bande Médiane (BM) et une Bande Dérasée de Gauche (BDG). L'emprise de la route varie selon les tronçons.

2.1.3. Éclairage public

Il est prévu de desservir cette route par l'éclairage public et par le réseau d'évacuation d'eau pluviale. D'autre part, des espaces verts seront aménagés.

2.1.4. Cout du projet

Le coût total du projet est d'environ 116 MD (hors coût d'expropriation).

2.2. Justification du projet

2.2.1. Justification socioéconomique

Le projet s'intègre dans le cadre des programmes de renforcement du réseau routier du Grand Sfax issue du plan de développement et de modernisation des infrastructures routières. Ces programmes sont conçus et mis en œuvre par la Direction Générale des Ponts et Chaussées (DGPC) du Ministère de l'équipement.

Ces programmes ont pour but de contribuer à la mise à niveau des infrastructures routières en vue de mettre en place un système de transport efficace et de qualité pour soutenir la croissance économique.

Le présent projet s'intègre dans une vision locale du développement durable, visant à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens et d'assurer une meilleure accessibilité à la zone de service.

De manière plus spécifique, la pénétrante N/S va permettre le basculement d'une partie du trafic de transit et d'assurer ainsi la décongestion du centre-ville de Sfax.

2.2.2. Justification environnementale

En plus des avantages socioéconomiques susmentionnés, le projet proposé n'aura pas d'impacts négatifs majeurs et irréversibles sur l'environnement, mais bien au contraire, il contribuera à améliorer le confort des usagers de la route.

L'amélioration du trafic suite à la déviation du trafic de transit va permettre une amélioration globale de la qualité de l'air en éliminant les embouteillages au niveau du centre-ville.

Les variantes d'aménagement retenues vont limiter au minimum la démolition des habitations, le déplacement des populations et les expropriations importantes. Les aménagements prévus n'auront pas d'impacts négatifs sur les salines de Sfax grâce aux mesures prévues dans le PGES. En plus, il n'y a pas de sites patrimoniaux archéologique, historique ou culturel qui seront atteints par le projet. Les impacts négatifs seront principalement liés aux activités de construction et seront limités à la zone des travaux. L'intensité, la portée et la durée des impacts négatifs de la phase de construction seront respectivement faible, locale et temporaire et, par conséquent, l'importance relative de ces impacts sera très faible. Ces impacts négatifs seront réversibles.

grâce à la mise en œuvre des mesures d'atténuation et d'un plan de gestion environnementale.

En effet, le chantier sera organisé conformément à la législation en vigueur : les dépôts de matériaux seront situés dans des décharges autorisées et organisés de façon à minimiser les nuisances sonores et éviter les pollutions de l'air, du sol et des eaux de surface ou souterraines ; les déchets provenant des chantiers seront entreposés et évacués suivant les normes nationales. Les cahiers des charges des travaux mentionneront de façon systématique les mesures de mitigation à appliquer par les entrepreneurs qui auront à réaliser les travaux.

En cas de risques ou de pollution accidentelle des eaux de surface et des sols, des mesures d'urgence seront prises par les services spécialisés dans le cadre d'un plan de prévention et de gestion des risques.

Une attention particulière sera accordée aux aspects esthétiques et à l'embellissement des ouvrages projetés et de leurs sites d'implantation. Des espaces verts seront aussi aménagés aux niveaux des carrefours. De même, un système d'éclairage public moderne et fonctionnel sera mise en place.

2.3. Caractéristiques socioéconomiques de la zone du projet

Le gouvernorat de Sfax est situé au Centre-Est de la République Tunisienne, il est délimité par la mer méditerranée à l'est, par le gouvernorat de Mahdia au Nord, par le gouvernorat de Kairouan, Sidi Bouzid et Gafsa à l'ouest, et par le gouvernorat de Gabès au Sud. Il couvre 7 545



km² soit 5 % de la superficie totale du pays. Sa position géographique privilégiée entre le Centre et le Sud du pays, et sa large ouverture sur la mer avec un littoral de près de 235 km lui ont donné un rôle prédominant dans les échanges de produits au niveau national et international.

2.3.1. Population

Le gouvernorat de Sfax abrite une population de 955 400 habitants en 2014 (selon le RGPH-2014 de l'INS), soit environ 8,7% de la population nationale.

L'agglomération de Sfax, qui regroupe 7 communes (Sfax, Chihia, Sakiet Edaïer, Sakiet Ezzit, Gremda, El Ain et Thyna), compte au terme de l'année 2014 plus de 500 000 habitants et couvre

une superficie de 22 000 hectares (soit autant que l'agglomération de Tunis qui compte 4 fois plus d'habitants).

L'accroissement démographique annuel global dans l'aire d'étude a été, selon les statistiques de l'INS, de 1,49% entre 2004 et 2014. La commune de Sfax renferme environ 56% de la population totale de l'Agglomération, ce qui met en exergue son poids important dans la région. Les populations des 6 autres communes ont en effet des parts beaucoup plus faibles (5% à 10% environ), ce qui confirme leur dépendance de la commune de Sfax et explique les échanges qui se font principalement entre les six communes d'un côté et la commune de Sfax de l'autre.

Au sein de la commune de Sfax, les arrondissements de la cité El Habib et de Sidi Mansour s'adjugent les parts les plus importantes de la population (environ 20% la population de la commune de Sfax pour chacune des cités).

Le centre-ville, qui n'attire qu'une faible proportion des résidents (moins de 3% du total de l'Agglomération) a connu une reprise démographique grâce notamment à la réalisation du projet de Sfax El Jadida. Cependant, le cœur du centre-ville (la Médina) enregistre, de plus en plus, une régression de la population (près de 3 511 habitants en 2014 contre 10 668 en 1956).

En ce qui concerne les emplois, les données actualisées montrent que leur évolution (2,65% par an au cours de la période 1994-2014), a été plus rapide que celle de la population. Ils sont, pour la plupart, concentrés dans la zone centrale (Sfax El Jadida et Médina compris) ainsi que dans les secteurs nord et sud, suite à la tertiarisation progressive de la zone des poudrières et à la densification de la zone industrielle de Thyna. Il y'a lieu de signaler que la Médina qui a perdu sa vocation de lieu d'habitation, se spécialise de plus en plus dans la production économique et abrite actuellement de nombreux souks et d'ateliers de fabrication de chaussures. Elle est devenue une véritable zone industrielle au cœur de la ville, où fleurissent des activités informelles.

2.3.2. Infrastructure

Le réseau routier de la région d'étude est constitué de 14 radiales dont 6 à vocation régionale (RN et RR) et 8 ayant un rôle de pénétrante à la ville de Sfax et de desserte locale. Ce réseau comporte aussi 4 roades (Bd. Majida Boulila, ceinture N°5, Rocades du km4 et du km11) assurant les échanges latéraux du trafic. Aussi, le centre-ville de Sfax est doté d'un réseau viaire assez dense et bien maillé.

Le trafic (exprimé en TJMA3) enregistré sur les différents radiaux est assez important surtout l'approche du centre-ville. Il varie entre 20 000 (route de Soukra) à 40 000 (route de Tunis), ce qui est en corrélation avec la croissance urbaine observée tout le long de ces axes routiers au cours des deux dernières décennies. Aussi, le trafic à travers les principales roades du Grand Sfax (entre 7000 et 8000 sur la rocade km11, entre 12000 à 30000 sur la rocade du km4) montre que les échanges latéraux ont connu une croissance soutenue, essentiellement, sur les tronçons

situés entre la route de Tunis (RN1 Nord) et la route de l'aéroport (RN14).

Sur la voirie principale centrale, les charges du trafic sont très importantes, surtout au niveau des artères traversant la zone de Sfax El Jadida (routes de Tunis, Gremda et El Ain) et celles bordant la Médina (avenues des Martyrs, de l'Armée, 18 Janvier, Belhaouane). Le trafic sur ces artères varie, en moyenne, entre 20 000 et 50 000 véhicules par jour. La voirie centrale connaît une évolution assez élevée du trafic mais d'une manière moins prononcée que celle de la voirie péri-centrale, étant donné la saturation des carrefours centraux et les difficultés de circulation occasionnées par la situation anarchique du stationnement. En effet, le stationnement au niveau des carrefours ou en double position en section courante, est une pratique très courante dans la ville de Sfax, ce qui réduit considérablement la capacité d'écoulement du trafic.

2.3.3. Principales activités économiques

Sur le plan économique, Sfax se caractérise par la mise en place d'une solide structure économique régionale basée sur l'agriculture, le commerce et l'industrie.

- Elle représente le 1er port de commerce de Tunisie en trafic et le 2ème en valeur ;
- Elle se place au 1er rang des régions productrices d'huile d'olive et d'amande. En effet, Sfax produit en moyenne 40% de la production nationale d'huile d'olive et 30% de celle d'amande ;
- Elle occupe la deuxième position sur l'échelle nationale pour les activités tertiaires. En effet, le secteur tertiaire est en particulier le commerce y a été toujours florissant. Le nombre d'emplois dans le tertiaire a été évalué à 100 milles. Sfax occupe une place prépondérante dans le commerce intérieur aussi bien qu'à l'extérieur ;
- La pêche occupe aussi une place de choix dans l'économie régionale avec une flotte de 300 balanciers environ, et près de 3.500 barques. Sfax produit environ 25.000 tonnes de poissons par an, soit le tiers de la production nationale. Une bonne partie de cette pêche est exportée à l'étranger (10 000 tonnes par an) soit 70% de l'exportation tunisienne des produits de la mer ;
- L'industrie est en plein épanouissement à Sfax où les statistiques avancent le chiffre de 4000 entreprises.
- Pour ce qui est du secteur touristique, on y dénombre une vingtaine d'hôtels de divers standings. La ville devrait connaître prochainement un renouveau dans ce domaine avec l'achèvement des travaux du projet Taparura lancé le 6 avril 2006 et destiné à réconcilier la ville avec son littoral ;
- Une autre composante de l'économie Sfaxienne, l'exploitation du pétrole : Le gisement du gaz naturel de Miskar s'étend sur une superficie totale de 352 km² avec une capacité de 22,7 milliards de m³.

2.4. Zones d'influence

Les zones influencées et impactées par le présent projet ainsi que leurs caractéristiques sont présentées dans le tableau ci-dessous.

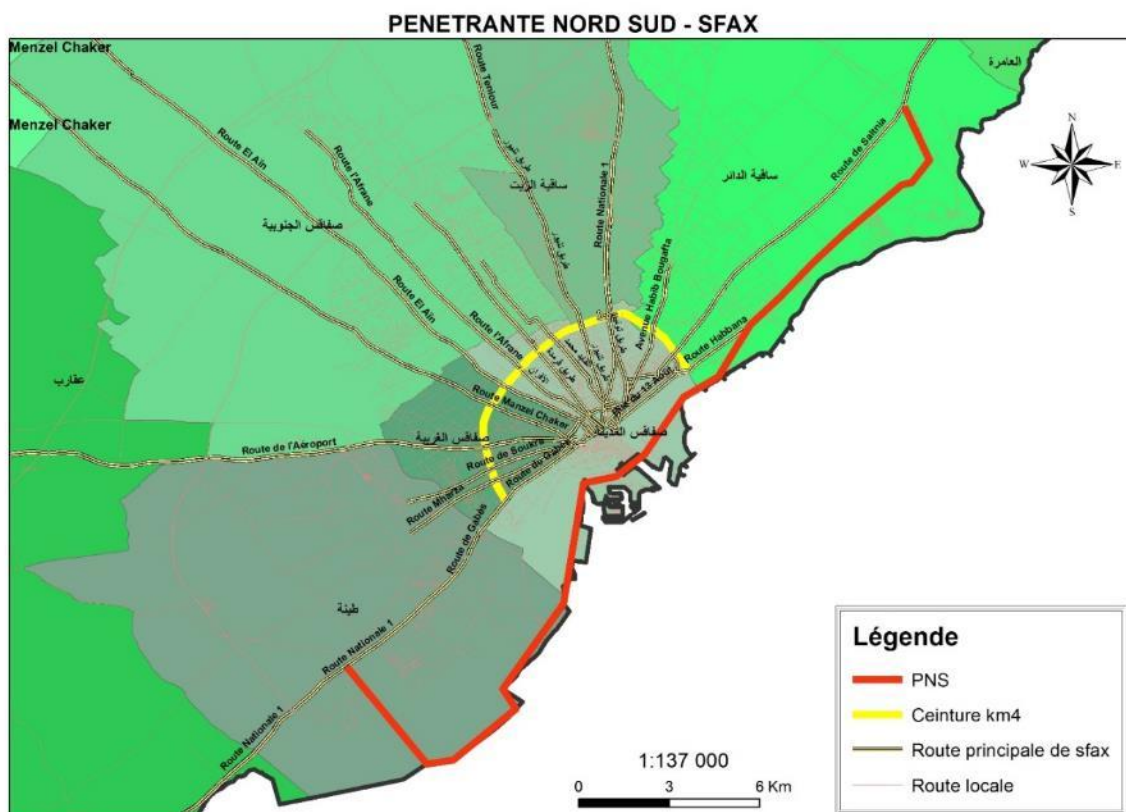


Tableau 1: Localisation et caractéristiques des zones influencées par l'expropriation.

Carrefour	Longueur totale (km)	Localisation/ délégation	Nombres des parcelles à exproprier			Nombres des PAPs	Surface à exproprier en m²		
			Privé	Étatique	Total		Privé	Étatique	Total
Lot 1	28	Rocade km11 – Théâtre municipal = Habbana/Sakiet Ed daïer	158	89	247	140	71563	63881	135444
Lot 2		Théâtre municipal – Sidi Salem/Sfax ville	3	34	37	3	223	301155	301378
Lot 3		Sidi Salem – Fin du projet=Zone industrielle/Sfax ville/Thyna	83	26	109	77	198327	285804	484131
Total			244	149	393	220	270113	650840	920953

3. Impacts potentiels et mesures d'atténuation/d'amélioration

Il faut noter que le projet nécessite une emprise qui varie d'environ de 20m à 50m. Certaines activités et composantes du projet occasionnent une perte temporaire ou permanente de biens

(terres, bâtis, etc.) et de sources de revenus.

Les pertes occasionnées par le projet sont les suivantes :

- Perte de Terrains à bâtir
- Perte de structures (clôtures, trottoir...)
- Perte d'activités économiques
- Perte de revenus

Le bâti représente les cas d'expropriation de résidences ou d'autres bâtiments. Ces impacts sont situés le long de l'itinéraire, à la traversée de chemins existants, aux jonctions des bretelles d'accès aux échangeurs avec le réseau routier existant, etc.

En période de construction de la nouvelle infrastructure, les commerçants de la zone d'étude verront leurs opérations courantes perturbées en raison des détours obligés, de l'accessibilité restreinte, de l'altération du drainage et de l'empiètement des champs qu'occasionneront les travaux.

En phase d'exploitation de la route à construire, les détours imposés et les trajets allongés attribuables à la présence de la nouvelle infrastructure entraîneront un impact de faible importance sur ces mêmes entreprises. Mentionnons que compte tenu que des compensations financières ont été accordées aux propriétaires des terrains lors de l'expropriation de l'emprise il n'est proposé aucune mesure d'atténuation additionnelle afin de minimiser ces répercussions.

Le site du projet traverse des zones urbanisées où il existe des locaux commerciaux, d'artisanat et de services. La phase de chantier est susceptible d'entraver des activités commerciales et artisanales.

- Perturbation des activités** : pendant la phase de préparation de chantier et ensuite de réalisation du projet, une partie des activités exercées dans l'emprise et le voisinage immédiat du projet sera perturbée. Destruction probable de biens dans les zones d'emprunt.
- Gêne des circulations, des accès et des réseaux** : les travaux provoqueront une perturbation de la circulation des véhicules et des piétons, augmentée des risques d'accident liés aux déplacements des engins et véhicules de chantier tout comme sur les voies de déviation, qui seront encombrées.
- Gêne acoustique** : l'impact sera relativement important pendant les travaux. La pollution sonore des engins de battage de pieux, terrassement, de transport, de décapage, de bitumage va constituer une gêne temporaire et locale.
- Pollutions** : les installations d'enrobage comportent également un potentiel de pollution de l'air par les poussières et les émissions liées à la combustion. Les bases de chantiers peuvent engendrer une pollution par les eaux usées ou la mauvaise gestion des déchets.

*** Inventaire des terres et personnes affectées par l'expropriation pour cause d'utilité publique**

Suivant les dispositions combinées de l'article 4 de la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016 portant sur l'expropriation pour cause d'utilité publique modifiant et complétant la loi n° 76-85 du 11 août 1976 portant refonte de la législation relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique, l'expropriation peut porter sur :

- Les immeubles nécessaires pour le projet public à accomplir ainsi que les immeubles nécessaires à assurer la valeur de ce projet et de sa bonne exploitation, et l'installation des aménagements, des bâtiments réservés aux services chargés de l'entretien et le maintien de sa durabilité,
- Les terrains voisins au projet qui pouvant être exploités dans l'aménagement de son environnement et sa protection contre l'étalement urbain,
- Les immeubles nécessaires à l'exécution des programmes d'aménagement, d'équipement, de réhabilitation, d'habitat, ainsi que ceux nécessaires à la création de réserves foncières prévus par l'État ou les collectivités locales ou attribués aux établissements ou entreprises publiques au sein ou hors des zones urbaines conformément aux lois et règlements en vigueur,
- Les immeubles nécessaires pour assurer l'exécution des programmes et des plans d'aménagements approuvés,
- Les constructions menaçant ruine que les occupants ou les propriétaires n'ont pas démolis et représentent une menace à la santé ou pour la sécurité publique
- Les immeubles menacés de catastrophes naturelles dont il est nécessaire de transférer leurs propriétés au profit de l'État ou des collectivités locales ou ceux affectés à la réalisation des établissements de protection,

→ RÉSUMÉ DE LA SITUATION ET LE NOMBRE DES PERSONNES AFFECTÉES PAR LE PROJET

- La superficie totale à acquérir (privé) pour le présent projet est de l'ordre **920953 m², soit 92,09 hectares.**
- La superficie totale des terrains appartenant aux domaines public ou privé de l'état correspond à 650840m² (71%).
- La superficie des parcelles à acquérir appartenant à des propriétaires privés correspond à 270113m² (29%).
- Le nombre des personnes recensées/enquêtées s'élève à 153/220 (70%). Ce nombre représente les PAPs présumées affectées par le projet.
- Ce nombre est réparti comme suit :
 - le nombre des chefs de ménage enquêtés, s'élève à 152, tandis que

- le nombre des commerçants enquêtés s'élève à 20 commerçants.
- Le nombre de propriétaires privés touchés s'élève à 220.

4. Cadre institutionnel et organisationnel du PAR

Cette section présente d'une part le cadre institutionnel du projet et d'autre part les différents acteurs institutionnels ayant la responsabilité organisationnelle pour le traitement des litiges.

4.1. Cadre institutionnel

Le PMR II est préparé, mis en œuvre et exécutée par une structure institutionnelle conçue dans le double souci de garantir l'efficacité et l'implication de l'ensemble des parties prenantes.

4.1.1. Ministère de l'Équipement, de l'Habitat et de l'aménagement du territoire

- ❖ Direction Générale des ponts et chaussées(DGPC) (Coordination et suivi de la procédure d'acquisition du terrain)
 - Direction des études

La direction des études prépare le dossier parcellaire et le tracé de la route et elle les envoie à l'office de la topographie et du cadastre.

La direction des études a établi ce présent cadre de politique de réinstallation

- Unité de gestion par objectifs pour le suivi de la réalisation des projets des autoroutes et la libération d'emprise des projets des voiries (Unité de la libération des emprises des projets des voiries) (le suivi et la gestion des plaintes)

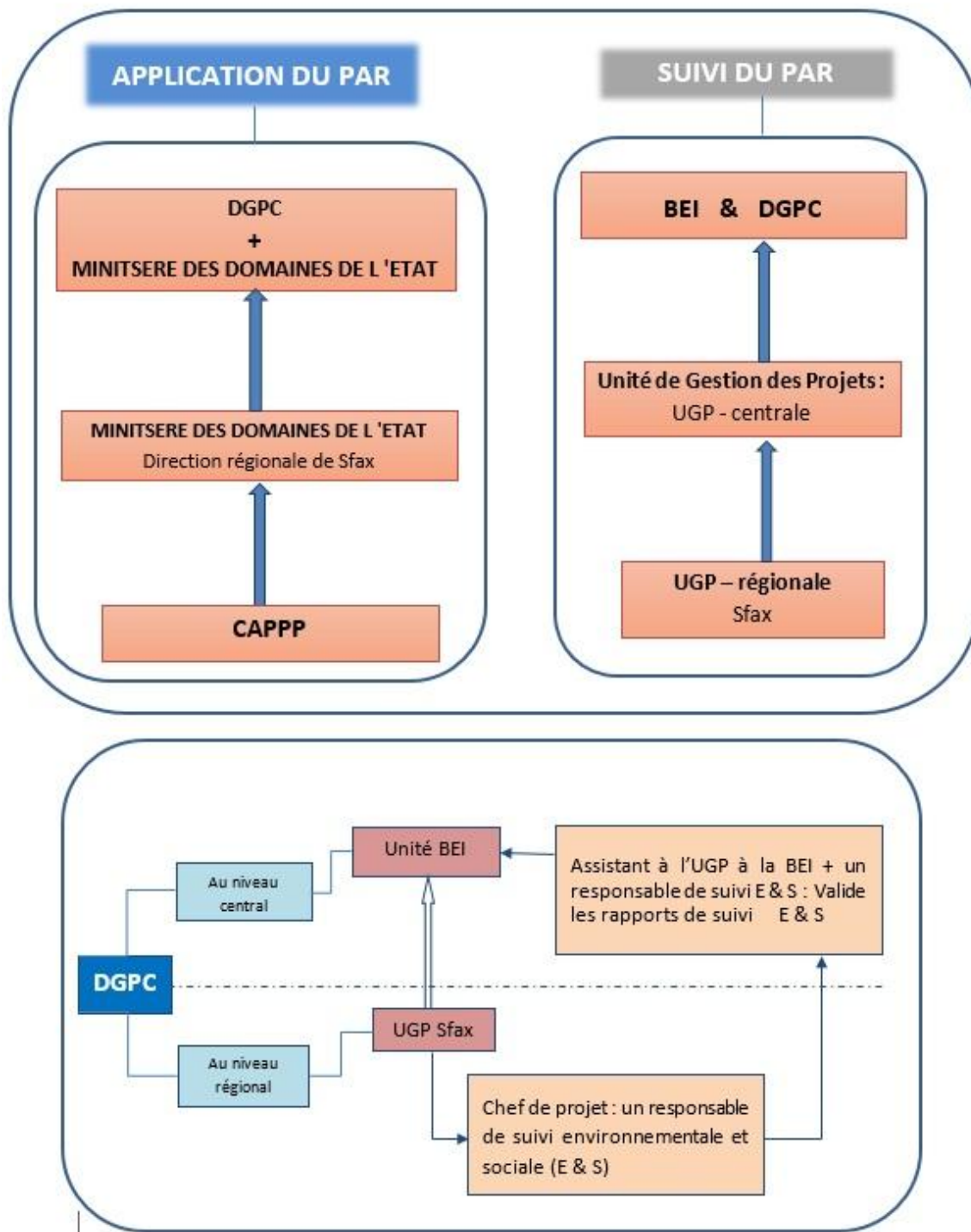
Parmi les attributions de l'unité de la libération d'emprise des projets des voiries, les tâches relatives à la procédure de libération des emprises de projet suivantes :

- ✓ La réalisation des procédures d'identification et d'acquisition des terrains nécessaires à la construction des projets des voiries structurantes des villes.
- ✓ le suivi sur terrain, de la matérialisation de l'emprise et de l'axe des projets des voiries structurantes des villes,
- ✓ le suivi de la préparation des plans parcellaires des parcelles de terrain couverts par l'emprise des projets des voiries structurantes des villes, le suivi du levé et de la
- ✓ préparation des plans des parcelles non immatriculées (travaux particuliers divers), des plans d'ensemble et des plans de lotissements définitifs, de mutation et de renseignement des parcelles immatriculées,
- ✓ la libération de l'emprise des projets des voiries structurantes des villes et ce en coordination avec les différents intervenants et toutes les parties concernées, le suivi de l'ensemble des intervenants se trouvant dans l'emprise des voiries structurantes des

villes et la réalisation des procédures d'identification et de déviation des différents réseaux pour la libération de l'emprise de ces projets,

- Unité de gestion par objectifs pour la réalisation d'ouvrages d'art sur la rocade Km 4 et d'aménagement de la pénétrante Nord-Sud de la ville de Sfax et fixant son organisation et les modalités de son fonctionnement :

Le MEHAT est responsable de l'exécution du projet à travers la DGPC qui a mis en place une unité de projet dédiée qui a été créée suite au décret gouvernemental n° 2017-627 du 28 avril 2017, Cette unité sera physiquement basée à Sfax .



Art. 2 - Les missions de l'unité de gestion par objectifs pour la réalisation d'ouvrages d'art sur la rocade Km 4 et d'aménagement de la pénétrante Nord-Sud de la ville de Sfax consistent en ce qui suit :

- prendre les dispositions nécessaires pour le démarrage des travaux,
- le contrôle technique et le suivi sur terrain des différentes étapes de l'exécution de chaque projet et la prise des décisions adéquates en temps opportun en vue d'ajuster le déroulement des projets et leur adaptation au vu des changements probables,
- le suivi administratif et financier des différentes étapes de chaque projet,
- l'élaboration des rapports d'avancement des travaux de chaque projet, de ses étapes et le suivi de la consommation des crédits y afférents,
- le suivi des réalisations lors de la période de garantie,
- la préparation pour la réception provisoire et définitive des travaux, la rédaction des procès-verbaux et leur visa par toutes les parties,
- la coordination entre les différentes parties intervenantes en ce qui concerne la préparation des dossiers de règlement définitif de chaque projet et leur soumission à l'approbation de la commission des marchés.

Art. 4 - Les résultats de l'unité de gestion par objectifs pour la réalisation d'ouvrages d'art sur la rocade Km 4 et d'aménagement de la pénétrante Nord-Sud de la ville de Sfax sont évalués conformément aux critères suivants :

- l'atteinte des objectifs escomptés pour chaque projet et les démarches entreprises pour réduire le coût et les délais d'exécution,
- le degré de conformité des procédures suivies dans la passation, d'exécution et de clôture des dossiers des marchés y afférents, eu égard les textes réglementaires régissant les marchés publics et les directives du bailleur de fonds,
- les difficultés rencontrées et les actions entreprises pour les surmonter,
- le système de suivi et d'évaluation propre à l'unité de gestion et le degré de son efficacité quant à la détermination des données relatives à l'avancement de la réalisation des projets,
- l'efficacité d'intervention pour la bonne programmation et exécution de la mission de suivi et de l'entretien,
- l'efficacité d'intervention pour ajuster le déroulement des projets.

Art. 5 - L'unité de gestion par objectifs pour la réalisation d'ouvrages d'art sur la rocade Km 4 et d'aménagement de la pénétrante Nord-Sud de la ville de Sfax comprend les emplois fonctionnels suivants :

* chef de l'unité avec emploi et avantages de directeur d'administration centrale, chargé de :

- veiller à la réalisation des missions attribuées à l'unité,
- collecter les données relatives au déroulement des projets, les centraliser dans une base de données et élaborer les rapports destinés au bailleur de fonds,
- assurer la communication et l'échange avec le bailleur de fonds.

* Cadre avec emploi et avantages de sous-directeur d'administration centrale, chargé de la coordination entre les différents intervenants dans la réalisation des projets au niveau central et régional.

* Cadre avec emploi et avantages de chef de service d'administration centrale, chargé du suivi de la réalisation des travaux.

	Activité à mener	Structure ou personne responsable
1	Établissement du dossier parcellaire	MEHAT/OTC /DGPC/DGAFJC
2	Mise en place du mécanisme de gestion du projet	MEHAT/DGPC
3	Mise en place de la commission des Acquisitions au profit des projets publics de Sfax(CAPPP)	Gouvernorat de Sfax/ MDE
4	Finalisation du mécanisme institutionnel et financier du PAR	MEHAT//DGPC/M des finances
5	Information et consultation des PAPs-Objet de ce PAR	CAPPP/Gouvernorat de Sfax/ UGP
6	Médiation et suivi interne des opérations de réinstallation	CAPPPUGP
7	Négociations et Signature des certificats de compensation avec les PAP	CAPPP/
8	Élaboration du décret d'utilité public	MEHAT
9	Mobilisation des fonds nécessaires aux indemnisations	MEHAT//DGPC/M des finances
10	Paiement des indemnisations en numéraire	MEHAT//DGPC/UGP/M des finances
11	Suivi de la réinstallation des PAPs	UGP/CAPPP/
12	Libération des emprises du projet	UGP/ UGP
13	Communication au tribunal des dossiers sans constat d'indemnisation	CAPPP/UGP
14	Élaboration du rapport d'achèvement de projet	UGP /Assistance technique à L'UGP

- ❖ Unité de gestion par objectifs pour la réalisation des projets d'infrastructure routière cofinancés par la Banque Européenne d'Investissement (Coordinatrice entre la BEI et l'administration)

Cette unité est créée par le décret n° 2013-62 du 4 janvier 2013, portant création d'unité de gestion par objectifs pour l'achèvement de la réalisation des projets d'infrastructure routière s'inscrivant dans le cadre de la coopération euro-méditerranéenne et cofinancés par la Banque Européenne d'Investissement et fixant son organisation et les modalités de son fonctionnement, elle est chargée des tâches suivantes :

- ✓ assurer le suivi nécessaire de différentes étapes des projets et veiller à l'élaboration des dossiers d'appel d'offres et au lancement des avis correspondants dans les meilleurs délais,
- ✓ veiller à l'évaluation des offres dans le cadre du strict respect des conditions de concurrence, des principes d'équité, d'égalité des chances entre les soumissionnaires, de la transparence des procédures, de la rédaction des rapports correspondants et la prise en charge de l'accomplissement des procédures nécessaires en vue de la passation des marchés correspondants,
- ✓ suivre l'exécution des travaux, identifier les difficultés et les problèmes susceptibles d'affecter les résultats opérationnels des projets et intervenir en temps opportun en vue d'en trouver les solutions appropriées,

- ✓ collecter les données et les informations sur l'état d'avancement de chaque composante des projets, les centraliser dans une base de données, prendre en charge l'élaboration des rapports semestriels y afférents destinés au bailleur des fonds et suivre la consommation des crédits y affectés.

➤ Sous-direction des affaires générales/service comptabilité

La consignation des indemnités à la trésorerie générale de la Tunisie.

Le paiement des frais d'enregistrement.

Le paiement des frais de publication.

- ❖ Direction générale des affaires foncières, Juridiques et du contentieux (DGAFJC)/Direction des affaires foncières (DAF) (coordinateur entre le MEHAT et le MDEAF)

Parmi les charges de la DGAFJC les opérations foncières tels que :

- ✓ le contrôle et du suivi de toutes les opérations foncières effectuées par le ministère ;
 - ✓ le contrôle et du suivi des opérations d'expropriation effectuées par ou pour le compte du MEHAT en coordination avec le MDEAF et du ministère de la justice MJ ;
 - ✓ Les relations avec le tribunal immobilier (établissement des contrats, décrets, etc.).
 - ✓ La consignation, l'enregistrement et le paiement de l'indemnité en coordination avec les différents intervenants (préparation des arrêtés de consignation et les envoie à la DGPC (service comptabilité).
- ❖ Office de la topographie et du cadastre (le technicien de cette procédure)

L'Office de la Topographie et du Cadastre (OTC) est chargé des activités suivantes :

- ✓ Exécuter les travaux nécessaires pour assurer, sur tout le territoire national, l'implantation et la conservation d'un réseau géodésique et d'un réseau de nivellement de précision ;
- ✓ Exécuter et contrôler les travaux techniques d'immatriculation de la propriété foncière et du cadastre ;
- ✓ Délimiter les terres et domaines publics, ainsi que les circonscriptions administratives ;
- ✓ Les travaux de lotissement au sol et en copropriété ;
- ✓ Le rétablissement des limites de propriété ;
- ✓ Les travaux topographiques divers ;
- ✓ L'établissement des plans touristiques et thématiques ;
- ✓ La prise de vues aériennes et l'établissement des plans topographiques à grande échelle.

4.1.2. Ministère des domaines de l'état et des affaires foncières (Chef de file)

Dans le cadre de ce projet, le MDEAF est chargée des attributions suivantes :

- ✓ l'acquisition et l'expropriation des biens immobiliers au profit de l'État et des établissements publics à caractère administratif sur leur demande et en collaboration avec les ministères concernés ;
- ✓ l'établissement d'expertises et la fixation des valeurs vénales et locatives des biens immobiliers avant toute opération d'achat, de vente, d'échange ou de location au profit de l'État et sur leur demande au profit des établissements publics à caractère administratif, des collectivités publiques régionales et locales et des entreprises publiques ;
- ✓ l'établissement des opérations de délimitation des domaines public et privé de l'État en collaboration avec les départements ministériels concernés ;
- ✓ le suivi des opérations d'immatriculation foncière et d'expropriation au profit des domaines public et privé de l'État et des établissements publics à caractère administratif ;
- ✓ le suivi de l'exécution des jugements rendus dans les affaires concernant le domaine de l'État et des établissements publics à caractère administratif.

❖ Direction générale des expertises

Elle est chargée :

- ✓ L'établissement d'expertises et à la fixation des valeurs vénales et locatives des biens immobiliers avant toute opération d'achat, de vente, d'échange ou de location au profit de l'état sur leur demande au profit des établissements publics à caractère administratif, des collectivités publiques régionales et locales et des entreprises publiques ;
- ✓ Établissement du rapport d'expertises ;

❖ Direction générale d'acquisition et délimitation

- ✓ Le suivi de l'exécution des jugements rendus dans les affaires concernant le domaine de l'État et des établissements public ;
- ✓ Le suivi des opérations de délimitation des domaines publics et privé de l'état en collaboration avec les départements ministériels concernés ;
- ✓ Le suivi des travaux de commission de reconnaissance et de conciliation ;

❖ La Commission des Acquisitions au Profit des Projets Publics (CAPPP)

Selon la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016 portant sur l'expropriation pour cause d'utilité

publique ladite commission est chargée sous présidence du gouverneur ou son représentant, d'accomplir toutes les procédures préliminaires de proposition du projet du décret d'expropriation pour cause d'utilité publique au niveau de la région pour ce projet c'est la commission des Acquisitions au profit des projets publics de Sfax.

La composition et le fonctionnement de ladite commission a été fixés par l'arrêté du chef du gouvernement du 13 mars 2017, portant fixation de la composition de la commission des acquisitions au profit des projets publics et les procédures de son fonctionnement.

Les membres relatifs à la commission des Acquisitions au profit des projets publics de Sfax ont été fixés.

La commission se compose de :

- Gouverneur de Sfax ou son représentant : Président de la commission
- Membre rapporteur représentant la direction régionale des domaines de l'état et des affaires foncières de Sfax
- Membre représentant L'Office de la Topographie et du Cadastre (OTC)
- Membre représentant de l'expert du domaine de l'état
- Membre représentant de la direction régionale d'acquisition et délimitation.

4.1.3. Ministère des finances

❖ Recette des finances

Enregistrement des contrats de vente des immeubles objets d'acquisition.

❖ Trésorerie Générale de la Tunisie (comptable payeur)

La Trésorerie générale est chargé de la gestion des dépôts et consignations et de paiement des dépenses publiques engagées, ordonnancées et imputables sur les fonds de trésorerie ;

4.1.4. Le gouvernorat, la municipalité, la délégation et Imada

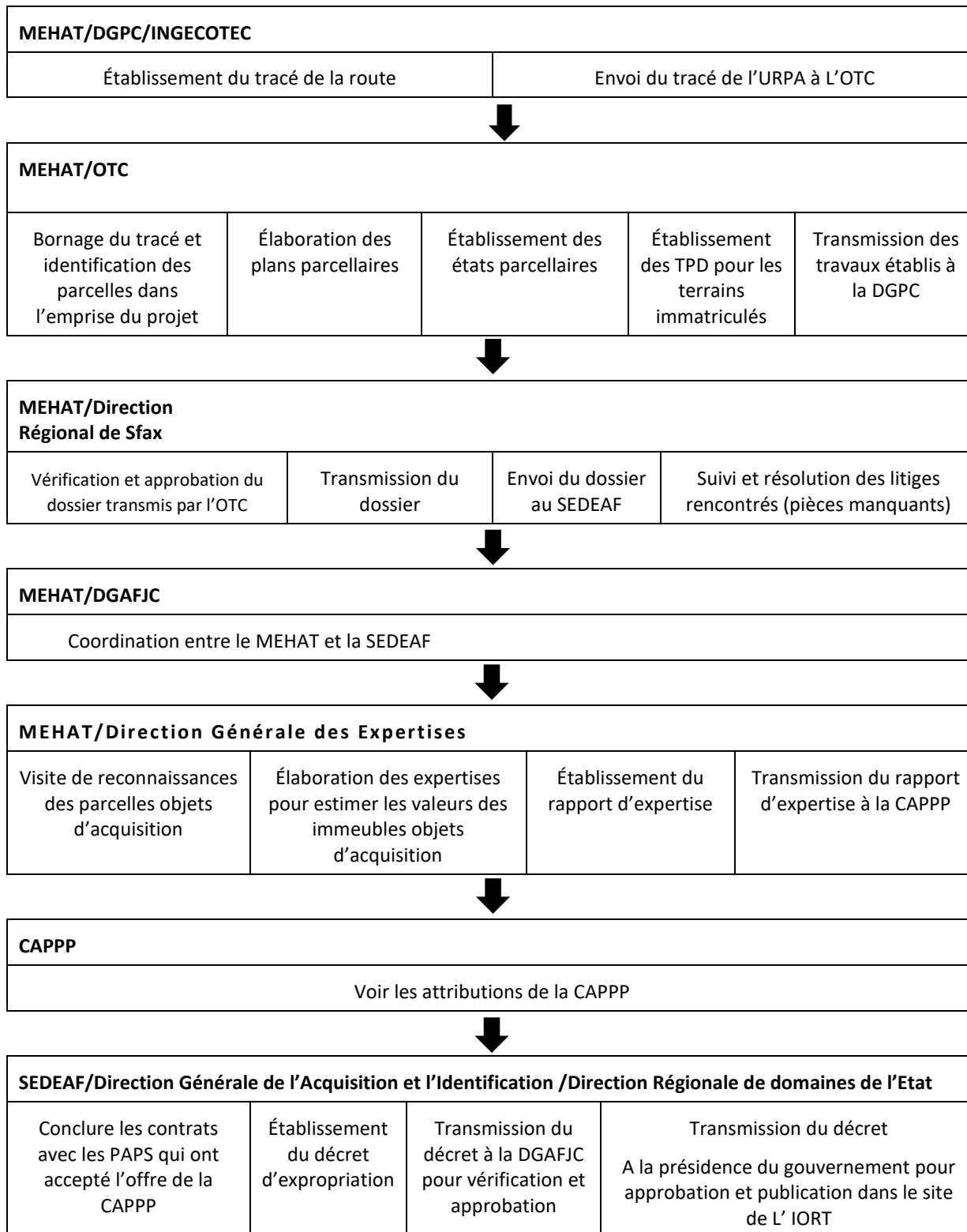
Par ces représentants, et surtout l'omda, on prend connaissance des personnes affectées par le projet, de leurs immeubles à exproprier et de leurs conditions de vie.

4.1.5. Les ONGs et la Société civile

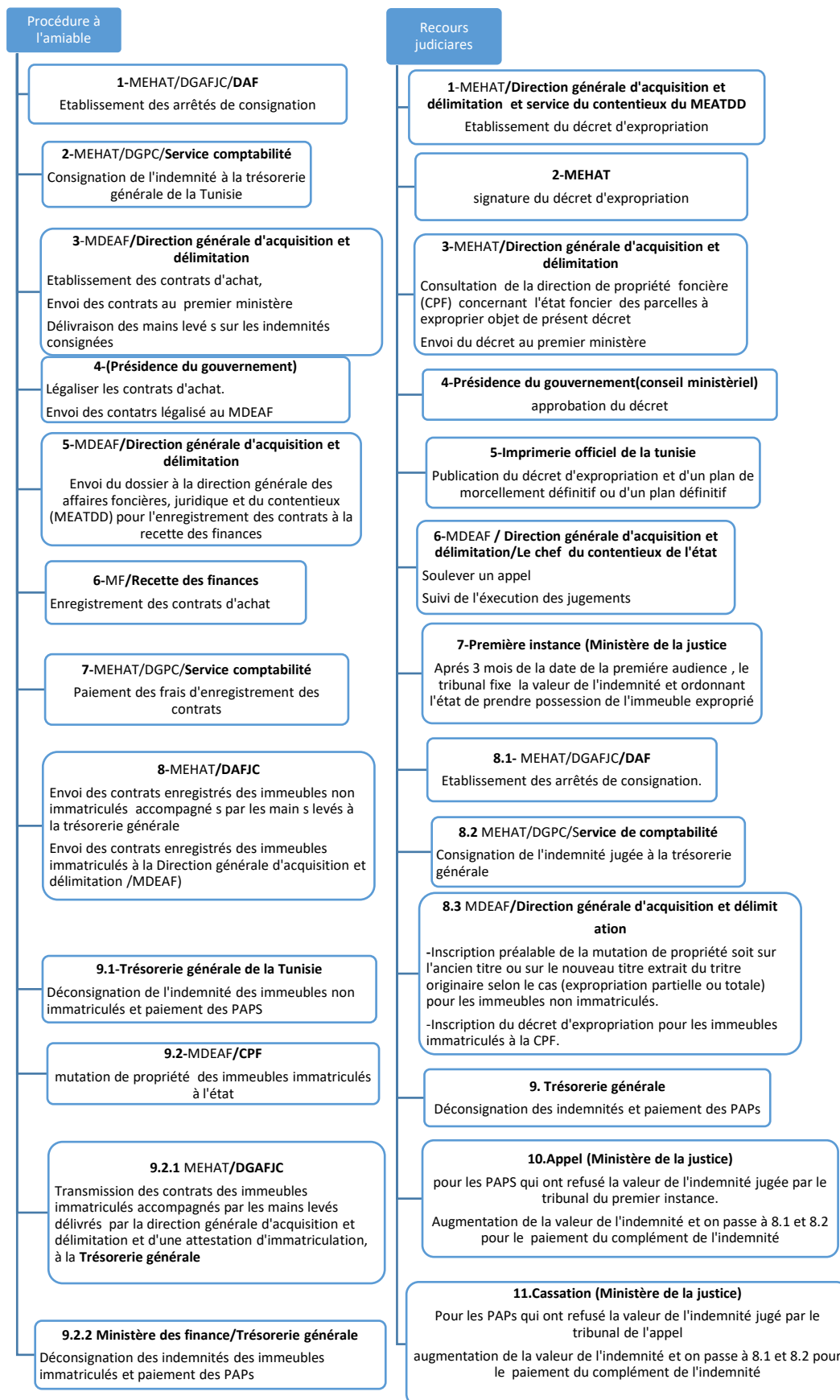
Les associations de la société civile tunisienne couvrent au total un grand nombre de domaines d'intervention, par exemple : la culture, l'appui aux handicapés, la lutte contre la violence à l'égard des femmes, les droits de l'homme, la presse, la santé, les différents secteurs productifs et les petites activités génératrices de revenus, le micro-crédit, la protection de l'environnement, l'éducation, etc. ;

En effet, 20 ONGs ont été identifiées par le bureau d'études lors du PAR (voir chapitre : Évaluation de la capacité institutionnelle de ces organismes et ONGs) et elles ont invitées lors de la consultation publique.

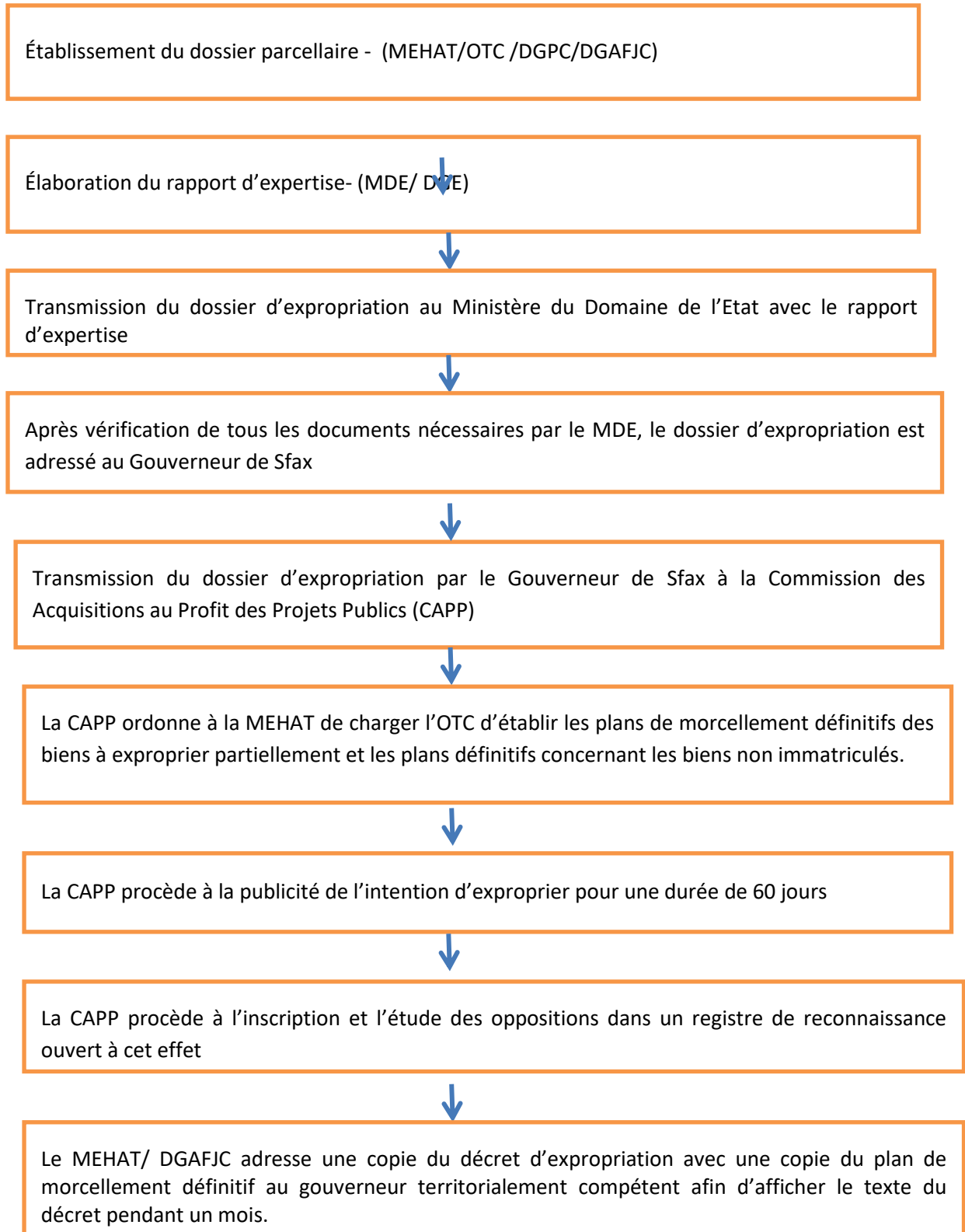
Le tableau suivant récapitule les institutions responsables et leurs tâches et:

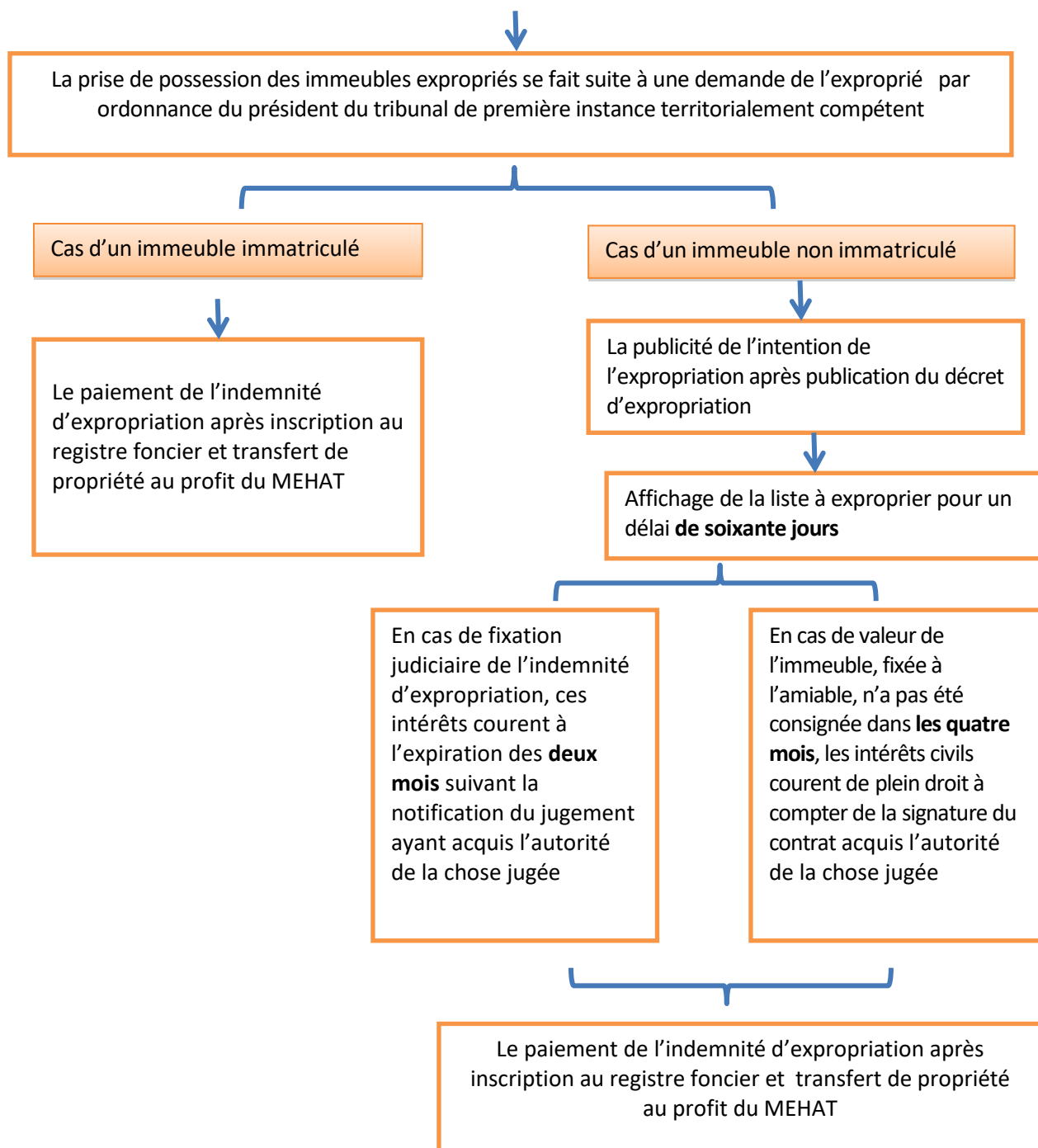


AMEHAT/DGPC - BEI
PAR du projet de la pénétrante Nord-Sud de la ville de Sfax



4.2. Procédure d'expropriation selon les dispositions la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016





4.3. La participation communautaire

Avec l'introduction de la décentralisation et de la démocratie participative dans la nouvelle Constitution en 2014, l'État tunisien a développé un cadre juridique permettant de faciliter l'inclusion des habitants dans la vie politique locale et l'instauration de la participation citoyenne au niveau local. Ce cadre se compose de la nouvelle Constitution de 2014, de la révision de la Loi organique des communes, de l'élaboration participative des plans d'investissement communaux et du libre accès aux informations.

Article 139 : « Les collectivités locales adoptent les mécanismes de la démocratie participative et les principes de la gouvernance ouverte afin de garantir la plus large participation des citoyens et de la société civile à la préparation de projets de développement et d'aménagement du territoire et le suivi de leur exécution, conformément à la loi. ».

- ➔ Les personnes affectées par le projet sont consultées dans ce PAR lors de réalisations des enquêtes, des focus groupes et la consultation publique. En effet, leur avis, remarques, plaintes, etc ont été prises en compte dans cette étude.

4.3.1. Vue générale

L'approche participative et le dialogue avec les parties prenantes ont commencé depuis le démarrage des études environnementales et sociales et continues durant tout le cycle du projet à différents niveaux :

- **Au niveau national** : consultation et information des Ministères concernés par cette composante du PMR II (MEHAT, MDEAF, MDCI, Ministère de l'environnement et du développement durable, ministère de l'agriculture, etc.)
- **Au niveau du Gouvernorat** : Autorités administratives et politiques, services déconcentrés (Gouvernorat, Direction Régionale du MEHAT, Direction Régionale des domaines de l'état, CRDA, ANPE, APAL, ONG, etc.)
- **Au niveau de la délégation** : Autorités administratives et politiques (Municipalité, Délégation, Imada, ONG, etc.).
- **Au niveau de la population** : Comités des PAPs et les représentants des associations en place.

Lors de cette approche participative on a noté la présence des ONGs locales ainsi que la formation des focus groupe pour la sensibilisation. La pertinence de ces focus groupe est qu'ils ont permis une forte efficacité et rapidité dans l'identification des PAPs, l'autre valeur ajoutée nonmoins importante est le caractère participatif et la faveur porté au débat et aux échanges des informations sur le PAR d'où une compréhension et conscientisation affirmé chez les PAPs et de l'information prodiguée à la société civile et aux associations locales sur le projet et une consultation publique au sein du gouvernorat de Sfax a eu lieu en date 14 octobre 2017 : il ya eu des présentations sur le projet et les résultats du PAR provisoire. Les débats qui ont suivi et

les questions recueillies ont permis de clarifier les points suivants :

- L'indemnisation sera selon les prix réalistes des biens ;
- Au niveau de l'estimation des coûts d'indemnisation, il sera tenu compte de la différence des prix entre les zones et aussi de l'occupation du terrain (structure à démolir ...) ;
- La date de démarrage des travaux est prévue au début de 2018 et tous les PAPs seront informés au préalable ;
- L'itinéraire, l'emplacement et l'emprise ont été fixés suite à des études techniques ;
- On a présenté les superficies à exproprier pour chaque propriétaire ;
- Les travaux de piquetages sont déjà effectués par l'OTC ; d'ailleurs des piquets sont visibles tout au long de la route.

Les sujets et thèmes débattus et clarifiés lors de cette consultation ont porté sur : l'expropriation pour l'intérêt public, les droits des PAPs, les impacts potentiels sur la vie de la population en général et les responsabilités institutionnelles.

4.3.2. Identification des organismes responsables de la réinstallation, et des ONGs qui pourraient avoir un rôle dans la mise en œuvre

Les institutions étatiques et les organismes intervenant dans la programmation des différentes étapes de la mise en œuvre du PAR sont le Ministère de l'équipement, de l'habitat et de l'aménagement du territoire (MEHAT), le Ministère de la Justice et le Ministère des Finances. La mise en œuvre du processus d'indemnisation sera assurée par le MEHAT/DGPC/DRE par le biais de la commission des acquisitions au profit des projets publics.

4.4. Pas de recours à la Commission du Cadre social

Le cadre social est une commission régionale au sein du Gouvernorat concerné. Elle est présidée par le Gouverneur. Elle comprend en outre des représentants de l'administration responsable du projet ainsi que des représentants du domaine de l'État.

Dans le présent PAR, on n'a pas rencontré de cas informel. De même, on n'a pas trouvé de cas vulnérables parmi les personnes affectées par le projet. Donc on n'aurait pas recours à la commission régionale du cadre social de Sfax.

4.5. Évaluation de la capacité institutionnelle de ces organismes et ONGs

La capacité des divers ministères impliqués dans l'implémentation du PAR est jugée suffisante. Une commission régionale a été créée à Sfax qui a pour tâche principale d'encadrer la démarche d'indemnisation et d'assister la commission des acquisitions au profit des projets publics pour entamer son travail et résoudre les difficultés éventuelles. La procédure d'expropriation est bien connue par les divers intervenants.

La coordination entre les différents intervenants des ministères impliqués dans le projet a été renforcée en créant un comité interministériel. Celui-ci va se réunir de manière régulière sur la demande de la commission régionale lorsque cela s'avèrera nécessaire, pour résoudre les difficultés éventuelles liées à la coordination entre ministères.

Dès la date de démarrage du présent PAR, des coordinations avec les représentants officiels de Sfax (Chefs des secteurs, chefs des délégations, etc.) ont été effectuées pour identifier les ONGs œuvrant dans la zone et qui souhaitent éventuellement être associés aux consultations publiques. En effet, 20 ONGs ont été identifiées dont 9 ONGs ont été invitées par téléphone à la consultation publique du 13/10/2017 (voir liste des ONGs invitées et le PV de la CP en annexe 18.2).

5. Participation communautaire et consultation des PAPs

Dès le lancement de la présente étude, une réunion de démarrage a eu lieu le 23/07/2017 au siège du gouvernorat de Sfax, en présence de monsieur le gouverneur de Sfax, le directeur régional de l'équipement de Sfax, l'expert social et chef de mission du bureau d'études CETA et les représentants des institutions et établissements concernées directement ou indirectement par le projet (voir PV en annexe 18.2).

Le but de cette réunion était d'une part, d'informer les autorités locales concernées et les différents intervenants dans ce projet de l'utilité et de l'objectif du PAR et expliquer les différentes étapes de sa réalisation. D'autre part, cette réunion de démarrage visait à introduire l'équipe du bureau d'étude qui va mener les enquêtes. Cette réunion était très importante et a permis de faciliter les différentes phases de travail sur terrain.

Pour la réalisation de l'enquête socioéconomique, l'équipe a également introduit des séances d'information et des consultations avec des petits groupes (3 focus groupes).

Après l'achèvement des enquêtes, une consultation publique a eu lieu le 13 Octobre 2017 au siège du gouvernorat de Sfax afin de présenter aux PAPs le projet, ses caractéristiques (impacts, etc.) et les résultats de ce PAR et de discuter avec eux pour identifier leurs avis, plaintes et recommandations, etc. (Le PV des consultations sont inclus en annexe 18.2).

Lors de cette consultation publique : il y a eu des présentations sur le projet et les résultats du PAR provisoire. Les débats qui ont suivi et les questions recueillies ont permis de clarifier les points suivants :

- L'indemnisation sera selon les prix réalistes des biens ;
- Au niveau de l'estimation des coûts d'indemnisation, il sera tenu compte de la différence des prix entre les zones et aussi de l'occupation du terrain (structure à démolir ...) ;
- La date de démarrage des travaux est prévue au début de 2018 et tous les PAPs seront informés au préalable ;
- L'itinéraire, l'emplacement et l'emprise ont été fixés suite à des études techniques ;
- On a présenté les superficies à exproprier pour chaque propriétaire ;
- Les travaux de piquetages sont déjà effectués par l'OTC ; d'ailleurs des piquets sont visibles tout au long de la route.

Les sujets et thèmes débattus et clarifiés lors de cette consultation ont porté sur : l'expropriation pour l'intérêt public, les droits des PAPs, les impacts potentiels sur la vie de la population en général et les responsabilités institutionnelles.

Pour la réalisation de l'enquête socio-économique, l'équipe a également introduit des séances d'information et des consultations avec des petits groupes (focus groupe).

La pertinence de ces focus groupe est qu'ils ont permis une forte efficacité et rapidité dans

l'identification des PAPs, l'autre valeur ajoutée nonmoins importante est le caractère participatif et la faveur porté au débat et aux échanges des informations sur le PAR d'où une compréhension et conscientisation affirmé chez les PAPs et de l'information prodiguée à la société civile et aux associations locales sur le projet.

Les principaux constats à propos la consultation publique, et les contacts directs des PAPs lors de la réalisation des enquêtes socio-économique sont les suivants :

- ✓ Toutes les PAPs sont pour la réalisation. Généralement, Il n'y a pas eu de plaintes au niveau de la zone agricole du lot n°1 et des lots n° 2 (Théâtre municipal – Sidi Salem) et n°3 (Sidi Salem – Fin du projet/Zone industrielle Thyna). Dans ces zones, les PAPs sont très motivées pour le projet.
- ✓ Cependant, on attire l'attention que les PAPs au niveau de la zone urbaine de la route de Habbana à côté de la faculté de biotechnologie médicale ont signifié leur refusent l'expropriation et la démolition des constructions en dur. Ils affirment avoir déjà suivi et obéis aux exigences du plan d'aménagement urbain avant de bâtir leurs biens. Ils ajoutent qu'ils ont fait et respecté les retraits nécessaires avant de construire. Ces dernières demandent de réduire ou décaler l'emprise de la route de Habbana vers la rive droite ou il y a des terrains nus (de théâtre de sidi Mansour vers la ceinture n°11).

Suite à ces préoccupations concernant la zone urbaine de la route de Habbana présentées lors de la Consultation Publique, la Direction Générale des Ponts et chaussées est intervenu pour rectifier le tracé de façon qu'il limite l'impact sur les terrains affectés et éviter toutes les constructions. Le nouveau tracé respecte les attentes de la population initialement affectée. En effet, la nouvelle rectification du tracé évite l'expropriation de 44PAPs qui ont été touchées par l'ancien tracé.

6. Étude socio-économiques et recensement des personnes, des biens et des moyens d'existence affectés

L'enquête socio-économique menée a concerné l'ensemble des propriétaires situés au niveau du projet ; au total et toutes catégories confondues, on relève : **220 propriétaires privés.**

Les résultats et les analyses de cette partie de l'étude présente les résultats de 153 PAPs (70%) qui ont pu être enquêtés.

Les conclusions des études et du recensement comprennent les points suivants :

6.1. Résultats du recensement couvrant les occupants actuels de la zone affectée

Le tableau suivant récapitule les données concernant l'occupation des parcelles à acquérir :

Catégories	Nombre de parcelle	Nombre de PAPs	Surfaces à acquérir (m²)
Propriétaires Privées	244	220	270113
Domaine de l'État	149	0	650840
Total	393	220	920953

6.2. Niveau d'instruction

L'enquête réalisée auprès des 153 propriétaires qui ont pu être enquêtés révèle que le niveau d'instruction de la population enquêtée est assez élevé avec 42% de niveau supérieur, comme le montre le tableau suivant.

Analphabète	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
12	26	50	65	153
8%	17%	33%	42%	100%

Le niveau d'instruction élevé de la population impactée par le projet lui permet de bien négocier avec la responsabilité institutionnelle le processus de compensation et de la mise en œuvre du PAR.

Environ 75 % de la population ont un niveau d'instruction (secondaire et supérieur) permettant à la fois d'assimiler le projet et de bien négocier avec les parties concernées.

38% seulement de la population enquêtée sont soit d'un niveau primaire ou bien des analphabètes. Il est à noter que ce dernier constat n'aura pas d'incidence sur l'assimilation des informations contenues dans le PAR puisque l'intervention de la mission avait pris en compte cet éventuel cas de figure (existence de PAPs analphabètes) notamment dans le cas de la population étudiée.

En effet, dans ce souci de garantir une bonne information & implication des PAPs, des mesures méthodologiques et communicationnelles ont été adoptées par l'équipe de l'enquête. Ces mesures sont :

- Adoption d'une communication interactive lors des contacts et réunions d'informations, (questions réponses) ; l'équipe s'est assurée de la compréhension auprès de chaque PAP en posant des questions d'évaluation de leur compréhension et d'assimilation. L'information a été toutefois répétée lorsque cela était nécessaire.
- Intégration d'une alternance entre des séances de groupe et des entretiens individuels avec les PAPs.
- Un accent a été mis sur la diversification des messages (écrit et oral).

6.3. Caractéristiques des PAPs

L'enquête socio-économique, les entretiens avec les propriétaires de différentes tranches d'âge, ainsi qu'un travail de recherche a révélé que la majorité des parcelles impactées par le projet reviennent à un seul propriétaire par parcelle.

Dans le présent projet, environ 5/6 des propriétaires exploitent eux même leurs biens. Uniquement 1/6 des exploitants sont des locataires.

Il est à signaler que 33% des PAPs résident dans les parcelles à exproprier. Les 67% restant sont majoritairement installés à la ville de Sfax. De même, on a constaté que les résidents originaires

de la zone ont un rapport fort avec leurs terrains : La majorité des résidents enquêtés ne songent pas à quitter la zone et considèrent que la qualité de vie dans la région est agréable.

Titre d'occupation	Nombre des PAPs	%
Résident	50	33
Non résident	103	67
Total	153	100

La configuration sociale des ménages de la zone impactée du projet révèle un caractère urbain. La taille de la famille est très variable :

Classe : taille de la famille	Nombre	%
Célibataire	7	1
2-4	51	33
4-6	77	55
6 +	24	16
Total	125	100

La majorité des logements des PAPs affectées par le projet sont de taille moyenne, appartenant à la fourchette de (2-6) chambres. Il s'agit essentiellement de villas assez confortables et qui sont bien desservies d'électricité, d'eau potable et de téléphonie.

6.4. Accès aux services communs

L'accès aux services communs est bon dans la zone urbaine de habbana. Par contre, pour le reste de projet l'accès est moyen à mauvais (zone agricole).

	Accès aux services communs (B: Bonne, M: Moyen et m: mauvaise)																							
	École			Mosquée			Crèches/ jardin d'enfants			Maison de jeunes			Hôpital			Transport			Électricité			Eau potable		
	B	M	m	B	M	m	B	M	m	B	M	m	B	M	m	B	M	m	B	M	m	B	M	m
Nbre	11	50	92	19	41	93	10	50	93	10	47	96	10	47	96	21	35	97	75	36	42	75	36	42
%	7	33	60	12	27	61	7	33	61	7	31	63	7	31	63	14	23	63	49	24	27	49	24	27

6.5. Activités socio-économiques

Il est à noter que les activités socio-économiques dans la zone du projet sont très variées. Cependant, le service est le plus dominant. On observe ainsi plusieurs types d'activités :

- L'activité dominante est le service, avec 40 % des cas ;
- L'activité agricole représente 20% des cas ;
- L'activité industrielle 8% des cas ;
- Le commerce représente 13% des cas.

Cette diversité d'activités donne une particularité et spécificité à la zone.

Comme cela est illustré dans le tableau ci-dessous, la plupart des personnes actives parmi les PAPs ont une profession libérale (40%) ou sont des agriculteurs (20%), ou des commerçants (14%).

Profession						
Exploitant agricole	Métier libéral	Fonction publique	Commerçant	Retraité	A l'étranger	Chômage
31	61	12	20	21	0	8
20%	40%	8%	13%	14%	0%	5%

6.6. Groupes vulnérables

Dans la zone du projet, **on note l'absence de cas vulnérable**. D'une manière générale, il s'agit d'une **population moyenne à aisée**.

Dans la zone d'intervention du projet, l'équipe n'a pas retrouvé de personne affectée présentant une vulnérabilité particulière.

7. Cadre juridique

En Tunisie, les modalités d'occupation des terres et d'expropriation de biens pour cause d'utilité publique sont régies par le texte de la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016 portant sur l'expropriation pour cause d'utilité publique modifiant et complétant la loi n° 76-85 du 11 août 1976 portant refonte de la législation relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique. Il fixe le régime foncier et domanial en Tunisie. Il est considéré aujourd'hui comme le texte de référence en la matière.

Mais dans le cadre ce présent PAR, le cadre de référence est le CPR qui est élaboré sur la base de la législation tunisienne et complétée dans certaines de ses dispositions par les politiques de la BEI en matière de réinstallation involontaire et d'acquisition foncière.

7.1. Cadre normatif de l'expropriation pour cause d'utilité publique

- ✓ La loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016 portant sur l'expropriation pour cause d'utilité publique modifiant et complétant la loi n° 76-85 du 11 août 1976
- ✓ Arrêté du chef du gouvernement du 13 mars 2017, portant fixation des documents du dossier d'expropriation pour cause d'utilité publique.
- ✓ Arrêté du chef du gouvernement du 13 mars 2017, portant fixation de la composition de la commission des acquisitions au profit des projets publics et les procédures de son fonctionnement.
- ✓ Arrêté du chef du gouvernement du 1er mars 2017, fixant le montant de la valeur des acquisitions d'immeubles au profit de l'État soumis à l'autorisation du chef du gouvernement.
- ✓ Pour la prescription de l'indemnité la loi n° 64-28 du 4 juin 1964 et les textes qui l'ont modifiée et complétée qui définit la terre collective
- ✓ Pour la prescription de l'indemnité la loi n° 76-85 du 11 août 1976, relative à la refonte de la législation de l'expropriation pour cause d'utilité publique, modifiée et complétée par la loi n° 2003-26 du 14 avril 2003,

- ✓ L'article 305 (nouveau)¹ du code des droits réels pour les immeubles immatriculés
- ✓ Les articles 96 et 108 du code des procédures civiles et commerciales.

7.2. Indemnisation des personnes affectées par les projets déclarés d'utilité publique

Nonobstant leur situation foncière ou leur contenance, la prise de possession des immeubles expropriés se fait suite à une demande de l'expropriant par ordonnance du président du tribunal de première instance territorialement compétent et après délivrance de :

- ✓ Copie du décret d'expropriation pour cause d'utilité publique,
- ✓ La notification d'offre de l'administration à l'exproprié,
- ✓ Copie du rapport d'expertise élaboré par l'expropriant avec le rapport prévue à l'article 20 de la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016,
- ✓ Copie du rapport de la commission des acquisitions au profit des projets publics.

L'indemnité est fixée à l'amiable si les propriétaires ou les expropriés acceptent l'offre de l'expropriant. Si l'exproprié n'a pas accepté ou n'a pas été informé par l'offre de l'expropriant ou s'il y a un litige sur le fond du droit ou de la qualité des requérants, l'indemnité sera fixée par voie judiciaire sur demande de la partie la plus diligente notamment la valeur de l'immeuble exproprié est fixée à la date de la parution du décret d'expropriation.

7.3. Conditions d'éligibilité à l'indemnisation et les dispositions générales

- ✓ L'expropriation pour cause d'utilité publique est prononcée moyennant une indemnité fixée à l'amiable ou par voie judiciaire selon les règlements de la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016. La prise de possession des immeubles expropriés peut se faire après paiement de l'indemnité si aucune opposition n'est constatée.
- ✓ Exceptionnellement, on peut conclure un accord avec le propriétaire de l'immeuble sous forme d'une compensation en nature, si l'expropriation concerne des terres agricoles soumis aux réglementations de protection et dans les limites des réserves disponibles.
- ✓ Et ce, tout en préservant le droit de l'exproprié de recourir à la justice¹ selon les principes généraux du droit, l'indemnité d'expropriation précitée doit englober les montants demandés à titre d'indemnisation des dommages indirects dûs à la réalisation du projet public, ce que ne prévoit pas la Loi tunisienne n°2016-53.
- ✓ Aucune indemnité ne sera octroyée à titre d'indemnisation des droits dûs aux actes illégaux accomplis dans le but d'obtenir la dite indemnité.

¹Art. 305 (nouveau) - Tout droit réel ne se constitue que par le fait et du jour de son inscription sur le Livre Foncier. L'annulation d'une inscription ne peut être opposable aux tiers acquéreurs de droits sur l'immeuble de bonne foi et en vertu des inscriptions portées sur le livre.

- ✓ Les détenteurs de droits immobiliers ou mobiliers qui peuvent demander des indemnités séparées à celles dues aux propriétaires seront informés des propositions les concernant selon les mêmes procédures d'indemnités.
- ✓ L'expropriation pour cause d'utilité publique est prononcée par décret gouvernemental présenté au tribunal administratif pour avis, le décret devra mentionner la nature de l'immeuble et le projet à réaliser.
- ✓ Les bâtiments dont une partie a été expropriée pour cause d'utilité publique seront acquis en entier si les propriétaires le requièrent par une demande manuscrite dans un délai d'un mois à compter de la date de notification énoncée par l'article 24 de la présente loi.
- ✓ Nonobstant toutes les situations ainsi que tous les cas pétitoires, la propriété est transférée à l'expropriant par l'effet du décret d'expropriation tout en tenant compte des dispositions de l'article 305 (nouveau)² du code des droits réels pour les immeubles immatriculés soumis à l'effet constitutif de l'inscription.
- ✓ La prise de possession des immeubles expropriés par l'expropriant ne peut se faire qu'après consignation ou paiement de l'indemnité provisoire fixée par l'expert des domaines de l'État ou par l'expert judiciaire chargé par la partie concernée du projet.

7.4. Évaluation des dommages

Conformément aux dispositions des articles 11, 12, 13, 14 et 15 d de la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016, la partie concernée par le projet charge l'expert des domaines de l'État afin de fixer la valeur financière des immeubles nécessaires à la réalisation du projet ainsi que les plantations, les bâtiments et les constructions existants, et elle peut charger un ou plusieurs experts judiciaires nommés par ordonnance judiciaire. Et pour cela l'administration concernée peut obtenir les ordonnances judiciaires nécessaires pour accéder à toutes les parties de l'immeuble à exproprier. L'expertise tiendra compte surtout de :

- La nature de l'immeuble,
- L'utilisation effective de l'immeuble à la date de la publication de décret d'expropriation,
- La comparaison avec les prix courants dans à ladite date pour les immeubles similaires situés dans la même région de l'expropriation.

La valeur financière des immeubles nécessaires à la réalisation du projet public, quel que soit leurs vocations ainsi que les plantations, les bâtiments et les constructions existants, est fixée en

¹ Un mécanisme de recours et de gestion des plaintes est mis en place pour accompagner tout le processus de mise en oeuvre du Projet

² Art. 305 (nouveau) - Tout droit réel ne se constitue que par le fait et du jour de son inscription sur le Livre Foncier. L'annulation d'une inscription ne peut être opposable aux tiers acquéreurs de droits sur l'immeuble de bonne foi et en vertu des inscriptions portées sur le livre.

référence à leurs natures, leurs exploitations et leurs situations urbaines en vue des révisions en cours des outils de planification urbaine selon le cas. Une commission nationale présidée par le ministre chargé des domaines de l'État fixe les critères déterminants la valeur financière des immeubles nécessaires à la réalisation des projets publics, leurs composants et les modalités de leur révision ainsi que son actualisation tous les cinq ans et quand cela est nécessaire. L'approbation de grille des critères se fait par décret gouvernemental et sur proposition du ministre chargé des domaines de l'État et après avis de ladite commission.

7.5. Paiement de l'indemnité /compensation

Le paiement de l'indemnité d'expropriation fixée à l'amiable est subordonné à l'inscription préalable de la mutation de la propriété des immeubles expropriés ou l'accomplissement des formalités de publicité selon le cas. Quant au paiement de l'indemnité d'expropriation fixée judiciairement est subordonné à l'obtention d'une décision judiciaire passée en force de chose jugée. En cas d'échec sur un accord amiable sur la valeur de l'indemnité et en l'attente d'une décision judiciaire passée en force de chose jugée l'exproprié peut demander au tribunal de première instance saisi le retrait du montant consigné à son profit dans la limite de l'offre de l'expropriant à condition d'accomplir au préalable les formalités d'inscription ou de publicité indiquées aux articles 36 et 38 de la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016.

8. Principes directeurs d'indemnisation /compensation

Pour l'exécution de ses projets le ministère de l'équipement, de l'aménagement du territoire et en coordination avec le ministère des domaines de l'État et des affaires foncières figure la mission d'assurer l'acquisition des biens immobiliers pour cause d'utilité publique. Pour ce faire, et après une préalable identification des terrains constituant l'emprise foncière du site de l'utilité publique projetée, une expertise domaniale déterminera la valeur vénale des dits terrains. La valeur vénale ainsi fixée, sera notifiée sous forme d'offre administrative d'acquisition aux propriétaires selon le registre foncier pour les terrains immatriculés ou présumés tels pour les autres terrains (avec ou sans titre de propriété). En vue de la compensation équitable des différentes personnes affectées, les directions d'expertise du MDEAF établissent des barèmes basés sur les prix du marché selon la région, les typologies des constructions, leurs surfaces, les aménagements, des plantations, les cultures et la vocation des terrains etc. Les compensations de chaque PAP seront précisées dans le PAR.

9. Référence au manuel environnemental et social de la BEI publié en 2013

Selon le Manuel environnemental et social (version 9.0) de la BEI publié le 2/12 2013 qui décrit les standards de la BEI environnementaux et sociaux, un déplacement involontaire signifie que les personnes déplacées n'ont pas d'autre choix que d'abandonner au moins une partie de leurs biens, leur habitation et/ou de perdre une partie de leur source de revenus. Les exigences de la

BEI en matière de réinstallation involontaire prévoient l'élaboration d'un Plan de réinstallation pour les personnes qui seront déplacées/dépossédées de terre ou de ressources productives plus élevées. L'établissement des PARs est basée sur la participation des personnes affectées et leur compensation pour les pertes subies, de manière à ce que, au minimum, ces personnes ne se retrouvent pas moins bien loties qu'avant le projet. Selon les exigences de la Banque, une procédure d'indemnisation doit être enclenchée lorsqu'un projet nécessite l'acquisition, l'usage ou la restriction d'accès à des terres, des constructions, des infrastructures ou des services, ou encore s'il nécessite l'acquisition, l'usage ou la restriction d'accès à des ressources appartenant à, ou utilisées par, une communauté ou un groupe de personnes. Toutefois, pour les procédures d'expropriation, **ce sont les procédures nationales qui s'appliquent dans la mesure où celles-ci respectent les exigences de la Banque en termes d'indemnisation, de participation des personnes affectées et d'information. Mais sur les points spécifiques où il y a des divergences, les dispositions prévues dans le CPR seront applicables.** En cas de différences entre la législation nationale et les exigences de la BEI, les exigences de la BEI prennent préséance.

Cette politique décrit les impacts ou pertes que peuvent générer ces projets. Lorsqu'un projet implique une réinstallation involontaire, les exigences de la BEI visent à ce que les populations qui « doivent quitter leurs biens soient traitées d'une manière équitable et aient leur part des retombées du projet à l'origine de leur déplacement ». La Banque Européenne exige un Plan de réinstallation qui doit s'accompagner de mesures pour s'assurer que les personnes déplacées i) obtiennent après leur déplacement l'appui nécessaire sur une période transitoire suffisamment longue pour qu'elles puissent arriver à restaurer leur mode de vie et leur niveau de vie; ii) obtiennent de l'aide au développement en plus des compensations accordées, tel que de l'appui pour la préparation des terres, du crédit, de la formation et des opportunités d'emplois.

10. Cohérence/conformité et différence entre la loi tunisienne et Les exigences de la BEI

Le tableau suivant compare les exigences de la BEI relatives à la réinstallation involontaire à la procédure tunisienne d'expropriation, identifie les écarts entre les deux et propose des mesures pour combler ces écarts. En cas de différences entre la législation nationale et les exigences de la BEI, les exigences de la BEI prennent préséance. Mais la politique nationale tunisienne sera applicable sous réserve que le coût proposé par la commission des acquisitions soit conforme avec les prix du marché. Au cas contraire, la politique de la BEI s'appliquera pour les acquisitions.

Tableau 3 : Analyse de conformités et de différences entre la loi tunisienne et les standards de la BEI.

Thèmes	Exigences de la BEI	Loi tunisienne	Conformités ou mesures pour corriger les écarts
Principes de base	Compensation en nature ou en espèce au coût de remplacement intégral compte non tenu de la dépréciation de l'actif affecté.	La compensation est, de principe, en espèce et exceptionnellement en nature au cas où l'expropriation porte sur des terres agricoles soumises à des règlements de protection et dans la limite des réserves disponibles.	La politique nationale tunisienne sera applicable sous réserve que le coût proposé par la commission des acquisitions soit conforme avec les prix du marché.
Mode de calcul des compensations	<p>Pour les cultures : tarif basé sur l'âge, l'espèce, le prix en haute saison</p> <p>Pour les terres : tarif basé sur la valeur du marché, frais divers/enregistrements, capacité de production, emplacements, investissements et autres avantages similaires au terrain acquis pour le projet.</p> <p>Pour le bâti : tarif basé sur le coût des matériaux et de la main d'œuvre sur le marché local et sur le coût de remplacement.</p>	<p>La valeur financière des immeubles, quelque soit leurs vocations ainsi que les plantations, les bâtiments et les constructions existants, est fixée par référence à leur nature, leur exploitation et leur situation urbaine.</p> <p>Une commission nationale fixe les critères déterminant cette valeur par référence à une grille approuvée par décret.</p>	<p>La politique nationale tunisienne sera applicable sous réserve que le coût proposé par la commission des acquisitions soit conforme avec les prix du marché et dans le cas où le prix du marché n'est pas respecté et que l'exproprié fait un recours, la prise de possession ne peut intervenir qu'après avoir trouvé un accord.</p> <p>Après échec du recours au niveau de la Cellule de mise en oeuvre du PAR, une décision de justice devra autoriser la prise de possession sous réserve de la consignation du montant proposé par l'administration</p>
Sont éligibles à une compensation :	<p><i>Sont éligibles à une compensation :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> _ les personnes occupantes _ les détenteurs de droits formels sur les terres (y compris les droits coutumiers et traditionnels reconnus par la législation du pays). _ les personnes qui occupent et (ou) utilisent la terre mais ne détiennent pas de titres officiels pour des raisons objectives (des présumés de propriété). <p><i>Sont éligibles à une aide à la réinstallation</i> les occupants qui n'ont ni droits formels ni titres susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'elles occupent. Ces personnes ne seront pas indemnisées pour la terre mais pour les améliorations apportées au terrain ou les structures telles que des maisons et (ou) des petites entreprises, et peuvent être admissibles à une autre assistance en matière de réinstallation ou de réadaptation.</p>	<p><i>Sont éligibles à une compensation :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> _ Les propriétaires d'immeubles immatriculés ; _ Les propriétaires d'un immeuble non immatriculé et qui ont un acte de propriété ou toutes autres preuves de propriété; _ Les présumés propriétaires d'immeubles non immatriculés (l'article 38 de la loi n°2016-53 du 11 juillet 2016 prévoit dans ce cas de procéder à une publicité et s'il n'y a pas objection on procède à l'indemnisation. En cas d'opposition, le tribunal compétent tranche.) _ Les occupants ou exploitants qui possèdent un contrat de bail, un fonds de commerce (art. 189 du code de commerce), un droit de propriété intellectuelle (loi 99-30 du 5 avril 1999 relative à l'agriculture biologique, loi n° 99-57 du 28 juin 1999, relative aux appellations d'origine contrôlée et aux indications de provenance des produits agricoles), une obtention végétale (loi n° 99-42 du 10 mai 1999, relative aux semences, 	<p>Pour corriger cet écart, l'administration se charge, à travers la commission régionale et en premier rang le gouverneur de sfax qui a été consulté et qui a promis de fournir l'aide nécessaire aux occupants et aux rares exploitants informels rencontrés sur l'emprise du projet afin qu'ils puissent retrouver une source de revenue équivalente avant le démarrage des travaux y compris la participation et le soutien à travers les frais nécessaires à leur réinstallation.</p> <p>Les évidences seront fournies dans les rapports de mise en oeuvre des PARs que tous les PAPs ont été correctement indemnisés.</p>

AMEHAT/DGPC - BEI
PAR du projet de la pénétrante Nord-Sud de la ville de Sfax

Thèmes	Exigences de la BEI	Loi tunisienne	Conformités ou mesures pour corriger les écarts
		plants et obtentions végétales ...etc.).	
	Le titre de propriété n'est pas un critère d'éligibilité obligatoire pour que les PAPs puissent avoir une compensation ou une aide à la réinstallation.	Le titre de propriété est obligatoire. A défaut il y aura recours à la publicité objet de l'article 38 de la loi 2016-53.	La politique de la BEI sera applicable.
	Tous dégâts ou démolition de bâtiments, causés par la procédure d'acquisition du terrain, indépendamment de leurs aspects juridiques et fonciers, sont compensés.	Les compensations au titre des dégâts ou démolitions de bâtiments sont transférés sur l'indemnité d'expropriation. Les intéressés n'ont de recours que sur cette indemnité (art 10, parag.2 et art.13 de la loi 2016-53). L'indemnisation des locataires des immeubles à exproprier est incluse dans l'indemnité d'expropriation. Les locataires ne sont pas indemnisés sur la perte du bien mais c'est plutôt le propriétaire qui le sera. Ce dernier doit indemniser le locataire. Les locataires des immeubles à exproprier ne sont pas indemnisés sur la perte du bien mais plutôt sur les droits réels qu'ils ont sur le même bien car les droits réels qui grèvent les dits immeubles feront également l'objet de l'expropriation (art. 4, dernier parag. de la loi 2016-53). Les détenteurs de ces droits qui peuvent demander des indemnités séparées à celles dues aux propriétaires seront informés des propositions les concernant selon les mêmes procédures d'indemnisation.	L'occupant a droit à une compensation pour le dégat du à l'aquisition du bien qu'il exploitait. Dans le présent part, on a essayé d'évaluer la compensation pour chaque locataire (formel ou informel) chaque locataire recevra une aide à la réinstallation qui a été intégrée dans l'estimation du budget de ce PAR.
	Toutes pertes de cultures et de plantations sont compensées pour les exploitants du terrain.	Toutes pertes de culture et de plantations sont compensées pour les propriétaires et les exploitants du terrain. Ces exploitants peuvent être : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le propriétaire du terrain ; ▪ Les personnes qui ont un contrat de bail; ▪ Exploitants formels d'un terrain appartenant domaine de l'État. Les exploitants informels sont ceux qui occupent un terrain privé/domanial qui ne leur appartient pas (sans contrat de location). Ils ne sont pas indemnisés.	Les exigences de la BEI et la loi nationale sont conformes. Les exigences de la BEI sont applicables.

AMEHAT/DGPC - BEI
PAR du projet de la pénétrante Nord-Sud de la ville de Sfax

Thèmes	Exigences de la BEI	Loi tunisienne	Conformités ou mesures pour corriger les écarts
Information et communication	Les PAPs sont informées et consultées par des options qui leur sont ouvertes et des droits se rattachant à la réinstallation.	<p>Tous les expropriés sont informés durant la campagne d'information et de sensibilisation. La Commission des Acquisitions au Profit des Projets Publics (CAPP) procède à la publicité de l'intention d'exproprier par affichage et par dépôt d'une liste descriptive comportant les noms des propriétaires ou présumés tels, le plan parcellaire du projet, la valeur de l'indemnité provisoire des immeubles nécessaires à sa réalisation, des plantations, des bâtiments et des constructions telle que fixée par l'expert désigné, aux sièges du gouvernorat, de la délégation, de la commune, de la direction régionale des domaines de l'État et des affaires foncières, du lieu de l'immeuble et des services régionaux de la partie concernée par le projet pour une période de deux mois. La publicité se fait également par les moyens de communication auditifs et écrits (art 19 de la loi 2016-53).</p> <p>L'expropriant adresse aussi une copie du décret d'expropriation dès sa parution avec une copie du plan de morcellement définitif ou une copie du plan définitif selon le cas, au gouverneur afin d'afficher le texte du même décret aux endroits susvisés pour permettre au public de prendre connaissance pendant un mois. Il adresse aussi une lettre recommandée avec accusé de réception à l'exproprié et à tout autre ayant droit relatif à l'immeuble dont les droits sont inscrits, pour les informer de la valeur de l'indemnité provisoire (art. 24 de la loi 2016-53).</p>	Lors de l'élaboration du PAR, des consultations directes (information et communication) seront organisées sous forme de focus groupe ou d'entretiens individuels avec les PAPs.
Modalités des compensations / indemnisations	Les PAPs qui restent sur place, sont pourvues rapidement d'une compensation effective au coût intégral de remplacement pour les pertes des biens directement utilisées par le projet. Les	<p>Plusieurs cas se présentent :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'acquisition à l'amiable³ et la cession volontaire peuvent se faire à titre gratuit ou moyennant une indemnisation. En effet, la 	

³ L'acquisition à l'amiable ne se fait pas en application de la loi sur l'expropriation mais en application du Code des Obligations et des Contrats (COC) et du Code du Statut Personnel (CSP)

AMEHAT/DGPC - BEI
PAR du projet de la pénétrante Nord-Sud de la ville de Sfax

Thèmes	Exigences de la BEI	Loi tunisienne	Conformités ou mesures pour corriger les écarts
	<p>personnes déplacées qui nécessitent une relocalisation, sont pourvues :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ D'une aide (des indemnités de déplacement) pendant la réinstallation ▪ De logements ou de terrains à bâtir, ou, selon les exigences posées, de terrains agricoles présentant une combinaison de potentiel productif, d'avantages géographiques et autres facteurs au moins équivalents aux avantages du site antérieur. ▪ D'une aide après déplacement, quand elle s'avère nécessaire, pour une période transitoire d'une durée fondée sur une estimation raisonnable du temps probable nécessaire au rétablissement de leurs moyens d'existence et de leurs revenus. ▪ D'une aide au développement qui s'ajoute aux mesures de compensation (cas de perte des sources de revenus, de la viabilité des terrains sur lesquels sont implantés les structures) consistant en l'octroi de crédits, ou de la formation ou bien en la création d'emplois) La compensation pour les pertes des biens doit se faire au coût intégral de remplacement de ces pertes. Le coût de remplacement est la méthode d'évaluation des éléments d'actif qui permet de déterminer le montant suffisant pour remplacer les pertes subies et couvrir les coûts de transaction. 	<p>gratuité de la cession pour de petites parcelles est compensée par un avantage apporté par le projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'expropriation se fait obligatoirement contre la consignation d'une indemnité juste. ▪ Si le projet est réalisé sur une terre domaniale agricole en exploitation par un bail, le bail est résilié sur la partie du bien nécessaire au projet. Dans ce cas, deux mesures de compensation se présentent : ▪ L'exploitant peut bénéficier d'une indemnité pour la valeur résiduelle des investissements sur la partie objet de l'expropriation. ▪ L'échange des parcelles agricoles de même valeur est possible. ▪ L'occupation temporaire (accessibilité au projet) : les propriétaires sont indemnisés par l'entrepreneur pour couvrir les dégâts causés (l'abattage d'arbres, la démolition des clôtures) et il faut remettre la parcelle en l'état après l'achèvement des travaux. ▪ L'occupation temporaire est régi par le décret du 20 août 1888⁴ qui précise que l'occupation temporaire (OT) d'un terrain est autorisée par un arrêté indiquant le territoire où le terrain est situé, le nombre et la nature des parcelles dont il se compose, leur contenance, le nom et le domicile du propriétaire ou présumé tel. ▪ Les autorités locales notifient l'arrêté d'OT au propriétaire du terrain ou à son représentant L'indemnité d'expropriation est fixée d'après la valeur de l'immeuble appréciée selon sa consistance et l'usage effectif par comparaison avec les prix pratiqués pour des immeubles comparables situés dans la même zone conformément à une grille de critères fixés par une commission nationale. <p>Il est à noter que tous les frais d'enregistrement de l'immeuble sont à la charge de</p>	

⁴ Ce décret ne comporte pas de numéro.

AMEHAT/DGPC - BEI
PAR du projet de la pénétrante Nord-Sud de la ville de Sfax

Thèmes	Exigences de la BEI	Loi tunisienne	Conformités ou mesures pour corriger les écarts
		l'administration expropriante. L'article 20 du code des droits d'enregistrement et de timbre (CDET) fixe les tarifs des droits proportionnels et progressifs d'enregistrement.	
Budget	Le coût de réinstallation doit faire partie intégrante du budget du projet. L'acquisition des immeubles à exproprier ne peut se faire qu'après versement de l'indemnisation et, là où cela s'applique, la fourniture aux personnes déplacées de terrains de réinstallation et d'indemnités de déplacement.	Le coût du projet intègre les coûts d'indemnisation au titre du foncier et des droits réels. La prise de possession des immeubles expropriés ne peut se faire qu'après consignation ou paiement de l'indemnité provisoire fixée par l'expert des domaines de l'État ou par l'expert judiciaire chargé par la partie concernée du projet (art 10 de la loi 2016-53). La preuve de la consignation de l'indemnité proposée par l'expropriant à la Trésorerie Générale de la République Tunisienne est nécessaire (art 27 de la loi 2016-53). Exceptionnellement, on pourra conclure un accord avec le propriétaire de l'immeuble sous forme d'une compensation en nature, si l'expropriation concerne des terres agricoles soumis aux réglementations de protection et dans les limites des réserves disponibles (Art.5 parag.2 de la loi 2016-53)	Politique de la BEI Si la prise de possession doit intervenir avant le paiement de l'indemnisation, les montants proposés par la CAPP doivent être consignés dans un compte désigné. Dans ce cas, l'expropriant doit justifier la raison du non-paiement et en donner les preuves. Si la prise de possession doit intervenir avant le paiement de l'indemnisation et même en cas de consignation du montant proposé par la CAPP, il faudra s'assurer que l'exproprié n'est pas parmi les personnes pauvres ou vulnérables qui ont été recensées comme telle au moment de l'étude socioéconomique. Dans notre projet, les visites de terrain ainsi que les enquêtes, ont permis de conclure qu'on n'a pas de cas de PAPs pauvres ou vulnérables. Il est à rappeler qu'en cas d'existence de cas vulnérables, des mesures spécifiques seront prévues pour leur accompagnement dans la réinstallation.
Plaintes	Privilégier en général les règlements à l'amiable, un système de gestion des conflits proche des personnes concernées, simple et facile d'accès. Les personnes affectées doivent avoir un accès aisé à un système de traitement des plaintes	Tout propriétaire ou présumé tel peut s'opposer auprès de la CAPP qui doit inscrire cette opposition sur un registre et l'étudier.	La politique de la BEI sera applicable. Un MGP sera mis en place pour accompagner tout le processus de mise en œuvre du PAR.
Suivi évaluation	Le promoteur du Projet a la responsabilité de mettre en place un système de suivi évaluation adéquat	La législation tunisienne ne prévoit pas de suivi-évaluation adéquat.	

11. Critères d'identification et d'éligibilités des personnes affectées par le projet « PAPs »

La matrice d'éligibilité suivante indique les différentes catégories de personnes affectées et les compensations auxquelles elles ont droit en fonction des types de pertes.

Il est à remarquer à ce niveau, que la loi 2016-53 désigne l'exproprié comme étant le propriétaire du terrain ou le détenteur d'un droit réel immobilier sur le terrain alors que le manuel environnemental et social (version 9.0) publié le 2/12/2013 de la Banque Européenne d'Investissement, le bailleur de fonds, parle de « *personne affectée* », ce qui implique l'occupant de bonne ou même de mauvaise foi du terrain. La norme 6 de ce manuel « *repose sur le respect et la protection des droits à la propriété et à un logement décent, ainsi que du niveau de vie de toutes les populations et communautés concernées. Elle vise à atténuer toutes les incidences négatives suscitées par la perte de leurs biens ou les restrictions imposées à l'utilisation des terrains. Elle a également pour objectif d'aider toutes les personnes concernées à améliorer, ou pour le moins, à rétablir leurs anciens moyens de subsistance et niveaux de vie et de les dédommager comme il convient pour les pertes encourues.* », ce qui englobe les occupants à quelque titre qu'ils soient.

Pour la législation nationale, les populations, les communautés et toutes les personnes concernées sont les expropriés qu'ils soient propriétaires fonciers ou titulaires de droits réels immobiliers. Mais l'occupant peut être de bonne ou de mauvaise foi.

Concernant l'occupant de mauvaise foi, l'article 6 de la loi 2016-53 est clair. Il stipule qu'« *aucune indemnité ne sera octroyée à titre d'indemnisation des droits dus aux actes illégaux accomplis dans le but d'obtenir la dite indemnité.* ». L'article 10 de la même loi laisse entendre que la situation de l'occupant de mauvaise foi pourra être examinée mais dans un cadre social autre que la loi sur l'expropriation. Il annonce expressément « *nonobstant toutes les situations ainsi que tous les cas pétitoires, etc.* ». Le terme « toutes les situations » peut englober les cas d'occupation.

Le législateur tunisien a admis la résolution des situations précaires des occupants de bonne foi des terres domaniales agricoles. Le décret n° 2011-3336 du 27 octobre 2011, repris par le décret gouvernemental n° 2015-1870 du 20 novembre 2015 est un exemple. Dans un autre domaine, le législateur a même opté pour la régularisation des constructions édifiées en violation de la réglementation en vigueur c'est-à-dire de mauvaise foi par l'effet de la loi.

Partant de ces cas, de l'article 10 de la loi 2016-53 et des prescriptions du manuel de la BEI, le dédommagement des occupants, à quel titre qu'il soit, des terrains objet du projet sont en droit d'être indemnisés dans un cadre social. Ce cadre social se traduit actuellement en une commission ad hoc chargée de trouver des solutions aux occupants informels. Il sera opportun d'accorder un statut légal à ce cadre.

Les personnes affectées, temporairement ou de façon permanente par la perte d'un immeuble ou d'une source de revenu liée à la mise en œuvre d'un projet, ont droit à une compensation.

Pour le présent projet, on note que les personnes éligibles sont les personnes affectées ayant un titre de propriété, et les personnes affectées utilisant un bien avec l'accord du propriétaire. Aucun occupant et exploitant informel n'a été recensé.

La compensation est établie suivant les exigences de la BEI et de la législation tunisienne en vigueur en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Toutefois, il est à signaler que la législation tunisienne (loi 2016-53 du 11 juillet 2016) en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique ne permet pas à la DGPC de préciser ces niveaux d'indemnisations et de compensations présentés dans le présent document. Ce sont les experts du ministère des Domaines de l'Etat qui présenteront à la CAPPP compétente les niveaux à payer au cas par cas.

Tableau 4 : Matrice d'éligibilité des PAPs.

Type de perte ou d'affectation	Identification et éligibilité	Situation foncière ou d'usage	Compensation
1- La perte permanente des terres	<ul style="list-style-type: none"> Propriétaire d'un terrain ou d'une construction immatriculés Propriétaire d'un terrain ou d'une construction en cours d'immatriculation. Présumé propriétaire d'un terrain ou d'une construction non-immatriculé (s'il n'y a pas d'objection après la publicité de la propriété (application des articles 19, 20, 23 et 37 de la loi n°2016-53 du 11 juillet 2016). Présumé propriétaire d'un terrain ou d'une construction s'il n'y a d'objection sur la propriété après l'application de l'article 38 de la loi n°2016-53 du 11 juillet 2016. Opposition à présomption de propriété : application de l'article 38 (paragr. 3). 	<ul style="list-style-type: none"> Terrain ou construction immatriculés. Terrain ou construction en cours d'immatriculation. Terrain ou construction non immatriculés avec un acte de propriété. Un terrain ou construction non immatriculés sans (après l'application des articles 19, 20, 23 et 37 de la loi n°2016-53 du 11 juillet 2016). Terrain ou construction non immatriculés appartenant à un privé. Terrain ou construction sans titres. Terrain ou construction immatriculés appartenant à un privé. 	<ul style="list-style-type: none"> Indemnisation intégrale selon une expertise qui tient compte surtout de : <ul style="list-style-type: none"> la nature de l'immeuble, l'utilisation effective de l'immeuble, la comparaison avec les prix courants des immeubles similaires situés dans la même région, sa situation urbaine en vue des révisions en cours des outils de planification urbaine selon le cas. Le paiement doit être reçu par le PAP avant l'occupation du terrain ou le début des travaux à condition que l'indemnité soit fixée à l'amiable et l'inscription préalable de la mutation de la propriété. Ou l'accomplissement des formalités de publicité selon le cas (art 34 et 38). La valeur financière des immeubles est fixée en référence à leurs natures, leurs exploitations, leurs situations urbaines et la comparaison avec les prix courants dans la région à la date du décret d'expropriation (art 12 et 13). Indemnisation en nature possible (art 5 parag 2). Les bâtiments dont une partie a été expropriée seront acquis en entier si les propriétaires le requièrent ou si la partie restante de la propriété foncière est devenue inexploitable par l'effet de l'expropriation (art 9). Indemnisation de l'occupant informel du terrain. Pas d'indemnisation jusqu'à règlement des litiges possessoires par la juridiction compétente. Indemnisation sur la perte de culture selon la valeur du marché actuelle et par référence à la grille fixée par la commission nationale et qui dépend de leur type, nature, espèces, de leur âge, la durée de vie productive etc.). La valeur du marché sera déterminée soit par l'expert des domaines de l'État soit par un ou plusieurs experts judiciaires nommés par ordonnance judiciaire. La compensation prendra en compte le temps nécessaire à retrouver des niveaux de production ou de gains équivalents d'avant-projet.
2- La perte des arbres, des cultures affectées ou la perte de revenus des cultures prévues	Exploitant propriétaire ou locataire	Terrain ou construction immatriculés appartenant à l'exploitant ou loués	<ul style="list-style-type: none"> La partie concernée par le projet charge soit l'expert des domaines de l'État soit un ou plusieurs experts judiciaires nommés par ordonnance judiciaire afin de fixer la valeur financière des immeubles nécessaires à la réalisation du projet ainsi que les plantations, les bâtiments et les constructions existants. Indemnisation sur la perte de culture selon la valeur du marché actuelle et par référence à la grille fixée par la commission nationale et qui dépend de leur type, nature, espèces, de leur âge, la durée de vie productive etc.). La valeur du marché sera déterminée soit par l'expert des domaines de l'État soit par un ou plusieurs experts judiciaires nommés par ordonnance judiciaire. La compensation prendra en compte le temps nécessaire à retrouver des niveaux de production ou de gains équivalents aux niveaux pré-projet.

AMEHAT/DGPC - BEI
PAR du projet de la pénétrante Nord-Sud de la ville de Sfax

Type de perte ou d'affectation	Identification et éligibilité	Situation foncière ou d'usage	Compensation
			<ul style="list-style-type: none"> Indemnisation sur la perte de culture selon la valeur du marché actuelle et par référence à la grille fixée par la commission nationale et qui dépend de leur type, nature, espèces, de leur âge, la durée de vie productive etc.). La valeur du marché sera déterminée soit par l'expert des domaines de l'État soit par un ou plusieurs experts judiciaires nommés par ordonnance judiciaire. La compensation prendra en compte le temps nécessaire à retrouver des niveaux de production ou de gains équivalents
	Exploitant d'une terre agricole avec un contrat de bail.	Terre immatriculée appartenant à un privé.	<ul style="list-style-type: none"> Indemnisation sur la perte de culture selon la valeur du marché actuelle et par référence à la grille fixée par la commission nationale et qui dépend de leur type, nature, espèces, de leur âge, la durée de vie productive etc.). La valeur du marché sera déterminée soit par l'expert des domaines de l'État soit par un ou plusieurs experts judiciaires nommés par ordonnance judiciaire. La compensation prendra en compte le temps nécessaire à retrouver des niveaux de production ou de gains équivalents d'avant-projet.
3- La perte de résidences, de constructions habitables, de bâtiments inhabitable	<ul style="list-style-type: none"> Propriétaire du bâtiment ou de la construction Locataire 	<ul style="list-style-type: none"> Les résidences implantées sur un terrain immatriculé ou sur un terrain non immatriculé avec un titre de propriété ou sur un terrain non immatriculé sans papier. (après l'application de l'article 11 de la loi n°2016-53 du 11 Août 2016) Avec un contrat de location 	<ul style="list-style-type: none"> Compensation sur la perte du terrain situation urbaine en vue des révisions en cours des outils de planification urbaine selon le cas y compris les frais d'enregistrement des contrats et les autres frais évalués dans l'expertise conformément aux critères retenus par la commission nationale. Ceci comprendra aussi le déménagement et une assistance pour les aider à trouver un endroit alternatif pour vivre. La compensation se fait pour les résidences ou constructions habitables à la valeur actuelle du marché suffisant pour obtenir ou construire des résidences ou constructions habitables équivalentes, de façon à garantir aux PAPs le remboursement du manque à gagner des biens à exproprier par référence à la grille de la commission nationale. Indemnisation du locataire dans le cadre social pour trouver la solution adéquate de compensation avant le démarrage des travaux y compris tous les frais de déménagement. Ceci comprendra aussi une assistance pour les aider à trouver un endroit alternatif où se loger.
4- Perte d'infrastructures publiques (réseaux d'assainissement, réseaux de télécommunication, réseaux d'alimentation en eaux potables, etc.)	L'État : l'administration exploitante des infrastructures publiques	Domaine de l'État	<ul style="list-style-type: none"> Déplacement et reconstruction de tous les réseaux publics Parmi les composantes les plus importantes, le déplacement des réseaux des concessionnaires. Ces travaux sont à la charge de l'administration et financés par le budget de l'État destiné à la DGPC. L'exécution de ces travaux ne gêne pas le citoyen (les travaux se font en évitant les heures de pointe et le citoyen sera au courant de ces travaux.).
5- La perte de revenus et de moyens d'existence	Exploitant propriétaire	Terrain immatriculé lui appartenant.	<ul style="list-style-type: none"> Indemnisation sur la perte de culture selon la valeur actuelle du marché et par référence à la grille fixée par la commission nationale et qui dépend de leur type, nature, espèces de leur âge, la durée de vie productive etc.

Type de perte ou d'affectation	Identification et éligibilité	Situation foncière ou d'usage	Compensation
			Cette valeur sera déterminée par une commission composée d'une commission composée d'experts de l'État ou privés désignés par le tribunal à la demande de la partie la plus diligente. La compensation prendra en compte le temps nécessaire à retrouver des niveaux de production ou de gains équivalents aux niveaux pré-projet.
	Exploitant ayant un contrat de bail.	Terrain immatriculé appartenant à un privé.	Indemnisation sur la perte de culture selon la valeur du marché et par référence à la grille fixée par la commission nationale et qui dépend de leur type, nature, espèces de leur âge, la durée de vie productive etc.). La valeur du marché sera déterminée par des experts de l'État ou privés désignés par le tribunal à la demande de la partie la plus diligente. La compensation prendra en compte le temps nécessaire à retrouver des niveaux de production ou de gains équivalents aux niveaux pré-projet.
6- La perte de travail ou d'emploi	Travailleur/employé		Indemnisation des travailleurs et des employés pour trouver la solution adéquate ou pour les aider à trouver un autre travail.

NB : Dans l'emprise du projet, **on note l'absence de cas vulnérable**. D'une manière générale, la population de la zone d'intervention du projet est une **population relativement aisée**, et l'équipe n'y a pas trouvé de personne affectée présentant une vulnérabilité particulière.

11.1. Date butoir

La date butoir est la date de cessation d'éligibilité. Cette date doit être publiée et clairement communiqué aux populations dans les zones affectées par le projet. Normalement, la date butoir est la date de début du recensement. Pour ce présent PAR, la date butoir est le 23/07/2017.

Après la date butoir, toutes personnes (autres que les anciens occupants) qui viennent de s'installer sur les immeubles projets d'acquisition ne sont pas éligibles à une compensation. La date butoir, qui sera fixée par la « Commission des Acquisitions au Profit des Projets Publics », est la date de fin de l'expertise.

12. Gestion des plaintes

12.1. Objectifs et présentation d'ensemble

Le mécanisme de gestion des plaintes est mis en place par la DGPC, conformément à la réglementation, pour permettre à toutes les parties prenantes, et en particulier celles qui sont affectées par le Projet, de fournir leur appréciation des propositions du Projet, de canaliser leurs préoccupations, et ainsi d'accéder à des informations ou de rechercher un recours ou une résolution. Ce mécanisme doit être efficace, accessible, prévisible, équitable, transparent, compatibles avec les droits humains, basé sur l'engagement et le dialogue, et permettre à toutes les parties concernées, y compris le promoteur du Projet, de tirer des enseignements.

12.2. Types de plaintes et conflits liés au PAR

Des conflits peuvent subvenir au cours de la mise en œuvre du PAR. L'expérience montre que de nombreuses plaintes pourront être enregistrées. Dans la pratique, les plaintes et conflits qui apparaissent au cours de la mise en œuvre d'un programme de réinstallation et de compensation peuvent être les suivants :

- ✓ Erreurs dans l'identification et l'évaluation des biens, des zones d'usage, etc. ;
- ✓ Désaccord sur les limites des parcelles/zones d'usage, soit entre la personne affectée et l'agence d'expropriation, ou soit entre deux voisins ;
- ✓ Conflit sur la propriété d'un bien (deux personnes/villages affectées, ou plus, déclarent être le propriétaire d'un certain bien) ;
- ✓ Désaccord sur l'évaluation d'une parcelle/zone d'usage ou d'un autre bien ;

- ✓ Successions, divorces, et autres problèmes familiaux, provoquant des conflits entre héritiers ou membres d'une même famille concernant une propriété ou des parties d'une propriété ou encore d'un autre bien donné ;
- ✓ Désaccord sur les mesures de réinstallation, sur l'emplacement d'un site de réinstallation ou le type de compensation ou d'habitat proposé ou encore les caractéristiques de la parcelle ou la qualité des nouvelles zones d'usage.

12.3. Mécanisme de résolution

Conformément aux dispositions de la loi, la commission des acquisitions au profit des projets publics reçoit et inscrit les plaintes et les oppositions dans un registre de plainte ouvert spécialement pour ce projet. Puis elle procède à une enquête pour la vérification de ses prétentions.

Par ailleurs, toute autre personne concernée peut se présenter à l'UGPet enregistrer leurs observations dans le registre de reconnaissance ouvert à cet effet.

I. Règlement des litiges à l'amiable

L'option privilégiée pour le règlement des différents cas de plaintes et de doléances enregistrées et ceux qui peuvent subvenir dans le cadre du PAR, est le traitement à l'amiable.

Dans tous les cas la commission acquisitions au profit des projets publics développe une approche conciliante afin de préserver les droits et les intérêts de chaque partie.

En cas d'échec, après épuisement de toutes les voies de négociation à l'amiable, le plaignant peut saisir les juridictions compétentes en la matière.

II. Règlement des litiges par voie judiciaire

Tout propriétaire ou présumé tel dont le nom ne figure pas sur la liste descriptive comportant les noms des propriétaires suite à la publicité de l'intention d'exproprier doit adresser son recours à la commission acquisitions au profit des projets publics. Il doit présenter son opposition dans un délai maximum de soixante jours, à compter de la date de la publication de l'intention d'expropriation

Tout propriétaire ou présumé tel dont s'opposant à la valeur de l'indemnité provisoire fixée par l'expropriant suite à la publicité de l'intention d'exproprier. Il doit adresser son recours au secrétariat de la commission des acquisitions au profit des projets publics et doit présenter son opposition dans un délai maximum de soixante jours, à compter de la date de la publication de l'intention d'expropriation

Dans les quinze jours qui suivent son opposition sur la valeur de l'indemnité provisoire, peut obtenir une ordonnance judiciaire afin d'évaluer son immeuble ainsi que les plantations, bâtiments et les constructions existants, afin de contester le cas échéant judiciairement ladite valeur.

Tout propriétaire ou présumé tel dont s'opposant sur l'identification de l'immeuble ou sur ses composantes doit adresser son recours au secrétariat de la commission des acquisitions au profit des projets publics. Cette dernière procède à une enquête pour la vérification de ses prétentions, l'opposant ou toute autre personne concernée peuvent se présenter à la commission et enregistrer leurs observations dans le registre de reconnaissance ouvert à cet effet.

Tout propriétaire ou présumé tel dont il ne présente pas de titre de propriété ou si le titre présenté ne paraît pas régulier doit transmettre une liste indiquant la situation de l'immeuble exproprié, sa superficie et le nom du présumé propriétaire au gouverneur pour procéder à son affichage au siège du gouvernorat un délai de soixante jours

Tout propriétaire ou présumé tel doit se présenter au gouverneur dans les délais du dépôt du décret pour présenter les titres de propriété de l'immeuble exproprié, et dans le même délai et informer le gouverneur ou le MEHAT des noms des locataires et des détenteurs de droits grevant l'immeuble exproprié. S'il ne procède pas intentionnellement à la déclaration précitée, il sera tenu envers les ayants droit du paiement des indemnités qui leurs sont dues.

Quand la valeur de l'immeuble, ayant été fixée à l'amiable, n'a pas été acquittée ou consignée dans les quatre mois de sa date de fixation, les intérêts civils courent de plein droit à compter de la signature du contrat.

En cas de fixation judiciaire de l'indemnité d'expropriation, ces intérêts courent à l'expiration des deux mois suivant la notification du jugement ayant acquis l'autorité de la chose jugée⁵.

12.4. Mécanisme opérationnel de gestion des plaintes

Principes généraux

Un mécanisme de gestion des plaintes (MGP) est prévu pour la gestion de toutes les questions, commentaires ou plaintes liés au projet. Le MGP couvre les aspects sociaux et environnementaux et peut traiter des problèmes d'acquisition de terrain ou d'autres biens (par exemple, le montant de l'indemnité, la viabilité des parcelles résiduelles), des pertes, nuisances, ou dommages causés par les travaux de construction ou toute autre question liée au projet.

⁵ Loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016, portant expropriation pour cause d'utilité publique.

Il est mis en place dès le début du projet et doit se continuer jusqu'à l'achèvement des travaux d'exécution du projet.

Ce MGP ne prive pas la personne d'avoir recours aux tribunaux.

En cas de conflit, la résolution à l'amiable par la médiation est la méthode privilégiée. Les Lois tunisiennes sur l'Expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire stipulent qu'à défaut d'une entente, les parties peuvent saisir les juridictions.

Le MGP sera décrit dans une brochure d'information qui contiendra le courriel, l'adresse, le numéro de téléphone de l'administration centrale, ainsi que les coordonnées des représentants à divers niveaux (central, régional et local). Des brochures détaillant le mécanisme de gestion des plaintes ont été partagés lors de la consultation sur le PAR le 16 mars 2015. Celles-ci seront disponibles à la population tout au long du projet.

La démarche à suivre est :

Dépôt de question, commentaires ou plaintes

Afin d'assurer un accès facile à la population à ce mécanisme, le public peut soumettre ses questions, commentaires ou plaintes auprès de représentants au plus près de chez eux tels que :

- le chef du secteur (Omda), délégation et communes, gouvernorat ;
- à la direction régionale de l'équipement, de l'Habitat et de l'aménagement du Territoire ;
- ou directement à la DGPC auprès du point focal pour les questions sociales ;
- les plaintes relatives à l'expropriation et à l'indemnisation peuvent être gérées directement par la CAPPP durant le déroulement de ses travaux.

Enregistrement des plaintes

Au niveau de chaquelmada (secteur) et délégation, direction régionale de l'équipement et siège du gouvernorat, traversée par le projet, il sera déposé un registre de plaintes.

Le mécanisme de gestion des plaintes permettra également de présenter des requêtes orales pour les personnes analphabètes. La nature de la requête sera alors consignée par le représentant qui la reçoit.

Le public peut aussi soumettre toute question, commentaire ou plainte directement à l'unité de réalisation des projets de Sfax au niveau de la DREHAT de Sfax ou par courriel ou bien par téléphone.

Coordonnées de DREHAT de Sfax :

Adresse : 1 Rue Cheickh Megdiche-3000 SFAX

Tél. : 74.226.049 /74.226.068 /74.226.055

E-mail : drehat.sfax@mehat.gov.tn

Si le PAP n'a pas eu de réponse satisfaisante à sa plainte dans la région, il peut s'adresser en dernier recours à l'administration centrale, par courriel, lettre, fax ou par téléphone.

Coordonnées du Ministère de l'équipement, direction générale des ponts et chaussées,

Bureau des relations avec le citoyen

Ministère de l'équipement, direction générale des ponts et chaussées,

Bd Habib Chrita, Cité Jardin 1002 Tunis-Tunisie

Tel : +216 (71) 287 779/783 796

Fax : +216 (71) 787 062

Courriel : dgpc@mehat.gov.tn

Traitement des plaintes

Lors du dépôt d'une plainte (question ou commentaire), un reçu sera délivré. Lorsqu'ils le peuvent, les représentants répondent directement aux questions, commentaires ou plaintes simples qui peuvent être gérés à leur niveau. Le cas échéant, les questions, commentaires et plaintes qui ne peuvent pas être gérés à ce niveau sont soumis à la DGPC, auprès du point focal pour les questions sociales. Le représentant de l'administration qui reçoit la plainte communique à la personne soumettant une plainte par quel moyen celle-ci sera traitée et dans combien de jours elle pourra attendre une réponse.

Les plaintes parvenant à la DGPC, sont soit traitées directement et une réponse sera transmise à la personne ayant déposé la question ou la plainte, soit transmises au service compétent concerné : Dans ce cas, la DGPC informe la personne de la transmission de sa plainte et se charge de faire le suivi pour s'assurer que la personne reçoive une réponse dans les meilleurs délais possibles. Il est d'ailleurs à signaler que le point focal social est tenu de répondre à la requête (selon leur complexité) dans les 30 jours ouvrables.

Suivi et évaluation

Le point focal chargé des questions sociales est appelé à recueillir, centraliser, analyser et à proposer des améliorations au MGP, si nécessaire. Le suivi des plaintes fait partie intégrante des rapports de suivi partagés avec la BEI.

Le MGP est ouvert à toute personne à tout moment.

Tableau 5 : Identification des PAPs

Lot	Numéro de la parcelle à acquérir	Surface à exproprier (m²)
Lot1	1	
	2	
	3	
	4	
	5	2674
	6	2099
	7	1613
	8	
	9	9
	10	
	11	
	12	
	13	1522
	14	4643
	15	
	16	
	17	1086
	18	953
	19	994
	20	
	21	5929
	22	801
	23	
	24	3091
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	

71563

Lot	Numéro de	Surface à exproprier
	31	
	32	
	33	1539
	34	2464
	35	1291
	36	1301
	37	
	38	
	39	
	40	380
	41	1198
	42	
	43	2509
	44	
	45	3142
	46	131
	47	
	48	

AMEHAT/DGPC - BEI
PAR du projet de la pénétrante Nord-Sud de la ville de Sfax

Lot	Numéro de	Surface à exproprier
	49	
	50	
	51	1542
	52	451
	53	372
	54	465
	55	
	56	
	57	
	58	1543
	59	
	60	171
	61	
	62	133
	63	
	64	72
	65	219
	66	42
	67	42
	68	72
	69	
	70	
	71	
	72	23
	73	254
	74	
	75	
	76	450
	77	1104
	78	69
	79	30
	80	18
	81	

AMEHAT/DGPC - BEI
PAR du projet de la pénétrante Nord-Sud de la ville de Sfax

Lot	Numéro de	Surface à exproprier
	82	123
	83	
	84	30
	85	
	86	48
	87	
	88	279
	89	
	90	1084
	91	354
	92	
	93	
	94	550
	95	572
	96	397
	97	709
	98	950
	99	693
	100	590
	101	
	102	
	103	455
	104	666
	105	
	106	
	107	
	108	745

AMEHAT/DGPC - BEI
PAR du projet de la pénétrante Nord-Sud de la ville de Sfax

Lot	Numéro de	Surface à exproprier
	109	
	110	16
	111	47
	112	
	113	360
	114	
	115	900
	116	154
	117	
	118	303
	119	710
	120	345
	121	
	122	
	123	131
	124	21
	125	28
	126	3
	127	39
	128	58
	129	10
	130	
	131	
	132	175
	133	315
	134	468
	135	113
	136	
	137	120
	138	102
	139	
	140	
	141	875
	142	69
	143	14
	144	5

AMEHAT/DGPC - BEI
PAR du projet de la pénétrante Nord-Sud de la ville de Sfax

Lot	Numéro de	Surface à exproprier
	145	728
	146	
	147	
	148	433
	149	643
	150	
	151	
	152	
	153	
	154	
	155	22
	156	49
	157	19
	158	42
	159	
	160	14
	161	142
	162	405
	163	18
	164	
	165	96
	166	63
	167	21
	168	
	169	179
	170	386
	171	46
	172	716
	173	2
	174	35
	175	2
	176	11

AMEHAT/DGPC - BEI
PAR du projet de la pénétrante Nord-Sud de la ville de Sfax

Lot	Numéro de	Surface à exproprier
	177	7
	178	
	179	79
	180	8
	181	
	182	158
	183	197
	184	238
	185	256
	186	58
	187	
	188	232
	189	204
	190	83
	191	123
	192	
	193	
	194	45
	195	607
	196	54
	197	
	198	725
	199	594
	200	151
	201	118
	202	
	203	109
	204	153
	205	41
	206	82
	207	
	208	72
	209	59
	210	5
	211	
	212	59

AMEHAT/DGPC - BEI
PAR du projet de la pénétrante Nord-Sud de la ville de Sfax

Lot	Numéro de	Surface à exproprier
	213	68
	214	81
	215	104
	216	
	217	27
	218	35
	219	
	220	8
	221	13
	222	
	223	7
	224	13
	225	
	226	126
	227	119
	228	23
	229	121
	230	15
	231	10
	232	228
	233	21
	234	
	235	
	236	484
	237	14
	238	318
	239	350

AMEHAT/DGPC - BEI
PAR du projet de la pénétrante Nord-Sud de la ville de Sfax

Lot	Numéro de	Surface à exproprier
	240	124
	241	127
	242	10
	243	123
	244	
	245	
	246	64
	247	274
Lot2	248	
	249	
	250	
	251	
	252	
	253	
	254	
	255	
	256	
	257	34
	258	69
	259	120
	260	
	261	
	262	
	263	
	264	
	265	
	266	

AMEHAT/DGPC - BEI
PAR du projet de la pénétrante Nord-Sud de la ville de Sfax

Lot	Numéro de	Surface à exproprier
	267	
	268	
	269	
	270	
	271	
	272	
	273	
	274	
	275	
	276	
	277	
	278	
	279	
	280	
	281	
	282	
Lot 3	283	
	284	
	285	
	286	
	287	
	288	
	289	
	290	
	291	
	292	
	293	5714
	294	127
	295	3876
	296	2465
	297	2361

198327

AMEHAT/DGPC - BEI
PAR du projet de la pénétrante Nord-Sud de la ville de Sfax

Lot	Numéro de	Surface à exproprier
	298	168
	299	2837
	300	2783
	301	
	302	
	303	206
	304	154
	305	1586
	306	2840
	307	4748
	308	1628
	309	1980
	310	294
	311	629
	312	945
	313	709
	314	4662
	315	3139
	316	1237
	317	844
	318	3484
	319	3623
	320	5721
	321	3675
	322	1238
	323	7251
	324	
	325	
	326	5669
	327	1811
	328	445
	329	
	330	821
	331	1827
	332	9207

AMEHAT/DGPC - BEI
PAR du projet de la pénétrante Nord-Sud de la ville de Sfax

Lot	Numéro de	Surface à exproprier
	333	2170
	334	
	335	4232
	336	3963
	337	7839
	338	4944
	339	2353
	340	1736
	341	1661
	342	1353
	343	1064
	344	2273
	345	3669
	346	
	347	9200
	348	
	349	
	350	
	351	1475
	352	218
	353	
	354	
	355	
	356	
	357	4789
	358	5732
	359	
	360	6922
	361	3053
	362	82
	363	631
	364	6261
	365	338
	366	147
	367	7003

AMEHAT/DGPC - BEI
PAR du projet de la pénétrante Nord-Sud de la ville de Sfax

Lot	Numéro de	Surface à exproprier	
	368		
	369	12562	
	370		
	371	856	
	372		
	373	375	
	374	461	
	375	1090	
	376	1001	
	377	2722	
	378	524	
	379	392	
	380	202	
	381	90	
	382	462	
	383	645	
	384	369	
	385	70	
	386	799	
	387	243	
	388	54	
	389	478	
	390	429	
	391	237	
	392	213	
	393	241	
Total- Nombre	393	270113	270113
Total-%		#REF!	

Mécanisme de liquidation des dépenses

La procédure de paiement dépend des types de dépenses à effectuer dont les principaux sont : (i) le paiement des indemnisations ; et (ii) les frais d'enregistrement des contrats. Les dossiers de paiement des indemnisations et des contrats sont établis par le ministère des domaines de l'état et des affaires foncières conjointement avec le ministère de l'équipement. Les indemnisations seront remises aux intéressés par la Trésorerie Générale contre reçu après vérification de la validité de la pièce d'identité sur place, et la fourniture du PV de libération des lieux.

13. Suivi et évaluation

Le suivi et l'évaluation de la réinstallation sont deux aspects complémentaires. Le suivi vise à corriger « en temps réel » les méthodes utilisées durant l'exécution du PAR, alors que l'évaluation vise en plus de vérifier que les recommandations à suivre sont bien respectées, mais aussi à :

- ✓ Vérifier si les objectifs généraux de la réinstallation ont été respectés ;
- ✓ Tirer les enseignements de l'opération pour modifier les stratégies et la mise en œuvre dans une perspective de plus long terme. Le suivi sera interne, et l'évaluation externe.

De façon opérationnelle, la DGPC, par le biais de son consultant en réinstallation involontaire, ou un expert, entreprendra une évaluation ex-post pour toutes les composantes du projet pour déterminer si les objectifs de la réinstallation ont été atteints. Si ce n'est pas le cas, des mesures additionnelles peuvent être proposées et exécutées en accord avec la Banque Européenne d'Investissement. L'évaluation doit permettre d'identifier les pratiques qui marchent et celles qui ne marchent pas ce qui permettra d'améliorer les PAR futurs. Il est à noter que le point focal chargé des questions sociales est appelé à recueillir, centraliser, analyser et à proposer des améliorations au MGP, si nécessaire. Le suivi des plaintes fait partie intégrante des rapports de suivi partagés avec la BEI. Le MGP est ouvert à toute personne à tout moment. Le suivi et l'évaluation de la réinstallation sont deux aspects complémentaires. Le suivi sera interne, et l'évaluation externe. De façon opérationnelle, la DGPC, par le biais de son consultant en réinstallation involontaire, ou un expert, entreprendra une évaluation ex-post pour tous les sous-projets pour déterminer si les objectifs de la réinstallation ont été atteints. Si ce n'est pas le cas, des mesures additionnelles peuvent être proposées et exécutées en accord avec la Banque Européenne d'Investissement. L'évaluation doit permettre d'identifier les pratiques qui marchent et celles qui ne marchent pas ce qui permettra d'améliorer les PAR futurs.

13.1. Suivi

Il s'agit de s'assurer que tous les PAPs ont été indemnisés, déménagés et réinstallés dans

le délai le plus court possible et sans impact négatif. Le suivi traite essentiellement des aspects suivants : (i) suivi social et économique ; suivi de la situation des déplacés et réinstallés ; évolution éventuelle du coût du foncier dans la zone de déplacement en cas de réinstallation ; état de l'environnement et de l'hygiène ; restauration des moyens d'existence, notamment l'agriculture, le commerce et l'artisanat, l'emploi salarié, et les autres activités; (ii) suivi des personnes vulnérables ; (iii) suivi du système de traitement des plaintes et conflits; (iv) assistance à la restauration des moyens d'existence. Dans le cadre du suivi, certains indicateurs sont utilisés, notamment :

- ✓ Le nombre de kilomètre d'emprise totalement libérée ;
- ✓ Le nombre de réclamations reçues ;
- ✓ Le nombre de réclamations réglées et non réglées ;
- ✓ Le montant de compensation versé aux PAPs ;
- ✓ Nombre de ménages et de personnes affectés par les activités du projet (de façon temporaire ou permanente) ;
- ✓ Nombre de ménages compensés par le projet (de façon temporaire ou permanente ;
- ✓ Montant total des compensations payées.

13.2. Évaluation

Elle s'appuie sur les documents issus du suivi interne. Les évaluateurs procéderont à leurs propres analyses de terrain par enquêtes auprès des intervenants et des personnes affectées par le projet. L'évaluation des actions de compensation et éventuellement de réinstallation est menée par des experts compétents choisis sur la base de critères objectifs. Cette évaluation est entreprise après l'achèvement des opérations de réinstallation, à la fin du projet (évaluation ex post). Au minimum, les points suivants doivent être traités :

- ✓ La conformité de l'exécution avec les objectifs et méthodes précisés dans le CPR et les PAR ;
- ✓ La conformité de l'exécution avec les lois et règlements nationaux, ainsi qu'avec les standards de la BEI ;
- ✓ Les procédures mises en œuvre pour les indemnisations, le déplacement, la réinstallation ;
- ✓ L'adéquation des indemnisations et des mesures de réinstallation par rapport aux pertes subies ;
- ✓ L'impact des programmes de réinstallation sur les revenus, les niveaux de vie, et les moyens d'existence des PAP, en particulier par rapport à la norme de la BEI sur l'amélioration, ou au moins le maintien, de leurs niveaux de vie à leur niveau précédent;
- ✓ Les actions correctives à prendre éventuellement dans le cadre du suivi.

Aussi bien pour le suivi que pour l'évaluation, des indicateurs doivent être identifiés et opérationnalisés pour faciliter la collecte et l'intégration des données mais aussi être assuré de ne pas omettre des aspects cruciaux. Ces indicateurs sont :

❖ Participation

- ✓ Nombre et type d'acteurs impliqués
- ✓ Niveau de participation
- ✓ Nombre de séance de consultation publique et des personnes assistant

❖ Négociation d'indemnisation

- ✓ Superficie en terre affectés temporairement
- ✓ Nombre de garages, ateliers, kiosques affectés de façon temporaires
- ✓ Nombre et âge de pieds d'arbres détruits définitivement
- ✓ Superficie des parcelles détruites définitivement
- ✓ Nature et montant des compensations
- ✓ PV d'accords signés

❖ Résolution de tous les griefs légitimes

- ✓ Nombre de conflits
- ✓ Type de conflits
- ✓ PV résolutions (accords)

❖ Satisfaction des PAPs

- ✓ Nombre de PAPs sensibilisés
- ✓ Type d'appui accordé
- ✓ Type d'appui accordé
- ✓ Niveau d'insertion et de reprise des activités

Voici un modèle de matrice que vous pouvez utiliser pour opérationner le suivi et l'évaluation de ce PAR.

Indicateurs/paramètres de suivi	Type de données à collecter	Valeur Objective (Baseline)	Réalisation Nbre / %
Participation	<ul style="list-style-type: none">– Acteurs concernés impliqués– Nombre de séances de CP– Niveau de participation		

AMEHAT/DGPC - BEI
PAR du projet de la pénétrante Nord-Sud de la ville de Sfax

Négociation d'indemnisation	<ul style="list-style-type: none"> – Nombre de PAPs – Montant des compensations 		
Nombre d'actifs réaménagés	– Nombre PAP réinstallées		
MGP	<ul style="list-style-type: none"> – Nombre de plaintes enregistrées et traitée – Nombre de plaintes non résolues 		
Satisfaction de la PAP	<ul style="list-style-type: none"> – Nombre PAP sensibilisées – Niveau d'insertion et de reprise des activités 		

Tableau 6: Chronogramme de compensation (indicatif).

Phases d'études & Tâches	Années																							
	2017												2018											
	Mois												Mois											
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1- État parcellaire / OTC																								
2- Etude PAR																								
1.1. Recensement et consultations publiques / autorités régionales et locales lancement PAR																								
1.2. Consultation publique / Focus Group																								
1.3. Gestion des plaintes																								
1.4. Remise du Rapport du PAR																								
1.5. Validation du PAR par le BEI																								
3- Mise en œuvre du PAR																								
1.1. Affichage de la liste des PAPs																								
1.2. Actualisation des indemnités par L'expert et l'administration en accord avec les PAPs																								
1.3. Établissement des arrêtés de consignation et consignation des indemnités																								
1.4. Possession des terres																								
4- Démarrage des travaux																								
2.1. Emission Ordre de service																								
2.2. Etude d'exécution																								
2.3. commencement des travaux																								

14. Mise en œuvre du PAR

	Activité à mener	Structure ou personne responsable
1	Établissement du dossier parcellaire	MEHAT/OTC /DGPC/DGAFJC
2	Mise en place du de gestion du projet	MEHAT/DGPC
3	Mise en place de la commission des Acquisitions au profit des projets publics de Sfax(CAPPP)	Gouvernorat de Sfax/ MDE
4	Finalisation du mécanisme institutionnel et financier du PAR	MEHAT//DGPC/M des finances
5	Information et consultation des PAPs-Objet de ce PAR	CAPPP/Gouvernorat de Sfax/ UGP
6	Médiation et suivi interne des opérations de réinstallation	CAPPP/ Comité de Suivi, de Médiation et d'Accompagnement
7	Négociations et Signature des certificats de compensation avec les PAP	CAPPP/ Comité de Suivi, de Médiation et d'Accompagnement
8	Élaboration du décret d'utilité public	MEHAT
9	Mobilisation des fonds nécessaires aux indemnisations	MEHAT//DGPC/M des finances
10	Paieement des indemnisations en numéraire	MEHAT//DGPC/UGP/M des finances
11	Suivi de la réinstallation des PAPs	UGP/CAPPP/ Comité de Suivi, de Médiation et d'Accompagnement
12	Libération des emprises du projet	UGP/ Comité de Suivi, de Médiation et d'Accompagnement
13	Communication au tribunal des dossiers sans constat d'indemnisation	CAPPP/UGP
14	Élaboration du rapport d'achèvement de projet	UGP /Assistance technique à L'UGP

15. Annexe

15.1. PV de la réunion de démarrage

OBJET :réunion de démarrage du plan d'action de réinstallation du projet de la dénivellation de huit carrefours sur la Rocade km 4 dans le gouvernorat de Sfax pour identifier les institutions & les services locaux, fixer les délais des visites de terrain & de réalisation des enquêtes ainsi que les rapports et autres activités et de collecter les documents disponibles.

DATE & LIEU : 23/07/2017 au siège du gouvernorat de Sfax

PRESENTS :

- Monsieur le gouverneur de Sfax
- Le directeur régional de l'équipement de Sfax
- Les délégués et omdas des secteurs concernés par le projet
- Les représentants de la commune de Sfax et des communes concernées par le projet
- Les représentants des concessionnaires et établissement concernés par le projet : STEG, SONEDE...
- ❖ ONAS, AFH, ANPE, CSS, CNCFT...
- **CETA** : M. Abdellatif MAALEJ (expert socio-environnementaliste & chef de mission)

OBJECTIF DE LA RÉUNION

Cette réunion avait pour objet :

- Exposer le projet et l'importance qu'il représente pour la ville de Sfax aux différentes parties prenantes du projet
- Expliquer aux différents intervenants du projet et les aspects techniques et les spécificités principales du projet.
- Introduire l'équipe du bureau d'études aux autorités locales pour faciliter leur travail de terrain et surtout lors de la réalisation des enquêtes.

DÉROULEMENT DE LA RÉUNION

- ❖ Monsieur le gouverneur de Sfax a ouvert la réunion par la présentation de son objectif et par l'introduction du bureau d'étude CETA et du chef de mission (expert socio-environnementaliste) à qui il a passé la parole. Le gouverneur de Sfax a demandé aux différents intervenants de faciliter la tâche du bureau d'étude et de l'assister pendant la réalisation du PAR.
- ❖ Dans son bref exposé, l'expert social a mis l'accent sur les points :
 - ✓ Une présentation sommaire des détails techniques du projet
 - ✓ Le but du plan d'action de réinstallation et de ses différentes phases
 - ✓ La démarche qui va être suivie par l'équipe du bureau d'études
 - ✓ Introduction de l'équipe du bureau d'études aux autorités locales pour faciliter leur travail de terrain et surtout lors de la réalisation des enquêtes.

Suite à ce cadrage introductif, la parole a été accordée à la salle durant environ une heure pendant laquelle des questions, observations, critiques et suggestions ont été exprimés.

Les participants ont essentiellement focalisé leur observation sur le volet conception technique du projet. Monsieur F. CHERIF, le directeur régionale de l'équipement de Sfax a essayé de donner les explications nécessaires et il a rappelé les présents que le but de la réunion et de lancer l'étude

sociale PAR et non pas de discuter la conception technique du projet.

D'autre question était surtout concentrée sur les procédures et démarche de l'expropriation et la compensation des biens à exproprier ainsi que sur la nouvelle loi tunisienne relative à l'expropriation pour utilité publique.

L'expert social a essayé de répondre au mieux aux différentes requêtes et

Aucune objection n'a été formulée, bien au contraire nous avons observé une bonne adhésion des représentants des autorités locales ainsi que les différentes parties prenante du projet. Ces derniers ont montré leur intérêt et soutien pour le projet vu sa pertinence et son importance pour la région.

La réunion a pris fin à 14h00.



15.2. Fiche d'enquête

Plan d'action de réinstallation-Enquête Socio-économique

Projet :

Date du :

Enquêteur :

I. IDENTIFICATION DU PROPRIETAIRE / PARCELLE

Gouvernorat/Délégation/Secteur	
Parcelle	
Nom et Prénom du propriétaire	
Tél /e-mail	
Adresse	
Niveau d'instruction	
Profession du propriétaire	
Nature du bien à exproprier	Terre <input type="checkbox"/> Logement <input type="checkbox"/> Commerce <input type="checkbox"/> Industrie <input type="checkbox"/>
Superficie totale	
Superficie à exproprier	m ²
Linéaire longeant la route	m

II. IDENTIFICATION DE L'EXPLOITANT

Questions	Réponses
Nom, coordonnées et situation de l'exploitant	Marié <input type="checkbox"/> Divorcé <input type="checkbox"/> Veuf <input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Nombre d'enfant : Date d'exploitation du bien à exproprier Nombre des employés
	Marié <input type="checkbox"/> Divorcé <input type="checkbox"/> Veuf <input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Nombre d'enfant : Date d'exploitation du bien à exproprier Nombre des employés
	Marié <input type="checkbox"/> Divorcé <input type="checkbox"/> Veuf <input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Nombre d'enfant : Date d'exploitation du bien à exproprier : Nombre des employés : Titulaires <input type="checkbox"/> Non titulaires <input type="checkbox"/>
	Marié <input type="checkbox"/> Divorcé <input type="checkbox"/> Veuf <input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Nbre d'enfant : Date d'exploitation du bien à exproprier Nombre des employés : Titulaires <input type="checkbox"/> Non titulaires <input type="checkbox"/>

III. PERCEPTION DU PROJET

Questions	Réponses
Avez-vous entendu parler de ce projet ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Comment vous trouvez ce projet ? Justifier	Bien <input type="checkbox"/> Mauvais <input type="checkbox"/>
Pensez-vous que les habitants vont accepter ce projet ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Quel sont les impacts de ce projet ?

IV. ASPECT JURIDIQUES

Questions	Réponses
Situation juridique du terrain	Domanial <input type="checkbox"/> Privé <input type="checkbox"/> immatriculé <input type="checkbox"/> Privé non immatriculé <input type="checkbox"/>
Titre d'occupation	Propriété <input type="checkbox"/> Location <input type="checkbox"/> Indivision <input type="checkbox"/> Occupation sans titre juridique <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/>
Durée de l'occupation	<1 an <input type="checkbox"/> entre 1 et 5 ans <input type="checkbox"/> >5 ans <input type="checkbox"/>
Prix du terrain nuDT/m ²
Tuteur légal des mineurs	Père <input type="checkbox"/> Mère <input type="checkbox"/> Aîné <input type="checkbox"/> dans la fratrie <input type="checkbox"/> Autre membre de la famille <input type="checkbox"/> (préciser) Institution officielle (citer) <input type="checkbox"/>
Tuteur légal des handicapés ou	Père <input type="checkbox"/> Mère <input type="checkbox"/> Aîné <input type="checkbox"/> dans la fratrie <input type="checkbox"/> Autre membre de la famille <input type="checkbox"/>

interdits	(préciser)
-----------	------------------

V. PERCEPTION DE LA QUALITE DE VIE

Questions	Réponses																												
Cadre de vie																													
Depuis combien de temps vivez-vous ici ?	<5 ans <input type="checkbox"/> 5-10 ans <input type="checkbox"/> 10-15 ans <input type="checkbox"/> > 15 ans <input type="checkbox"/>																												
Est-ce que vous êtes résident ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>																												
Comment qualifiez-vous la qualité de vie en cette zone ?	Bonne <input type="checkbox"/> Moyenne <input type="checkbox"/> Mauvaise <input type="checkbox"/>																												
Avez-vous songé à quitter cette zone ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>																												
Pourquoi ?																												
Qu'est ce que vous aimez le plus dans cette zone ?																												
Qu'est ce que vous déplaît le plus dans cette zone ?																												
Bâtiment / Équipement																													
Type	<table style="width: 100%;"> <tr> <td>Villa</td><td>Appartement</td></tr> <tr> <td>Maison traditionnelle</td><td>Commerce</td></tr> <tr> <td> </td><td> </td></tr> <tr> <td> </td><td> </td></tr> <tr> <td colspan="2">Autre....</td></tr> </table>	Villa	Appartement	Maison traditionnelle	Commerce					Autre....																			
Villa	Appartement																												
Maison traditionnelle	Commerce																												
Autre....																													
Surface totalem ²																												
Comment qualifier vous votre zone	<table style="width: 100%;"> <tr><td>populaire</td><td> </td></tr> <tr><td>moyenne</td><td> </td></tr> <tr><td>nouvelle</td><td> </td></tr> <tr><td>luxueuse</td><td> </td></tr> <tr><td>Autre</td><td> </td></tr> </table>	populaire		moyenne		nouvelle		luxueuse		Autre																			
populaire																													
moyenne																													
nouvelle																													
luxueuse																													
Autre																													
Locataire ?	<table style="width: 100%;"> <tr> <td>Avec contrat</td><td> </td><td rowspan="3">.....Dt/mois</td></tr> <tr> <td>Sans contrat</td><td> </td></tr> <tr> <td>Prix du loyer</td><td> </td></tr> </table>	Avec contrat	Dt/mois	Sans contrat		Prix du loyer																						
Avec contrat	Dt/mois																											
Sans contrat																													
Prix du loyer																													
Propriétaire ?	<table style="width: 100%;"> <tr><td>titrée</td><td> </td></tr> <tr><td>non titré</td><td> </td></tr> <tr><td>Occupationnon autorisé</td><td> </td></tr> </table>	titrée		non titré		Occupationnon autorisé																							
titrée																													
non titré																													
Occupationnon autorisé																													
Quel est le prix du m ² bâti dans votre zone ?	Logement :Dt Commerce :Dt Prix forfaitaire : entreDt et.....Dt																												
Permis de Bâtir	Bâtiment autorisé / Informel																												
INFRASTRUCTURE																													
Comment qualifiez-vous l'accès aux services collectifs ?	<table style="width: 100%;"> <tr> <th></th><th>Bon</th><th>Moyen</th><th>Mauvais</th></tr> <tr><td>École</td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td>Mosquée</td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td>Crèches, Jardin d'enfant</td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td>Maison des jeunes</td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td>Hôpital</td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td>Transport</td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> </table>		Bon	Moyen	Mauvais	École				Mosquée				Crèches, Jardin d'enfant				Maison des jeunes				Hôpital				Transport			
		Bon	Moyen	Mauvais																									
	École																												
	Mosquée																												
	Crèches, Jardin d'enfant																												
	Maison des jeunes																												
Hôpital																													
Transport																													
Transport																													
Comment allez-vous à votre travail/école/lycée/ courses?	A pied <input type="checkbox"/> Transport <input type="checkbox"/>																												
Quel est le moyen de transport que vous utilisez ?	Votre voiture <input type="checkbox"/> Transport collectif <input type="checkbox"/> Taxi <input type="checkbox"/> Bus de services <input type="checkbox"/> Autres <input type="checkbox"/>																												
En moyenne, combien dépensez-vous pour les frais de transport ?	Montant.....Dt Je ne sais pas <input type="checkbox"/>																												
Combien dure le voyage ?Heures																												

VI. ASPECT ÉCONOMIQUES

Agricole				
Questions	Réponses			
Vocation du terrain	Agricole <input type="checkbox"/> industriel <input type="checkbox"/> urbain <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/>			
Utilisation de la partie située dans l'emprise de la route	Culture : nature de la spéculation :			
	Rendement moyen à l'hectare :			
	Production :			
	Prix moyen historique au kg :			
	Arboriculture fruitière (type) :			
	Autre :			
	Arbres d'alignement (type) : Saule <input type="checkbox"/> Pin <input type="checkbox"/> Palmier <input type="checkbox"/>			
	Autre.....			
	Age :			
	Prix:.....			
Ouvrages édifés dans l'emprise de la route projetée	Friche ou terrain de parcours (unités fourrages) :			
	– Mur de clôture <input type="checkbox"/> largeur/hauteur/..... consistance :			
	– Trottoir :			
	– Grillage <input type="checkbox"/> Dimensions			
	– Haie végétale <input type="checkbox"/> consistance et dimensions.....			
	– Haie précaire <input type="checkbox"/> consistance et dimension.....			
	– Puits <input type="checkbox"/>			
	– Dimensions et équipement :			
	– autres			
	– Étable en dur <input type="checkbox"/> en structure légère <input type="checkbox"/>			
	– Abri en dur <input type="checkbox"/> Abri précaire <input type="checkbox"/>			
	– Autre (préciser) :			
Commerce				
Questions	Réponses			
Activité commerciale en bordure de la route ?	autorisée <input type="checkbox"/> Informelle <input type="checkbox"/>			
Stand de commerce ?	en dur <input type="checkbox"/> Précaire <input type="checkbox"/>			
Période d'activité commerciale ?	régulière <input type="checkbox"/> saisonnière <input type="checkbox"/>			
Type de service assuré à la clientèle de passage à la limite de la parcelle ?			
Type de commerce ?		Surface m²	Type d'occupation	Nombre d'employés
	Hanout			
	Restaurant			
	Café			
	Autres.....			
Revenue annuel selon le type d'activité ?	PropriétaireDt		
	EmployésDt		
*Type d'occupation : Locataire/ propriétaire/ propriété collective/ fonds de commerce				
Industrie				
Utilisation de la partie située dans l'emprise de la route	– – –			
Ouvrages édifés dans l'emprise de la route projetée	– Mur de clôture <input type="checkbox"/> largeur/hauteur/..... consistance :			
	– Grillage <input type="checkbox"/> Dimensions			
	– Haie végétale <input type="checkbox"/> consistance et dimensions.....			
	– Haie précaire <input type="checkbox"/> consistance et dimension.....			
	– Dimensions et équipement :			
	– Autre (préciser) :			
Propriétaire ?	titrée <input type="checkbox"/> non titré <input type="checkbox"/> Occupation non autorisé <input type="checkbox"/>			

Quel est le prix du m ² bâti dans votre zone?	Appartement	Dt
	Villa	Dt
	Maison traditionnelle	Dt
	Prix forfaitaire : entre.....Dt et.....Dt	

VII. PARTICIPATION SOCIAL

Questions	Réponses
Avez-vous des associations et des ONG dans votre quartier ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas <input type="checkbox"/>
Domaine d'activités des ONG ?	-
Forme de participation ?	Membre actif <input type="checkbox"/> Adhérent <input type="checkbox"/> Aucune participation <input type="checkbox"/>
D'après vous, faut-il impliquer les associations et les ONG dans ce projet ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Pourquoi.....

VIII. COMPENSATION REINSTALLATION

Questions	Réponses
Quelle est la meilleure méthode d'expropriation selon vous ?	A l'amiable <input type="checkbox"/> Faire un recours <input type="checkbox"/> Je ne sais pas <input type="checkbox"/>
Comment envisagez-vous être compensé pour votre propriété ?	Compensation en argent <input type="checkbox"/> Compensation en nature <input type="checkbox"/>
En cas où il y a aura un remplacement, où devrait être le nouveau logement ?
Acceptez-vous une location temporaire jusqu'à la fin des travaux ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Où.....
Qui devrait, selon vous, participer aux procédures de réinstallation ?	Maitre d'ouvrage <input type="checkbox"/> Autorités locales et régionales <input type="checkbox"/> ONG <input type="checkbox"/> Autres <input type="checkbox"/>
Combien estimez-vous la compensation de votre propriété ?
Est-ce que les gens acceptent-ils de négocier les prix qui compenseront leurs biens ?	Oui <input type="checkbox"/> Certains oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas <input type="checkbox"/>

Avez- vous d'autres informations à ajouter

.....
.....
.....

IX. REMARQUES

Résultat	Complété <input type="checkbox"/> Partiellement complété <input type="checkbox"/> Reporté <input type="checkbox"/> Refusé <input type="checkbox"/> Autres <input type="checkbox"/>
Vérification	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>

15.3. Résultats des enquêtes

Légende	
	PAPs enquêtées
	PAPs non enquêtées
	Etat

15.3.1. Identifications des PAPs

Lot	Numéro de la parcelle à acquérir		Surface à exproprier (m²)					
			Privé		Etat			
			Formel	Informel				
Lot1	1	1	1			71563	25457	63881
	2	2	1				819	
	3	3		1			49	
	4	4	1				1265	
	5	5	1		2674			
	6	6	1		2099			
	7	7	1		1613			
	8	8		1			235	
	9	9	1		9			
	10	10		1			383	
	11	11		1			274	
	12	12		1			103	
	13	13		1	1522			
	14	14	1		4643			
	15	15	1				1131	
	16	16		1			244	
	17	17		1	1086			
	18	18		1	953			
	19	19		1	994			
	20	20		1			95	
	21	21	1		5929			
	22	22		1	801			
	23	23		1			129	
	24	24	1		3091			
	25	25	1				1546	
	26	26		1			341	
	27	27	1				415	
	28	28	1				1171	
	29	29		1			83	
	30	30		1			102	
	31	31	1				3218	
	32	32	1				4417	
	33	33	1		1539			
	34	34	1		2464			
	35	35	1		1291			
	36	36	1		1301			
	37	37		1			201	
	38	38	1				360	
	39	39	1				69	
	40	40	1		380			
	41	41		1	1198			
	42	42	1				6183	
	43	43	1		2509			
	44	44	1				69	
	45	45		1	3142			
	46	46		1	131			
	47	47		1			83	
	48	48		1			132	
	49	49		1			253	
	50	50	1				2949	
	51	51		1	1542			
	52	52		1	451			
	53	53	1		372			
	54	54	1		465			
	55	55	1				827	
	56	56	1				1136	
	57	57		1			53	
								135444

	58	58	1		1543				
	59	59		1			115		
	60	60	1		171				
	61	61	1				1534		
	62	62	1		133				
	63	63		1			15		
	64	64	1		72				
	65	65	1		219				
	66	66	1		42				
	67	67	1		42				
	68	68	1		72				
	69	69	1				301		
	70	70	1				809		
	71	71	1				590		
	72	72	1		23				
	73	73		1	254				
	74	74		1			53		
	75	75	1				620		
	76	76	1		450				
	77	77	1		1104				
	78	78	1		69				
	79	79		1	30				
	80	80		1	18				
	81	81	1				897		
	82	82	1		123				
	83	83		1			63		
	84	84		1	30				
	85	85	1				794		
	86	86	1		48				
	87	87	1				54		
	88	88	1		279				
	89	89	1				686		
	90	90	1		1084				
	91	91	1		354				
	92	92		1			58		
	93	93	1				422		
	94	94	1		550				
	95	95	1		572				
	96	96	1		397				
	97	97		1	709				
	98	98	1		950				
	99	99		1	693				
	100	100	1		590				
	101	101		1			74		
	102	102		1			34		
	103	103		1	455				
	104	104		1	666				
	105	105		1			39		
	106	106		1			1		
	107	107		1			3		
	108	108	1		745				
	109	109	1				626		
	110	110	1		16				
	111	111	1		47				
	112	112		1			52		
	113	113	1		360				
	114	114		1			24		
	115	115		1	900				
	116	116	1		154				
	117	117		1			31		
	118	118	1		303				
	119	119	1		710				
	120	120	1		345				
	121	121		1			93		
	122	122		1			63		
	123	123		1	131				
	124	124	1		21				
	125	125	1		28				
	126	126	1		3				
	127	127	1		39				
	128	128	1		58				
	129	129		1	10				
	130	130		1			77		
	131	131		1			12		

	132	132	1		175			
	133	133		1	315			
	134	134		1	468			
	135	135		1	113			
	136	136	1			64		
	137	137		1	120			
	138	138		1	102			
	139	139		1		102		
	140	140		1		18		
	141	141		1	875			
	142	142		1	69			
	143	143		1	14			
	144	144		1	5			
	145	145	1		728			
	146	146		1		48		
	147	147	1			467		
	148	148		1	433			
	149	149	1		643			
	150	150		1		193		
	151	151		1		46		
	152	152		1		41		
	153	153	1			40		
	154	154		1		189		
	155	155	1		22			
	156	156		1	49			
	157	157		1	19			
	158	158	1		42			
	159	159		1		18		
	160	160		1	14			
	161	161		1	142			
	162	162		1	405			
	163	163		1	18			
	164	164		1		43		
	165	165		1	96			
	166	166		1	63			
	167	167		1	21			
	168	168		1		67		
	169	169		1	179			
	170	170		1	386			
	171	171		1	46			
	172	172	1		716			
	173	173	1		2			
	174	174	1		35			
	175	175		1	2			
	176	176		1	11			
	177	177		1	7			
	178	178		1		6		
	179	179		1	79			
	180	180		1	8			
	181	181		1		93		
	182	182		1	158			
	183	183	1		197			
	184	184		1	238			
	185	185	1		256			
	186	186	1		58			
	187	187		1		9		
	188	188		1	232			
	189	189		1	204			
	190	190		1	83			
	191	191		1	123			
	192	192		1		25		
	193	193		1		44		
	194	194		1	45			
	195	195	1		607			
	196	196		1	54			
	197	197		1		46		
	198	198		1	725			
	199	199		1	594			
	200	200		1	151			

	201	201		1	118				
	202	202		1			41		
	203	203		1	109				
	204	204		1	153				
	205	205		1	41				
	206	206		1	82				
	207	207		1			24		
	208	208	1		72				
	209	209		1	59				
	210	210		1	5				
	211	211		1			6		
	212	212		1	59				
	213	213		1	68				
	214	214		1	81				
	215	215		1	104				
	216	216		1			25		
	217	217		1	27				
	218	218		1	35				
	219	219		1			56		
	220	220		1	8				
	221	221		1	13				
	222	222		1			36		
	223	223		1	7				
	224	224		1	13				
	225	225		1			90		
	226	226		1	126				
	227	227	1		119				
	228	228		1	23				
	229	229		1	121				
	230	230		1	15				
	231	231		1	10				
	232	232		1	228				
	233	233	1		21				
	234	234		1			48		
	235	235		1			4		
	236	236	1		484				
	237	237	1		14				
	238	238	1		318				
	239	239	1		350				
	240	240	1		124				
	241	241	1		127				
	242	242		1	10				
	243	243	1		123				
	244	244	1				42		
	245	245		1			18		
	246	246	1		64				
	247	247	1		274				
Lot2	248	1		1		223	4015	301155	301378
	249	2		1			4600		
	250	3		1			5365		
	251	4		1			16282		
	252	5		1			419		
	253	6		1			71082		
	254	7	1				103		
	255	8	1				84		
	256	9	1				113		
	257	10	1		34		-		
	258	11	1		69		-		
	259	12	1		120		-		
	260	13	1				13		
	261	14	1				18		
	262	15	1				5536		
	263	16	1				3646		
	264	17	1				237		
	265	18	1				208		
	266	19	1				584		

	267	20	1				32		
	268	21	1				6316		
	269	22	1				1589		
	270	23	1				357		
	271	24	1				2793		
	272	25	1				15		
	273	26	1				1087		
	274	27		1			7593		
	275	28		1			165111		
	276	29		1			1884		
	277	30		1			124		
	278	31		1			99		
	279	32		1			230		
	280	33		1			369		
	281	34		1			8		
	282	35		1			16		
	283	36		1			619		
	284	37		1			608		
Lot 3	285	1	1				15750		
	286	2	1				342		
	287	3	1				34039		
	288	4	1				100		
	289	5	1				26231		
	290	6	1				2636		
	291	7	1				38698		
	292	8	1				1957		
	293	9	1		5714				
	294	10	1		127				
	295	11	1		3876				
	296	12	1		2465				
	297	13	1		2361				
	298	14		1	168				
	299	15	1		2837				
	300	16	1		2783				
	301	17	1			7033			
	302	18	1			2607			
	303	19		1	206				
	304	20	1		154				
	305	21	1		1586				
	306	22	1		2840				
	307	23	1		4748				
	308	24	1		1628				
	309	25	1		1980				
	310	26	1		294				
	311	27	1		629				
	312	28	1		945				
	313	29	1		709				
	314	30	1		4662				
	315	31	1		3139	198327		285804	484131
	316	32	1		1237				
	317	33	1		844				
	318	34	1		3484				
	319	35		1	3623				
	320	36	1		5721				
	321	37	1		3675				
	322	38	1		1238				
	323	39	1		7251				
	324	40	1			10489			
	325	41	1			2234			
	326	42	1		5669				
	327	43	1		1811				
	328	44	1		445		3431		
	329	45		1		263			
	330	46	1		821				
	331	47	1		1827				
	332	48	1		9207				
	333	49	1		2170				
	334	50		1		135			
	335	51	1		4232				
	336	52	1		3963				
	337	53		1	7839				
	338	54	1		4944				
	339	55	1		2353				
	340	56	1		1736				
	341	57	1		1661				
	342	58	1		1353				
	343	59	1		1064				
	344	60	1		2273				
	345	61	1		3669				

	346	62		1			259		
	347	63	1		9200				
	348	64	1				64609		
	349	65	1				7480		
	350	66		1			313		
	351	67	1		1475				
	352	68	1		218				
	353	69	1				5635		
	354	70	1				94		
	355	71	1				1202		
	356	72	1				59169		
	357	73	1		4789				
	358	74	1		5732				
	359	75		1			684		
	360	76	1		6922				
	361	77	1		3053				
	362	78	1		82				
	363	79	1		631				
	364	80	1		6261				
	365	81	1		338				
	366	82	1		147				
	367	83	1		7003				
	368	84		1			327		
	369	85	1		12562				
	370	86	1				53		
	371	87	1		856				
	372	88	1				34		
	373	89	1		375				
	374	90	1		461				
	375	91		1	1090				
	376	92	1		1001				
	377	93	1		2722				
	378	94	1		524				
	379	95	1		392				
	380	96	1		202				
	381	97	1		90				
	382	98	1		462				
	383	99	1		645				
	384	100	1		369				
	385	101	1		70				
	386	102	1		799				
	387	103	1		243				
	388	104	1		54				
	389	105	1		478				
	390	106	1		429				
	391	107	1		237				
	392	108	1		213				
	393	109		1	241				
Total- Nombre	393	-	222	171	270113	270113	650840	650840	920953
Total-%			56%	44%	29%		71%		100%

15.3.2. Identification de l'occupation du bien à acquérir et avis du PAPs sur le projet et compensation selon les PAPs

Lot	Identification de l'occupation du bien à acquérir		Avis du PAPs sur le projet	
	Utilisation de tout le terrain	Occupation de la partie à acquérir	Pour ou contre le projet	
			Pour le projet	Contre le projet
Lot1				
	terrain nu	terrain nu	1	
	terrain nu	terrain nu	1	
	terrain nu	terrain nu	1	
	terrain nu	terrain nu	1	
	terrain nu	terrain nu	1	
	terrain nu	terrain nu	1	
	terrain nu	terrain nu	1	
	terrain nu	terrain nu	1	
	terrain nu	terrain nu	1	
	terrain nu	terrain nu	1	
	Terrain nu	Terre	1	
	terrain nu	terrain nu	1	
	Terrain nu	Terre	1	
	Terrain nu	Terre	1	
	terrain nu	terrain nu	1	
	terrain nu	terrain nu	1	
terrain nu	terrain nu	1		

	terrain nu	terrain nu	1	
	terrain nu	terrain nu	1	
	terrain nu	terrain nu	1	
	terrain nu	terrain nu	1	
	terrain nu	terrain nu	1	
	terrain nu	terrain nu	1	
	Logement	terre et cloture	1	
	Logement	terre et cloture	1	
	terrain nu	terrain nu	1	
	Villa	terre	1	
	villa	terre	1	
	terre	terre	1	
	terre	terre	1	
	terre	terre	1	
	terre	terre	1	
	terre	terre	1	
	terre	terre	1	
	terre	terre	1	
	terre	terre	1	
	terre	terre	1	
	TERRE	TERRE		
	terre	terre	1	
	TERRE	TERRE		
	TERRE	TERRE		
	villa	terre et cloture	1	
	TERRE	TERRE		
	TERRE	TERRE		
	TERRE	TERRE		
	TERRE	TERRE		
	TERRE	TERRE		
	TERRE	TERRE		
	TERRE	TERRE		
	TERRE	TERRE		
	TERRE	TERRE		
	TERRE	TERRE		
	TERRE	TERRE		
	Villa	Trottoir		1
	TERRE	TERRE		
	TERRE	TERRE		
	TERRE	TERRE		
	TERRE	TERRE		
	villa	Terre et cloture	1	
	Villa	Terre et cloture	1	

	TERRE	TERRE		
	TERRE	TERRE		
	Villa	Terre et cloture		1
	TERRE	TERRE		
	TERRE	TERRE		
	Villa	Terre	1	
	TERRE	TERRE		
	TERRE	TERRE		
	Maison et magasin	Cloture+terre +magasin	1	
	Villa	Terre et cloture		1
	Villa	Cloture et terre	1	
	Villa	troittoire	1	
	Terrain nu	Terrain nu	1	
	TERRE	TERRE		
	TERRE	TERRE		
	TERRE	TERRE		
	Terrain nu	Terrain nu	1	
	Terrain nu	Terrain nu	1	
	TERRE	TERRE		
	TERRE	TERRE		
	Villa	terre et cloture	1	
	Terre cloturée	TERRE	1	
	Terre cloturée	TERRE	1	
	TERRE	TERRE		
	TERRE	TERRE		
	TERRE	TERRE		
	Maison	Terrain nu	1	
	TERRE	TERRE		
	Maison	Terre et cloture	1	
	TERRE	TERRE		
	TERRE	TERRE		
	terrain nu	terrain nu	1	
	terrain nu	Terrain nu	1	
	terrain nu	Terrain nu	1	
	Villa	Cloture et terre	1	
	Villa	Cloture et terre	1	
	Villa	Cloture et terre	1	
	Terrain nu	Terrain nu	1	
	Terrain nu	Terrain nu	1	
	Villa	terre + cloture+ garage	1	
	Villa	Cloture et terre		1
	Villa	Cloture et terre		1

	Villa et magasin	Magasin + terre + cloture	1	
	Villa	Cloture et terre		1
	Villa	Cloture et terre	1	
	Villa	Cloture et terre	1	
	Villa	Cloture et terre		1
	Villa	cloture et terre		1
	Villa et magasin	cloture+ terre+ magasin	1	
	Maison	Cloture et terre	1	
	Maison	Cloture et terre	1	
	terrain nu	terrain nu	1	
	Logement	Logement		1
	Logement	Logement		1
	Logement	Logement		1
	Logement	Terre	1	
	Logement	Terre	1	
	Villa	Villa et terre		1
	terrain nu	terrain nu	1	
	Logement	Logement		1
	Terre	Terre	1	
	Logement et commerce	Logement et commerce		1
	terrain nu	terrain nu	1	
	terrain nu	terrain nu	1	
	terrain nu	terrain nu	1	
	terrain nu	terrain nu	1	
	terrain nu	terrain nu	1	
	terrain nu	terrain nu	1	
	terrain nu	terrain nu	1	
	Logement	Logement		1
Lot2				
	terrain nu	terrain nu	1	
	terrain nu	terrain nu	1	
	terrain nu	terrain nu	1	

15.3.3. Caractéristiques des PAPs (Résident?, Niveau d'instruction et taille de la famille)

Page | 103

1	1							1			1,00	
1	1							1			1,00	
1	1							1		1,00		
1	1						1			1,00		
1	1						1			1,00		
1	1					1					1,00	
1	1					1					1,00	
1	1					1					1,00	
1	1											1,00
1	1					1					1,00	
1	1						1			1,00		
1	1				1						1,00	
1	1							1			1,00	
	1	1						1		1,00		
1	1							1			1,00	
1	1						1				1,00	
1	1							1			1,00	
1	1							1				1,00
1	1							1		1,00		
1	1						1			1,00		
1	1						1				1,00	
1	1				1					1,00		
1	1				1						1,00	
1	1							1			1,00	
1	1							1		1,00		
1	1						1				1,00	
1	1							1			1,00	
1	1				1							1,00
	1	1									1,00	
1	1							1			1,00	
	1	1					1				1	
1	1					1					1,00	

Total-Nombre	50	103	152	0	0	1	12	26	50	65	1	51	77	24
Total-%	33%	67%	99%	0%	0%	1%	8%	17%	33%	42%	1%	33%	50%	16%

15.3.4. Accès aux services communs (B: Bonne, M: Moyen et m: mauvaise)

[illegible]

	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
		1			1			1			1			1			1			1			1		
		1			1			1			1			1			1			1			1		
		1			1			1			1			1			1			1			1		
		1			1			1			1			1			1			1			1		
		1			1			1			1			1			1			1			1		
		1			1			1			1			1			1			1			1		
		1			1			1			1			1			1			1			1		
		1			1			1			1			1			1			1			1		
		1			1			1			1			1			1			1			1		
		1			1			1			1			1			1			1			1		
		1			1			1			1			1			1			1			1		
		1			1			1			1			1			1			1			1		
		1			1			1			1			1			1			1			1		
		1			1			1			1			1			1			1			1		
		1			1			1			1			1			1			1			1		
		1			1			1			1			1			1			1			1		
		1			1			1			1			1			1			1			1		
		1			1			1			1			1			1			1			1		
		1			1			1			1			1			1			1			1		
		1			1			1			1			1			1			1			1		
		1			1			1			1			1			1			1			1		
		1			1			1			1			1			1			1			1		
		1			1			1			1			1			1			1			1		
		1			1			1			1			1			1			1			1		
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1			1			1			1			1			
	1			1			1			1															

[illegible]

				1								1
		1				1						
				1					1			
				1					1			
		1				1						
		1				1						
		1				1						
		1				1						
		1				1						
			1			1						
		1				1						
		1				1						
		1				1						
				1					1			
		1				1						
		1					1					
				1					1			
				1					1			
		1				1						
				1								1
		1				1						
				1					1			
	1					1						
		1				1						
				1								1
				1					1			
		1				1						

Lot1				1				1				
			1				1					
			1				1					
			1				1					
				1				1				
				1				1				
				1				1				
				1				1				
				1				1				
				1				1				
				1				1				
			1				1					
Lot2												
Lot3			1				1					
					1				1			
					1				1			
		1					1					
		1							1			
			1				1					
					1							1
			1				1					

15.4. PV de la consultation publique

15.4.1. Introduction

Le présent rapport de synthèse des plaintes, complète la structure du Plan d'Action de Réinstallation (PAR) du projet de la pénétrante Nord-Sud de la ville de Sfax.

Pour rappel, la démarche du projet comprend trois (3) phases :

- La phase 1 : Préparation du Plan d'action de réinstallation (PAR) provisoire.
- La phase 2 : Rapport de synthèse des plaintes des personnes affectées par le projet et leur gestion.
- La phase 3 : L'élaboration du plan d'action de réinstallation définitif.

Faisant suite à l'élaboration du Plan d'action de réinstallation (PAR) provisoire qui restitue le processus de l'identification des PAPs et les résultats de l'enquête socioéconomique, l'équipe des consultants (CETA) a procédé à la phase (II) qui concerne les réunions de consultation et de négociations publiques qui visent à amorcer la gestion des plaintes et leurs organisations.

Le présent rapport restitue le processus de la phase II et capitalise les résultats de « synthèse des plaintes ».

15.4.2. Participation communautaire et consultation des PAPs

Depuis la première phase de l'établissement du PAR provisoire, l'équipe de consultants, assistée par les autorités régionales et locales, a opté pour une démarche de communication/information participative afin de faciliter l'identification des PAPs et procéder à leur implication et adhésion au processus du projet. Cette démarche portant faveur au dialogue et aux échanges a généré une bonne ambiance de coopération entre les PAPs et les parties institutionnelles mais aussi au sein du groupe des PAPs.

Afin d'optimiser ces effets de participation, une consultation publique avec les autorités régionales et les personnes affectées par le projet a eu lieu au niveau du siège du gouvernorat de Sfax le 13/10/2017. L'équipe des consultants a aussi opéré des réunions avec les PAPs sous forme de petits groupes « 3 focus groupes » pour expliquer le processus du PAR et préparer le déroulement des enquêtes individuelles.

L'organisation de cette consultation publique & Focus groupes a été d'une manière générale conçue et animée par une présentation (PPT-voir ci dessous) et interféré par des présentations des plans de superpositions des plans parcellaires avec des images satellitaires (Google Earth).

L'agenda de la consultation publique et les focus groupes s'est réalisé autour de trois axes :

- Informer les PAPs sur le projet et expliquer la question de l'expropriation pour l'intérêt public, les droits des PAPs, et les responsabilités institutionnelles ;
- Initier le débat autour de l'intérêt et la plus value de la participation des PAPs et celle de la société civile et son rôle pour optimiser les impacts de durabilité du projet ;

- Modérer la discussion en séance plénière sur la base des questions recueillis auprès des présents ;
- Informer sur les 3 étapes du PAR et procéder à la prise de rendez vous avec les PAPs pour accomplir les questionnaires inachevés.

Les résultats de cette démarche ont pu concourir à établir généralement une bonne confiance avec les PAPs. Ces derniers ont confirmé leurs prédispositions à coopérer dans le cadre de l'actuel PAR et notamment lors de la deuxième phase.

15.4.3. Démarche suivie pour la préparation de la consultation publique

Mandat & objectif de la consultation publique (rappel)

L'objectif de la phase est de rendre compte, de façon synthétique et objective des principaux points de vue exprimés par la population lors de la consultation publique.

a-Préparation des documents

Afin de rendre l'information accessible à tous, une brochure expliquant le processus et la démarche de la gestion des plaintes ainsi que des fiches de formulation des plaintes en deux langues (arabes et français) ont été conçues et imprimées en nombres suffisant et distribuées aux PAPs.

Pour ce qui est de son contenu, la brochure illustre les messages essentiels et les informations importantes à transmettre : Procédure d'expropriation selon les dispositions de la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016 et gestion des plaintes (objectifs et présentation d'ensemble + types de plaintes et conflits liés au PAR + Mécanisme de résolution) : Voir ci dessous.

b-Invitation des PAPs

Toutes les PAPs (voir annexe III) et près d'une dizaine de représentants des autorités locales ont été informés de la tenue de la consultation et ce à travers plusieurs moyens :

- Des affiches indiquant la date, le lieu et l'objet de la consultation publique au niveau de siège du gouvernorat de Sfax, communes de Sakiet Eddaier, Gremda, El Ain, Thyna & Sfax ville et au sein des délégations de Sakiet Eddaier et Sfax Médina.
- Des invitations, par messages téléphoniques, indiquant la date, le lieu et l'objet de la consultation ont été adressés par l'équipe des consultants (CETA) à tous les PAPs : voir ci dessous.

c-Invitation des ONGs

Les responsables de 9 associations intervenantes dans les domaines de l'environnement et du développement local ont été invitées à prendre part à la consultation publique (voir ci dessous).

15.4.4. Déroulement de la Consultation publique

15.4.4.1. Participants

Les participants à la consultation publique sont comme suit :

- 22 personnes affectées par le projet.
- 14 représentants des institutions (Gouvernorat, équipement, domaine de l'état et OTC) et autorités locales (communes et délégations).
- 2 membres de bureau d'études CETA.
- 1 membre d'ONG

15.4.4.2. Objectifs

Le déroulement des consultations a été conduit selon 3 objectifs spécifiques intrinsèquement liés, ces objectifs consistent à :

- ✓ Informer les PAPs des résultats de l'enquête socio-économique ;
- ✓ Expliquer le processus de gestion des plaintes (finalité et pertinence, procédures administratives et réglementaires, les personnes à contacter, etc..) ;
- ✓ Recueillir les plaintes des PAPset proposer des solutions adéquates avec toutes les parties concernées par le projet (l'administration et les PAPs).

15.4.4.3. Déroulement de la consultation publique

Monsieur le secrétaire générale du gouvernorat de Sfax a ouvert la réunion par la présentation des institutions, autorités locales et bureau d'études présents dans cette consultation. Puis, il a introduit le projet, son intérêt à l'échelle nationale et régionale et il a exposé les objectifs de cette réunion.

Puis, il a passé la parole au directeur régional de l'équipement de Sfax qui a commencé par la présentation de l'objectif et la démarche de la consultation (ordre du jour) et son cadrage dans le processus de l'élaboration du PAR.

Ensuite, Mme ImenBAHROUNI (ingénieur au ministère de l'équipement, chargé du projet PNS) a exposé brièvement le volet technique du projet PNS (phases, localisations, budget, dimensions, etc.).

A la suite de cette présentation, M. Abdellatif MAALEJ (expert social), dans son bref exposé, a développé les points suivants :

- ✓ Un rappel pointu et succinct de la démarche de réalisation de l'étude PAR;
- ✓ Les résultats du PAR-provisoire et particulièrement de l'enquête socio-économique ;
- ✓ Procédure d'expropriation selon les dispositions la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016 ;
- ✓ Les étapes du mécanisme de gestions des plaintes (dépôt, enregistrement, traitement et réponse).

Suite à ce cadrage introductif, la parole a été accordée à la salle durant environ deux heures pendant laquelle des questions, observations, critiques et suggestions ont été exprimés.

N.B. :

- Des brochures et des fiches de plaintes ont été distribuées aux PAPs ;

- Une lecture de ces outils a aussi été réalisée afin de faciliter une compréhension commune du contenu par les PAPs.

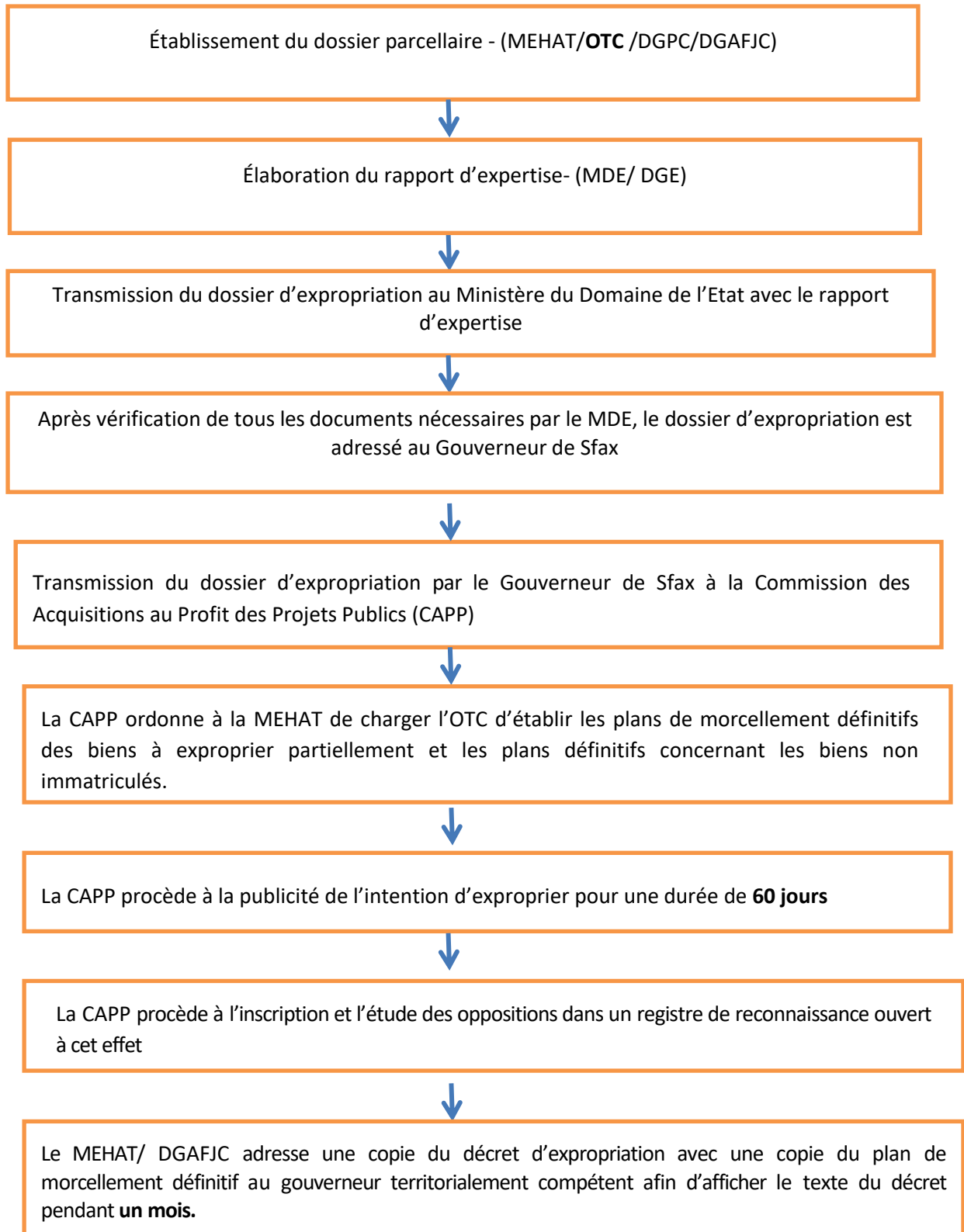
La dernière séance des deux consultations a été consacrée à remplir les fiches de plainte. L'équipe des consultants a interagi pour assister les PAPs à remplir les formulaires et à appuyer quelques personnes ayant des difficultés à le faire.

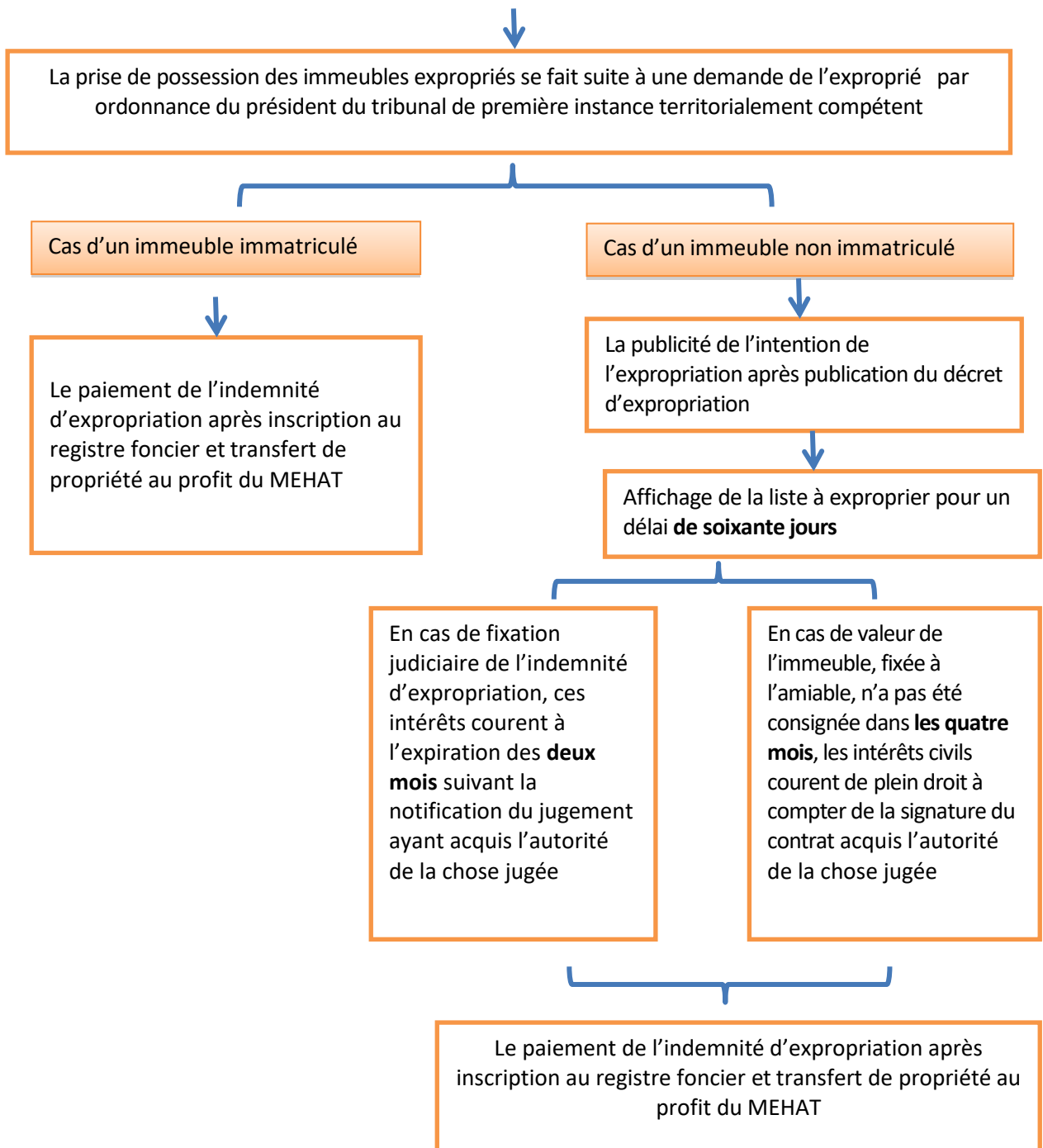
Un total de 16 fiches de plainte a été recueilli. Plusieurs PAPs ont présentées leurs plaintes/observations/remarques oralement.

L'illustration photo de ces réunions sont présentées ci-dessous.

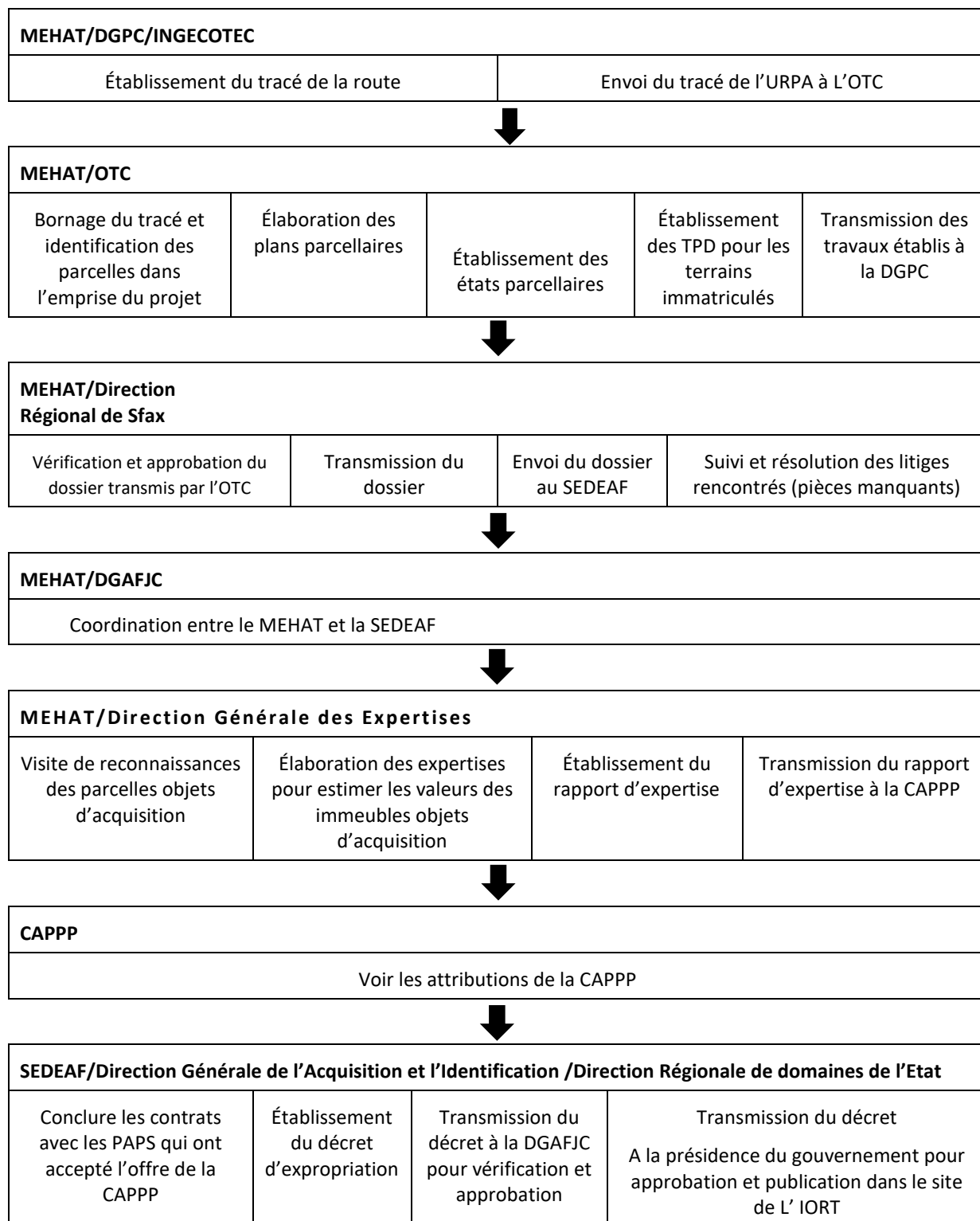
15.4.5. Spécificités locales en matière institutionnelle et organisationnelle

15.4.5.1. Procédure d'expropriation selon les dispositions la loi n° 2016-53 du 11 juillet 2016





15.4.5.2. Responsabilités institutionnelles



15.4.5.3. Gestion des plaintes

◆ Objectifs et présentation d'ensemble

Le mécanisme de gestion des plaintes est mise en place parla commission d'acquisition au profit des projets d'intérêts publics, conformément à la réglementation, pour permettre à toutes les parties prenantes, et en particulier celles qui sont affectées par le Projet, de fournir leur appréciation des propositions du Projet, de canaliser leurs préoccupations, et

ainsi d'accéder à des informations ou de rechercher un recours ou une résolution. Ce mécanisme doit être efficace, accessible, prévisible, équitable, transparent, compatibles avec les droits humains, basé sur l'engagement et le dialogue, et permettre à toutes les parties concernées, y compris le promoteur du Projet, de tirer des enseignements.

♦ Types de plaintes et conflits liés au PAR

Des conflits peuvent subvenir au cours de la mise en œuvre du PAR. L'expérience montre que de nombreuses plaintes pourront être enregistrées. Dans la pratique, les plaintes et conflits qui apparaissent au cours de la mise en œuvre d'un programme de réinstallation et de compensation peuvent être les suivants :

- ✓ Erreurs dans l'identification et l'évaluation des biens, des zones d'usage, etc. ;
- ✓ Désaccord sur les limites des parcelles/zones d'usage, soit entre la personne affectée et l'agence d'expropriation, ou soit entre deux voisins ;
- ✓ Conflit sur la propriété d'un bien (deux personnes/villages affectées, ou plus, déclarent être le propriétaire d'un certain bien) ;
- ✓ Désaccord sur l'évaluation d'une parcelle/zone d'usage ou d'un autre bien ;
- ✓ Successions, divorces, et autres problèmes familiaux, provoquant des conflits entre héritiers ou membres d'une même famille concernant une propriété ou des parties d'une propriété ou encore d'un autre bien donné ;
- ✓ Désaccord sur les mesures de réinstallation, sur l'emplacement d'un site de réinstallation ou le type de compensation ou d'habitat proposé ou encore les caractéristiques de la parcelle ou la qualité des nouvelles zones d'usage.

♦ Mécanisme de résolution

Conformément aux dispositions de la loi, la commission des acquisitions au profit des projets publics reçoit et inscrit les plaintes et les oppositions dans un registre de plainte ouvert spécialement pour ce projet. Puis elle procède à une enquête pour la vérification de ses prétentions.

Par ailleurs, toute autre personne concernée peut se présenter aux **Comité de Suivi, de Médiation et d'Accompagnement** et enregistrer leurs observations dans le registre de reconnaissance ouvert à cet effet.

I. Règlement des litiges à l'amiable

L'option privilégiée pour le règlement des différents cas de plaintes et de doléances enregistrées et ceux qui peuvent subvenir dans le cadre du PAR, est le traitement à l'amiable.

Dans tous les cas la commission acquisitions au profit des projets publics développe une approche conciliante afin de préserver les droits et les intérêts de chaque partie.

En cas d'échec, après épuisement de toutes les voies de négociation à l'amiable, le plaignant peut saisir les juridictions compétentes en la matière.

II. Règlement des litiges par voie judiciaire

Tout propriétaire ou présumé tel dont le nom ne figure pas sur la liste descriptive comportant les noms des propriétaires suite à la publicité de l'intention d'exproprier doit adresser son recours à la commission d'acquisition au profit des projets publics. Il doit présenter son opposition dans un délai maximum de soixante jours, à compter de la date de la publication de l'intention d'expropriation.

Tout propriétaire ou présumé tel dont s'opposant à la valeur de l'indemnité provisoire fixée par l'expropriant suite à la publicité de l'intention d'exproprier. Il doit adresser son recours au secrétariat de la commission des acquisitions au profit des projets publics et doit présenter son opposition dans un délai maximum de soixante jours, à compter de la date de la publication de l'intention d'expropriation

Dans les quinze jours qui suivent son opposition sur la valeur de l'indemnité provisoire, il peut obtenir une ordonnance judiciaire afin d'évaluer son immeuble ainsi que les plantations, bâtiments et les constructions existants, afin de contester le cas échéant judiciairement ladite valeur.

Tout propriétaire ou présumé tel dont s'opposant sur l'identification de l'immeuble ou sur ses composantes doit adresser son recours au secrétariat de la commission des acquisitions au profit des projets publics. Cette dernière procède à une enquête pour la vérification de ses prétentions, l'opposant ou toute autre personne concernée peuvent se présenter à la commission et enregistrer leurs observations dans le registre de reconnaissance ouvert à cet effet.

Tout propriétaire ou présumé tel dont il ne présente pas de titre de propriété ou si le titre présenté ne paraît pas régulier doit transmettre une liste indiquant la situation de l'immeuble exproprié, sa superficie et le nom du présumé propriétaire au gouverneur pour procéder à son affichage au siège du gouvernorat un délai de soixante jours

Tout propriétaire ou présumé tel doit se présenter au gouverneur dans les délais du dépôt du décret pour présenter les titres de propriété de l'immeuble exproprié, et dans le même délai et informer le gouverneur ou le MEHAT des noms des locataires et des détenteurs de droits grevant l'immeuble exproprié. S'il ne procède pas intentionnellement à la déclaration précitée, il sera tenu envers les ayants droit du paiement des indemnités qui leurs sont dues.

Quand la valeur de l'immeuble, ayant été fixée à l'amiable, n'a pas été acquittée ou consignée dans les quatre mois de sa date de fixation, les intérêts civils courent de plein droit à compter de la signature du contrat.

En cas de fixation judiciaire de l'indemnité d'expropriation, ces intérêts courent à l'expiration des deux mois suivant la notification du jugement ayant acquis l'autorité de la chose jugée.

15.4.6. Synthèse des plaintes

15.4.6.1. Généralités

Le premier constat à propos la consultation publique, les focus groupes et le contact direct des PAPs lors de la réalisation des enquêtes socio-économique est globalement celui de la non-objection de la population concernée pour l'exécution du projet.

On note ainsi que les PAPs ont réitéré leur forte adhésion et motivation pour le projet vue sa pertinence (faciliter l'accès à leurs biens, augmentation de la valeur de leurs biens, amélioration de la qualité de vie dans cette zone surtout pendant la saison pluviale, réduction de l'embouteillage, réduction des accidents, gain du temps, etc.).

Ils ont également exprimé leur contentement et satisfaction de la nouvelle approche de communication et de dialogue entre la population et l'administration. Dans ce sens, Ils ont également relaté la plus value de l'intervention du bureau d'études en tant que tierce partie et son rôle pour assurer une ambiance de confiance et de dialogue constructif.

Constat général de l'avis des PAPs sur le projet :

Toutes les PAPs sont pour la réalisation. Généralement, Il n'y a pas eu de plaintes au niveau de la zone agricole du lot n°1 et des lots n° 2 (Théâtre municipal – Sidi Salem) et n°3 (Sidi Salem – Fin du projet/Zone industrielle Thyna). Dans ces zones, les PAPs sont très motivées pour le projet.

Cependant, on attire l'attention que seulement les PAPs au niveau de la zone urbaine de la route de Habbana côté de la faculté de biotechnologie médicale refusent l'expropriation et la démolition des constructions en dur. Ils affirment avoir déjà suivi et obéi aux exigences du plan d'aménagement urbain avant de bâtir leurs biens. Ils ajoutent qu'ils ont fait et respecter les retraits nécessaires avant de construire.

Ces dernières demandent de réduire ou décaler l'emprise de la route de Habbana vers la rive droite ou il y a des terrains nus (de théâtre de Sidi Mansour vers la ceinture n°11).

15.4.6.2. Plaintes et recommandations des PAPs

Pour les 16 fiches de plaintes recueillies, on note que 6 PAPs qui n'ont enregistré aucune plainte.

22 PAPs ont enregistré 53 plaintes ou remarques que l'on peut classer en trois types :

- l'indemnisation/compensation (15 plaintes/remarques/questions)
- Technique (38 plaintes/remarques/questions)
- Aucune plainte/satisfait (8 PAPs)

En effet, les actions/propositions souhaitées par les plaignants se résument dans les points ci après :

(i) Au sujet de l'indemnisation

- L'indemnisation pour les parcelles à acquérir ;
- L'indemnisation doit tenir compte de l'occupation des parcelles ;
- L'indemnisation doit tenir compte des diversités de prix entre les zones à exproprier ;

- Accélérer les étapes administratives pour l'indemnisation ;
- Possibilité de disposer de l'indemnisation avant le démarrage des travaux ;
- Discussions sur les prix d'indemnisation ;
- Préciser la surface à acquérir pour chaque propriétaire.

(ii) Au sujet de l'emprise

- Réduire le maximum possible la superficie à exproprier ;
- Décaler l'emprise de la route de Habbana vers la partie droite (de théâtre de sidi Mansour vers la ceinture n°11) ;
- Fournir un plan parcellaire pour chaque propriétaire en indiquant la superficie détaillée à acquérir ;
- Informer au préalable les PAPs sur toutes les étapes d'avancement des travaux ainsi que le démarrage afin qu'ils puissent prendre les précautions nécessaires ;
- Il est impératif d'informer les PAPs sur les dégâts possibles avant le démarrage des travaux ;
- Veiller à une bonne conception du réseau de drainage.

15.4.6.3. Réponses

Les réponses et interventions des consultants ont abordé les points suivants:

- L'indemnisation sera selon les prix réels des biens ;
- Au niveau de l'estimation des coûts d'indemnisation, il sera tenu compte de la différence des prix entre les zones et aussi de l'occupation du terrain (structure à démolir ...) ;
- La date de démarrage des travaux est prévue en juin 2018 et tous les PAPs seront informés au préalable ;
- L'itinéraire, l'emplacement et l'emprise ont été fixés suite à des études techniques, toutefois le bureau d'études et en concertation avec la direction régionale de l'équipement va essayer de trouver d'autres solutions techniques pour minimiser les surfaces et biens à exproprier ;
- On a présenté les superficies à exproprier pour chaque propriétaire ;
- Les travaux de piquetages sont déjà effectués par l'OTC ; d'ailleurs des piquets sont visibles tout au long de la route.

N.B.: le membre de l'ONG-histoire de Sfax a publié après la consultation publique un article sur cette consultation publique (voir site web de cette ONG).

- ➔ Le tableau ci-dessous synthétise les plaintes/remarques/questions et les recommandations pour résoudre les problèmes selon les PAPs ainsi que les réponses des consultants/experts.

Synthèse des plaintes/remarques/questions/recommandations des PAPs et les réponses des consultants/experts.

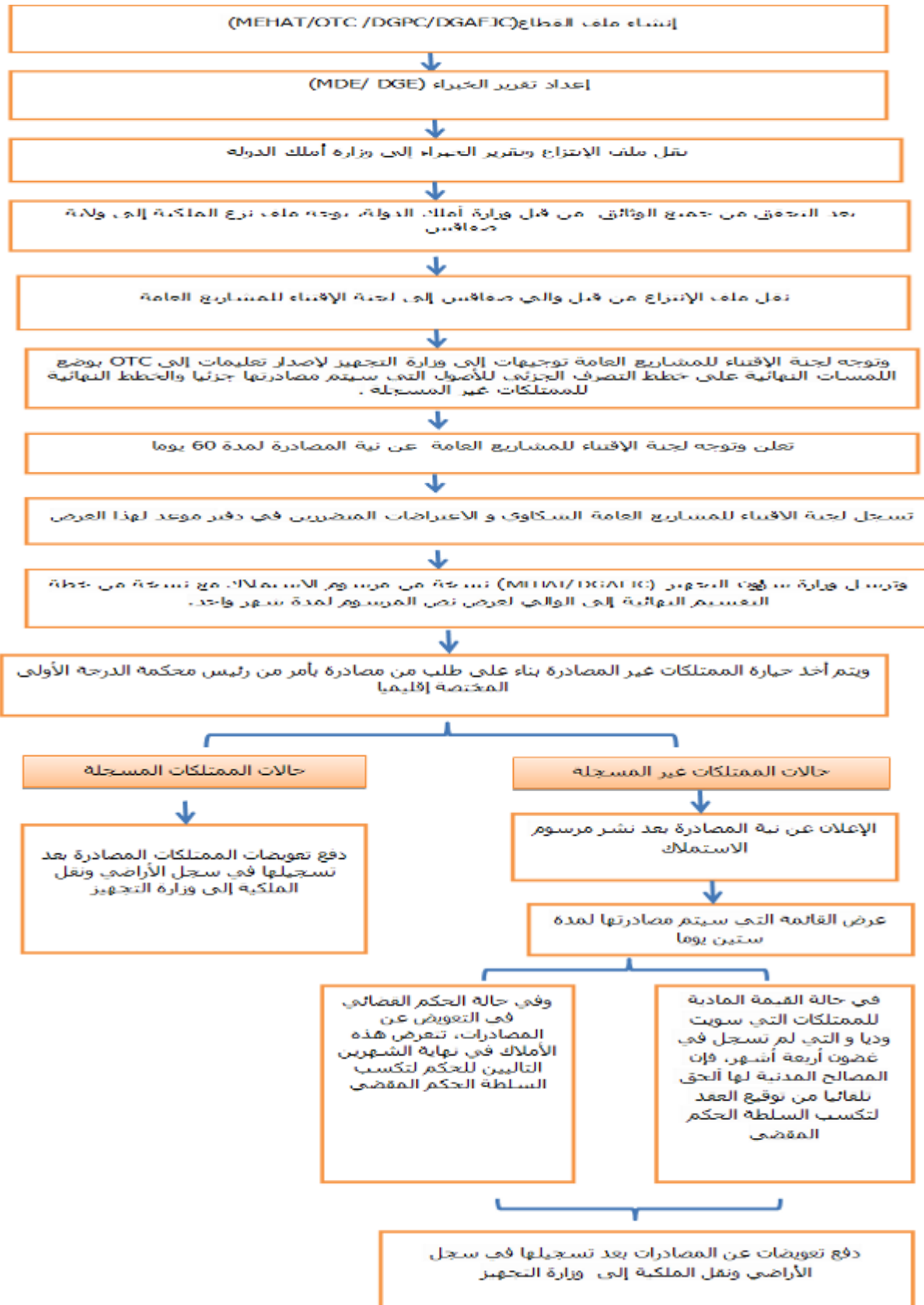
Types	Plaintes/Questions/Remarques	Nombres		Action souhaitée par les plaignants	Réponses
Indemnisation	Est-ce que l'indemnisation sera selon les prix réels des biens ?	2	15	Coût de l'indemnisation	Oui
	Est-ce qu'on va recevoir l'indemnisation pour les parcelles à acquérir ?	1		L'indemnisation pour les parcelles à acquérir.	Oui : Les compensations spécifiques seront déterminées par la CRC, en se basant aussi bien sur la matrice d'éligibilité que selon le calcul de tous les frais liés à la réinstallation ; Ce volet sera confié à l'expert du domaine de l'État.
	Est-ce que l'indemnisation va tenir compte de l'occupation des parcelles (garage, clôture, etc.).	1		L'indemnisation doit tenir compte de l'occupation des parcelles (grillages ...).	
	Est-ce que l'indemnisation va tenir compte des différences des prix entre les zones ?	6		L'indemnisation doit tenir compte des différences des prix entre les zones (agricole, urbaine et industrielle).	
	Quand on va recevoir l'indemnisation ?	1		Accélérer les étapes administratives pour l'indemnisation.	Ces requêtes vont être transmises aux hauts responsables du ministère de l'équipement et du ministère du domaine de l'état pour traitement et réponse.
	Est-ce que l'indemnisation va être versée avant le démarrage des travaux ?	3		Indemnisation avant le démarrage des travaux	
	Est-ce qu'il y'a des réunions de discussion sur les prix d'indemnisation avec les propriétaires ?	1		Discutions sur les prix d'indemnisation	Oui
Emprise	Vous pouvez réduire l'expropriation et la démolition des constructions en dur dans la partie urbaine de la route Habbana. Il y'a de l'espace dans la partie droite (de théâtre de sidi Mansour vers la ceinture n°11) où les constructions sont informels.	10	38	Décaler la route de Habbana	L'itinéraire, l'emplacement et l'emprise ont été fixées suite à des études techniques.
	L'emprise de la route de Habbana est grande	12		Réduire l'emprise de la route de Habbana	

AMEHAT/DGPC - BEI
PAR du projet de la pénétrante Nord-Sud de la ville de Sfax

	Est-ce que l'étude de conception de la route a essayé de réduire au maximum possible la superficie à acquérir.	3		Réduire le maximum possible la superficie à acquérir.	Le choix final de la variante actuelle reflète un souci de bien minimiser les impacts sociaux et environnementaux. En vue d'éviter ou de minimiser les impacts sociaux, diverses variantes et options de tracé et de réalisation ont été analysées par le bureau d'études. L'analyse des variantes a permis de suggérer celle qui présente le minimum de contraintes et de nuisances au plan social.
	Est-ce qu'il y'a eu une consultation de la population dans le cadre de la conception de la route ?	1		Favoriser l'approche participative et la consultation de la population concernée	
	Quels sont les superficies à acquérir pour chaque propriétaire ?	7		Fournir un plan des parcelles pour chaque propriétaire en indiquant la superficie détaillée à acquérir.	Durant les enquêtes de terrain les ingénieurs du bureau d'études ont fourni des informations concernant les superficies à acquérir.
	Il faut des travaux de piquetage pour préciser la zone à exproprier.	1		-	Cette phase est déjà faite par l'OTC. Présence des piquets tout au long de la route.
	Est-ce qu'il y'a des logements à détruire ?	1		Informers les PAPs par les dégâts avant le démarrage des travaux.	Lors des enquêtes, le bureau d'études a informé chaque PAP de leur dégât
	Quelle est la date de démarrage des travaux ?	3		Informers au préalable les PAPs surtout les étapes concernant l'avancement des travaux surtout ceux du démarrage et ce pour qu'ils puissent prendre des précautions et mesures nécessaires.	La date de démarrage des travaux est prévue début de 2018 et tous les PAPs seront informés au préalable.
Total		53		-	-

15.4.7. Brochure de mécanisme de gestion des plaintes

إجراءات انتزاع وفقا لأحكام القانون رقم 53-2016 المؤرخ 11 جويلية 2016



إدارة الشكاوى

الأهداف والعرض العام

يتم إنشاء آلية إدارة الشكاوى من قبل لجنة الإقتناء للمشاريع العامة، وفقا للقوانين المعمول بها في هذا المجال، لتمكين جميع الأطراف، وخاصة أولئك المتضررين من المشروع، لتقديم تقييمهم للمقترحات من المشروع، لتوجيه شواغلهم، وبالتالي الوصول إلى المعلومات أو التماس الانتصاف أو الحل. ويجب أن تكون هذه الآلية فعالة ومتيسرة وقابلة للتنبؤ ومنصفة وشفافة ومستندة إلى حقوق الإنسان تقوم على الالتزام والحوار وتمكن جميع الأطراف المعنية، بما في ذلك الجهة المؤيدة للمشروع، من التعلم منها.

أنواع الشكاوى والمنازعات المتعلقة بخطة إعادة التوطين

أخطاء في تحديد وتقييم الممتلكات، المستغل ، المالك...

عدم الاتفاق على تدابير إعادة التوطين أو موقع إعادة التوطين أو نوع التعويض أو الحلول المقترح ...

آلية الحلول للشكاوى والاعتراضات

- 1- تودع الشكاوي والاعتراضات لدى لجنة الإقتناء للمشاريع العامة
- 2- تقوم اللجنة بتسجيل الشكاوي والاعتراضات في دفتر الشكاوي والاعتراضات
- 3- التحقيق من الشكاوي والاعتراضات من طرف لجنة المتابعة والوساطة والمرافقة

15.4.8. Formulaire d'expression d'une plainte (Fr et Ar)



الجمهورية التونسية

وزارة التجهيز والإسكان والتهيئة الترابية

الإدارة العامة للجسور والطرق

..... مشروع

دفتر الأسئلة، الملاحظات، الاقتراحات أو الشكاوي

استشارة للعموم

تاريخ التسجيل:

رقم التسجيل:

	الاسم و اللقب	هوية المشتكي
	رقم ب ت و	
	العنوان	
	الهاتف	
	الوصف	موضوع الشكاية
	السبب	
	الضرر	
	أسئلة	
	ملاحظات	
	اقتراحات وطلبات الشاكي	

..... في/...../.....

الإمضاء

خاصة الإدارة



REPUBLIQUE TUNISIENNE

MINISTRE DE L'EQUIPEMENT, DE L'HABITAT ET L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction Générale des Ponts et Chaussées

POJET

Formulaire d'expression d'une plainte

Consultation publique

N° d'enregistrement :

Date d'enregistrement :/...../.....

Identification du plaignant	Nom et prénom	
	CIN	
Contact du plaignant	Téléphone	
	Adresse	
Description du problème objet de la plainte	Le problème	
	La cause selon le plaignant	
	Le dommage que le plaignant estime avoir subi	
Questions		
Remarques		
Action souhaitée par la personne affectée par le projet (PAP) plaignante	Sa proposition pour résoudre le problème objet de la plainte.	

Fait àLe/...../.....

Signature

Réservé à l'administration

.....
.....

Présentation power point de la consultation publique



الجمهورية التونسية

وزارة التجهيز والإسكان والتهيئة الترابية

الإدارة العامة للجسور والطرق

الإدارة الجهوية بصفاقس

استشارة للعموم مخطط إعادة الايواء و التوطين مشروع تهيئة المدخل الشمالي الجنوبي لمدينة صفاقس

13 أكتوبر 2017

مكتب الدراسات

CETA

Adresse du siège : 3, Rue 8609 - Chargaia 1 - 2035 Ariana, Tunisie

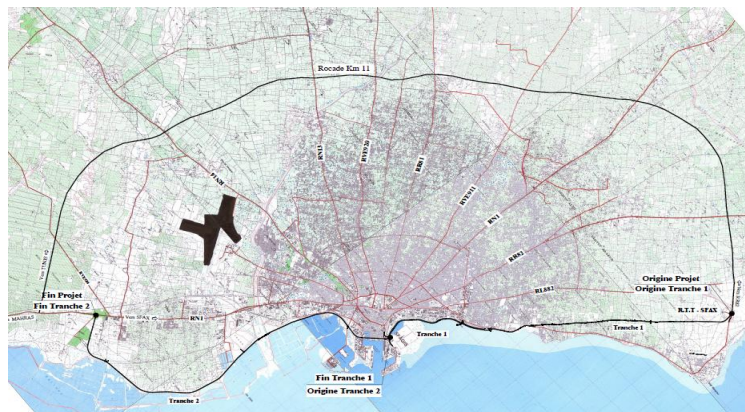
Tél : (+216) 71773800

Fax : (+216) 71773833



تقديم المشروع

- المشروع: تهيئة المدخل الشمالي الجنوبي لمدينة صفاقس
- القسط رقم 1: المسرح الصيفي - حباة
 - القسط رقم 2: المسرح الصيفي - سيدي سالم
 - القسط رقم 3: سيدي سالم - المنطقة الصناعية طينة
- التمويل: الدولة + البنك الأوربي للتنمية



محتوى و أهداف الدراسة

تحتوي الدراسة على ثلاثة مراحل:

• المرحلة الأولى: إعداد برنامج إعادة التوطين المؤقت.

- إنجاز الاستمارة
- تعداد للسكان المتضررين من المشروع
- إعداد قائمة الأشخاص الذين لهم الحق في التعويض أو المساعدة
- تحديد دقيق للفئات المستضفة
- إعطاء تقدير تقريبي للتكلفة الجمالية للتعويضات (الأراضي والمعدات والبناءات ...)
- القيام بلقاءات التشاور والمفاوضات مع الأشخاص المتضررين من المشروع في أوقات مختلفة من أجل تسهيل مشاركتهم
- التنسيق مع الفئات الضعيفة والسلطات المحلية والمنظمات غير الحكومية للمساعدة في الإطار الاجتماعي

• المرحلة الثانية: إنجاز تقرير موجز حول شكاوي الأشخاص المتضررين من المشروع وإدارتها

• المرحلة الثالثة: إعداد برنامج لإعادة التوطين النهائي.

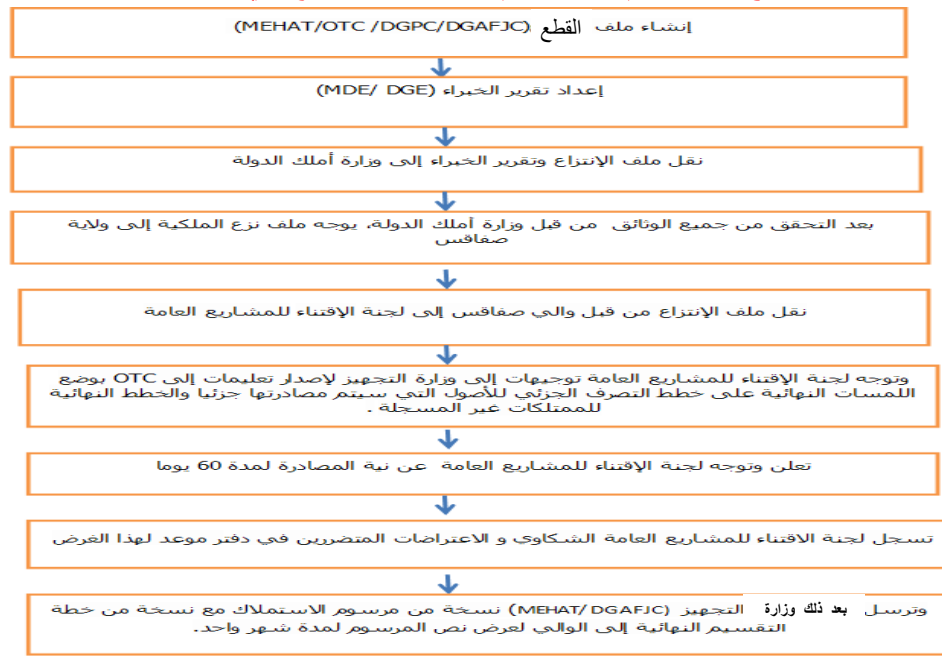
موقع وخصائص المناطق المتضررة من المشروع

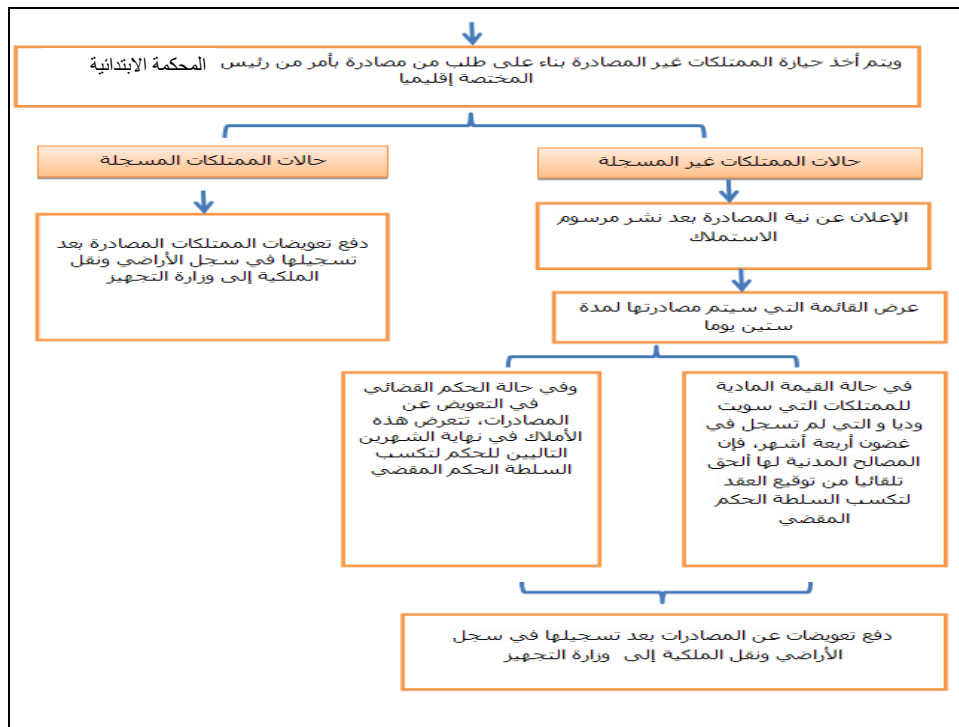
المساحة المنتزعة (متر مربع)			عدد الأشخاص المتضررين	عدد القطع التي ستنزع			
المجموع	الخواص	الدولة		المجموع	الخواص	الدولة	
141293	65109	76103	181	310	107	203	القسط رقم 1: المسرح الصيفي - حبابنة
301378	301155	223	3	37	34	3	القسط رقم 2: المسرح الصيفي - سيدي سالم
483686	285541	198145	82	109	26	83	القسط رقم 3: سيدي سالم - المنطقة صناعية طينة
926357	651886	274471	266	456	167	289	المجموع

تقييم الخسائر وتكاليف التعويضات

الممتلكات التي سيتم انتزاعها	المساحة (متر مربع)	العدد	السعر الفردي (دينار)	السعر الإجمالي (دينار)
أرض	القسط رقم 1	76103	181	34246350
	القسط رقم 2	223	3	223000
	القسط رقم 3	198145	82	198145000
صور/ سياج		26	5000	130000
منزل		20	50000	1000000
مراب		3	30000	90000
صالة عرض أو محل عمل		6	٨٧٢٥٠'	480000
خسارة في الأرباح		16	٨٧٢٥٠'	2000000
تقديم المساعدة للفئات الهشة				عدم تسجيل حالة هشة
10% غير متوقع				23631435
المجموع				259945785

إجراءات انتزاع وفقا لأحكام القانون رقم 53-2016 المؤرخ في 11 جويلية 2016





إدارة الشكاوى

الأهداف العامة

يتم إنشاء آلية إدارة الشكاوى من قبل **لجنة الاقتناء للمشاريع العامة**، وفقا للقوانين المعمول بها في هذا المجال، لتمكين جميع الأطراف، وخاصة أولئك المتضررين من المشروع ، لتقديم تقييمهم للمقترحات من المشروع، لتوجيه شواغلهم، وبالتالي الوصول إلى المعلومات أو التماس الانتصاف أو الحل. ويجب أن تكون هذه الآلية فعالة ومبصرة ومنصفة وشفافة ومستندة إلى معاهدات حقوق الإنسان و يجب ان تقوم على الاتزان والحوار وتمكن جميع الأطراف المعنية، بما في ذلك الجهة المؤيدة للمشروع، من التعلم منها.

أنواع الشكاوى والمنازعات المتعلقة بخطة إعادة التوطين

أخطاء في تحديد وتقييم الممتلكات، المستغل ، المالك...
عدم الاتفاق على تدابير إعادة التوطين أو موقع إعادة التوطين أو نوع التعويض أو الحلول المقترحة ...


آلية الحلول للشكاوى والاعتراضات

- 1- تودع الشكاوي والاعتراضات لدى لجنة الاقتناء للمشاريع العامة
- 2- تقوم اللجنة بتسجيل الشكاوي والاعتراضات في دفتر الشكاوي والاعتراضات
- 3- التحقيق في محتوى الشكاوي والاعتراضات من طرف **لجنة المتابعة والوساطة والمراقبة**

نقاش

طرح تساؤلات وتوضيحات ؟

15.4.10. SMS transféré aux PAPs

يتشرف مكتب دراسات  بدعوتكم لحضور الاستشارة للعموم الخاصة بمشروع
تهيئة المدخل الشمالي الجنوبي لمدينة صفاقس وذلك يوم الجمعة 13 أكتوبر 2017
على الساعة العاشرة صباحا بقاعة الاجتماعات بمقر ولاية صفاقس.